

FORM NO. 51-61A
MAY 1949

CLASSIFICATION **SECRET**

25X1

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY 25X1 REPORT

INFORMATION REPORT

CD NO.

COUNTRY [] 25X1

DATE DISTR. 4 Sept. 1952

SUBJECT World Peace Council

NO. OF PAGES 1

PLACE ACQUIRED [] 25X1

NO. OF ENCLS. 14 (137 pages)
(LISTED BELOW)

DATE ACQUIRED [] 25X1

SUPPLEMENT TO REPORT NO.

[]

THIS DOCUMENT CONTAINS INFORMATION AFFECTING THE NATIONAL DEFENSE OF THE UNITED STATES WITHIN THE MEANING OF THE ESPIONAGE ACT 50 U.S.C. 31 AND 32 AS AMENDED. ITS TRANSMISSION OR THE REVELATION OF ITS CONTENTS IN ANY MANNER TO AN UNAUTHORIZED PERSON IS PROHIBITED BY LAW. REPRODUCTION OF THIS FORM IS PROHIBITED.

THIS DOCUMENT HAS AN ENCLOSURE ATTACHED - DO NOT DETACH

[]

25X1

1. Attached hereto for your retention are 137 pages of untranslated French reports which summarize the developments of the session of the World Council of Peace as well as mimeographed material which was furnished to the Congressional delegates.
2. The following mimeographed items are included:
 - a. Report of Third Session, 2 July;
 - b. Speech by Wanda Wassiliewska (USSR);
 - c. Speech by Gordon Schaffer;
 - d. Speech by Yves Farge;
 - e. Speech by Jean Laffitte (France);
 - f. Speech by M. Emanuel D'Astier De La Vigerie (France);
 - g. Speech by Frederic Joliot-Curie;
 - h. A documentary resume of the German Question;
 - i. Summary of the Fourth Session, 2 July 1952;
 - j. News and Views releases at the Conferences.

Ly

SEP 25 11 00 AM '52

25X1

25X1

CLASSIFICATION **SECRET**

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------|------|------|--------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| STATE | NAVY | NSRB | DISTRIBUTION | | | | | | | | | | | | |
| ARMY | AIR | | | | | | | | | | | | | | |

TELETYPE 24

25X1

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP83-00415R012500020004-6

IS AN ENCLOSURE TO

DE WASH RDP83-00415R012500020004-6

012500020004-6

25X1A

allegato
N 113

SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX
Berlin (1er-5 juillet 1952)

M. Jean LAFFITTE (France)
Secrétaire Général du Conseil Mondial de la Paix

Chers Amis,

Je voudrais, dans mon intervention, aborder seulement deux questions :

- La campagne pour le Pacte de Paix.
- Les possibilités d'élargissement.

La campagne pour le Pacte de Paix a été lancée au mois de février 1951 dans la ville de Berlin où nous siégeons aujourd'hui. Cette campagne a introduit dans notre mouvement un objectif central. Nos efforts pour sa réalisation ne doivent pas s'arrêter à la collecte actuellement en cours. Mais, s'appuyant sur les résultats acquis, ils doivent se poursuivre et s'étendre jusqu'à ce que le Pacte soit signé.

Depuis que la campagne a été lancée, tous les actes du Conseil Mondial ou de son Bureau, que ce soit à Copenhague ou Helsinki, à Vienne ou à Oslo ont accordé une mention particulière à l'importance et à la signification du Pacte de Paix.

Aujourd'hui, l'idée n'est pas seulement la nôtre. Elle n'est pas non plus seulement l'idée des centaines de millions d'hommes et de femmes qui ont signé notre appel. Elle se trouve supportée par des courants d'opinion qui, situés en dehors de notre mouvement, sont conduits à souhaiter puis à réclamer la même solution que nous.

Il n'en serait pas ainsi si, comme certains le prétendent, l'idée du Pacte de Paix était une simple formule de propagande. Sa force est à rechercher dans la volonté de plus en plus tendue de voir se modifier dans la volonté de plus en plus tendue de voir se modifier le cours des événements dans le sens de la paix et non pas de la guerre, changement qui doit marquer le tournant dans les rapports internationaux, changement qui doit faire cesser la guerre froide, changement qui doit faire succéder aux craintes suscitées par les premiers engagements d'armes et les propos bellecistes, la sérénité d'un climat de détente et de compréhension.

Nous réclavons le Pacte de Paix, et d'autres le réclament avec nous, parce qu'en premier lieu il n'est pas d'autre moyen, hors de l'entente des Grandes Puissances, pour éviter

25X1

SECRET

[Redacted]

la guerre. Nous le réclamons parce qu'il ne peut y avoir de règlement pacifique sans la participation de toutes les grandes forces en présence. Nous le réclamons parce que le Pacte est précisément l'acte le plus important pour faire prévaloir l'esprit de négociation sur les solutions de force. En d'autres termes, le Pacte de Paix peut être la consécration d'une coexistence pacifique reconnue et acceptée d'abord par les principales parties en cause, ensuite par le reste du monde.

Un rapide examen permet de constater que cette idée de coexistence a fait des progrès considérables. Elle s'est exprimée hautement, par des voix nouvelles, lors de la dernière Assemblée de l'Organisation des Nations Unies :

"... Les peuples peuvent vivre en paix, de leur propre manière, a dit le représentant de l'Iran, si les Grandes Puissances essayent de trouver un terrain commun respectant les intérêts de tous les membres de la communauté internationale . "

"... La délégation de Birmanie, a dit le représentant de ce pays, espère que chacun répondra à cet appel, de façon que la coexistence pacifique soit assurée. "

On pourrait poursuivre ! Depuis la session de l'Organisation des Nations Unies, de nombreuses positions ont été prises qui expriment la possibilité et le désir de coexistence pacifique. On peut même dire qu'elles sont, en général, d'autant plus nettes et nombreuses que la menace de guerre mondiale devient plus apparente.

Tout dernièrement, par exemple, l'Eglise méthodiste américaine s'est élevée, pour la première fois depuis la guerre, contre les dangers d'une politique de force. Elle s'est adressée au gouvernement des Etats-Unis et aux autres gouvernements " pour qu'ils appuient un courant continu de négociation ... et laissent la porte ouverte à toute proposition, de quelque source qu'elle vienne, qui contiendrait une possibilité de paix. "

Je ne veux pas apprécier ici le sens que les personnalités ou organisations que je viens de citer, et dont on pourrait allonger l'énumération, donnent à l'idée de coexistence. Cependant, cela nous amène à une première conclusion: si des hommes d'Etat, si des chefs de gouvernement, si des organisations et mouvements les plus divers sont conduits aujourd'hui à se référer de plus en plus à la notion de coexistence, la volonté des peuples sur ce même point est une chose certaine.

Les peuples, quelle que soit la force de leur idéal, quel que soit le genre de vie qu'ils ont eux-mêmes choisi ou auquel ils aspirent, veulent en premier lieu éviter les horreurs et les ruines d'un massacre mondial dont ils savent,

par expérience, être à l'avance les victimes promises. Ils ont en plus d'autres raisons. Sur le plan économique, la guerre leur apporte le manque de pain, l'absence des produits de première nécessité quand ce n'est pas l'anéantissement d'une vie de travail. Sur le plan politique, la guerre se traduit nécessairement dans tous les cas par des contraintes sociales et des restrictions à la liberté humaine. Sur le plan national, la guerre anéantit les trésors accumulés par le génie des peuples, elle entraîne des occupations étrangères, elle fait saigner et souffrir la nation victorieuse tout comme le pays vaincu.

C'est pourquoi les peuples, instruits par la terrible épreuve de deux guerres mondiales, ne veulent pas d'un nouveau massacre dont chacun se rend compte, qu'une fois déclenché, il ne pourrait se terminer que sur des cimetières et des villes en cendres.

L'affirmation d'une coexistence possible et souhaitable est, en premier lieu, le reflet de leur volonté. Cette affirmation détruit par ailleurs l'argument de ceux, qui pour entraîner les peuples, prétendent que la guerre est inévitable. Elle démontre que la possibilité peut être transformée en réalité. La possibilité, c'est déjà l'énoncé d'une notion que l'opinion publique pousse de plus en plus à reconnaître. La réalité, ça peut être le Pacte de Paix comme résultat de pressions nouvelles et sans cesse accrues de l'opinion publique.

Notre campagne s'est donc assigné un but grandiose. Il convient de ne pas le perdre de vue car chacun des objectifs du mouvement, qu'il s'agisse du désarmement ou de la cessation des conflits en cours, nous ramène à ce même point: la rencontre, la négociation et l'entente entre les Grandes Puissances, c'est-à-dire le Pacte ou le premier pas en direction du Pacte.

Cette idée, tout comme la notion de coexistence pacifique a fait également son chemin. Plus de 600 millions de signatures. C'est-à-dire 606 millions d'hommes et de femmes, adultes de tous pays, de toutes conditions sociales qui, à ce jour, ont individuellement et en pleine connaissance de cause, souscrit à cette exigence.

Certains commentateurs de presse, analysant superficiellement le nombre de signatures acquises, ont tenté de diminuer l'importance des résultats dans les pays d'Europe occidentale.

Nous leur indiquons que ces résultats ne sont pas à mettre en comparaison avec l'ensemble de la population des pays mentionnés mais avec la population que les moyens mis en oeuvre par les mouvements ont permis de consulter.

Par exemple, en Allemagne de l'Ouest, la campagne s'y est faite sous forme d'un vote. Il a été recueilli, par cette méthode, 5.900.000 adhésions. Pour apprécier la signification réelle d'un tel résultat, il ne faut pas le

mettre en rapport avec l'ensemble de la population allemande mais seulement avec la partie de la population que l'on a pu faire participer au vote, c'est-à-dire environ 6.200.000 personnes. On en vient alors à la constatation que les résultats obtenus dans l'Allemagne de l'Ouest sont, dans leurs pourcentages, de très près peu différents avec ceux obtenus dans la République Démocratique. En gros, 94% de la population consultée a répondu oui à l'Ouest; 96% de la population consultée a, par le même procédé, répondu oui à l'Est. Le même calcul et les mêmes comparaisons peuvent s'appliquer aux différentes régions du monde. De sorte que les différences relevées, dans les résultats chiffrés, représentent non pas une différence d'accueil parmi les populations de tel ou tel pays, mais, tout simplement, une différence des moyens d'action et d'organisation entre les mouvements qui ont organisé la collecte.

A ce propos d'ailleurs, il convient de souligner que l'effort pour la collecte a donné lieu, en général, à un renforcement organique très important des mouvements de la paix. Que l'on réfléchisse par exemple à ce que représentent 16 millions de signatures rassemblées en Italie ! Elles sont le résultat du travail et du dévouement de centaines de milliers de collecteurs, le résultat de l'activité de milliers de comités de la paix; le résultat qui se lie à l'existence, sur le plan national, d'un grand mouvement de la paix.

Il convient également de souligner l'importance particulière des résultats obtenus au Japon. Six millions de signatures recueillies jusqu'ici malgré les contraintes et les mesures de répression, et qui représentent plus de 80% de la population consultée. Six millions de signatures qui sont le résultat d'un grand mouvement de la paix qui tend à s'organiser sur des bases toujours plus larges et dont les actes patriotiques trouvent des échos de plus en plus grands sur le plan international.

Par contre, là où les mouvements n'ont pas encore acquis leur physionomie propre ou leur caractère indépendant, comme par exemple en Hollande, en Indonésie, en Afrique Noire ou en Suisse, les résultats ont été bien en deça des possibilités.

Je veux enfin souligner l'obtention de résultats considérables et nouveaux dans un grand nombre de pays, notamment en Amérique latine et dans le Proche et Moyen Orient. Ils donnent maintenant aux comités de la paix de l'Inde, de l'Iran, du Brésil, de l'Argentine, et bien d'autres, l'importance et le rang de véritables mouvements nationaux.

Au total, près du tiers de la population terrestre s'est prononcé à ce jour individuellement en faveur du Pacte de Paix alors que seulement la moitié du monde a pu être consultée. Des collectivités, des courants d'opinion qui ne sont pas tous, et de loin, exprimés par ce nombre, se montrent favorables à cette même issue et la demandent avec nous. Quoiqu'on en décuise, quoi qu'on dise, il n'y a pas d'exemple, il n'y a jamais eu d'exemple dans le monde, d'une volonté exprimée avec une telle puissance.

Cet examen me conduit naturellement au second point de mon exposé : les possibilités d'élargissement.

A ce problème se rattache toutes les activités du Conseil Mondial, passées et à venir, car la recherche d'une union toujours plus large reste, depuis sa fondation, la préoccupation du mouvement. Cette union nous la voulons, nous y travaillons de toutes nos forces, non pas pour en tirer un profit de prestige, mais parce que la paix ne peut être sauvée, ni par un seul pays ni par un seul peuple mais par les efforts additionnés de tous les peuples ensemble.

L'union, la plus large, pour défendre la paix est possible et nécessaire. D'abord, sur le plan de chaque pays. Ensuite, sur le plan international. Sur le plan de chaque pays, parce qu'aujourd'hui la cause de la paix mondiale se rattache partout à la cause de l'intérêt national. Sur le plan international, parce que la paix dont serait exclu un pays ou un groupe de pays, ne serait pas la paix. Il serait, par exemple, tout aussi insensé de prétendre faire la paix en dehors de la Chine, qu'il serait vain d'y songer sans la participation des Etats-Unis.

C'est pourquoi le Conseil Mondial, formé par la mise en commun des énergies et des bonnes volontés rassemblées au congrès de Varsovie, a poursuivi sa route dans la pratique d'un élargissement constant. Ses activités qui vont des initiatives les plus diverses aux grandes campagnes mondiales se sont succédées à un rythme accéléré. Elles suscitent des enthousiasmes. Elles font naître de grands espoirs. Quelquefois, elles provoquent des campagnes de haine ou des diatribes insolentes. Mais rien de ce que fait ou suscite le Conseil Mondial ne laisse désormais personne indifférent.

Le Conseil Mondial s'est fixé pour tâche d'intervenir auprès des Nations Unies pour les rappeler aux devoirs de leur charge. Aux travaux de la dernière Assemblée des Nations Unies, les échos de la volonté pacifique des peuples ont retenti, plus largement que d'habitude. C'est non seulement la conséquence d'une vague montante de l'opinion publique en faveur de la paix mais aussi d'une maturité de cette opinion. Des déclarations ne lui suffisent plus ; il faut des actes. Les solutions de paix présentées par le Conseil Mondial à l'Assemblée des Nations Unies s'inspirent de cette préoccupation. C'est pourquoi, de plus en plus, il s'avère difficile de ne pas en tenir compte. On peut en noter, par exemple, le témoignage de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Suède qui, parlant du désarmement, a déclaré le 8 juin au congrès de son parti :

" ... Est-ce qu'il n'est pas grand temps d'appliquer ici les méthodes de négociation et accomodement des divergences d'intérêt, recommandés par le Conseil Mondial de la Paix pour la solution pacifique des problèmes asiatiques ? "

Le Conseil Mondial s'était fixé pour tâche d'établir des contacts avec tous les courants de l'opinion pacifiste. Des rencontres ont eu lieu et des échanges de vues

sont maintenus avec des organismes comme le Conseil Océcuménique des Eglises, la Croix Rouge Internationale, les Quakers ... Ils ne portent pas sur de simples conversations de personnalités, mais ils ouvrent la voie à des compréhensions et des collaborations entre des groupes humains qui, pour être d'opinions différentes, se rejoignent dans un même désir de paix.

Le Conseil Mondial a reçu le mandat d'accueillir en son sein les représentants de toutes les forces qui s'engagent dans une action pratique en faveur de la paix. Notre Conseil n'a pas eu de défection depuis sa constitution. Des hommes et des femmes de toutes croyances, de toutes conceptions, de tous pays sont venus joindre leurs efforts aux nôtres. D'abord, on s'y observe, on s'y étudie, puis on y apprend à se connaître, à se comprendre, à s'aimer et à travailler ensemble pour le grand bien de la paix. Je ne connais pas, pour ma part, d'émotion plus forte, de joie plus grande que celle qui nous vaut d'accueillir à chaque session des appuis nouveaux dont les visages, hier inconnus, deviennent le lendemain familiers à tous les amis de la paix.

Mais, le Conseil Mondial ne s'est pas borné à l'élaboration de solutions de paix. Il n'a pas limité son activité à des démarches auprès de l'Organisation des Nations Unies ou de hautes autorités morales.

Il a lancé la grande campagne dont j'ai tout à l'heure parlé. Il a, par la voix de son Président, exprimé le premier l'émotion et la réprobation des peuples devant l'annonce de la guerre bactériologique. Il a encouragé et aidé la préparation de grandes conférences régionales de la paix qui se sont tenues dans les pays scandinaves, en Europe, en Amérique ou se préparent maintenant en Asie ou dans le Proche Orient. Ces conférences sont importantes, non seulement par la diversité des volontés rassemblées mais par la mise en oeuvre d'activités nouvelles, par l'expérience acquise sur le plan d'organisation, par les développements d'action qu'elles provoquent, par les discussions suscitées avec des millions d'hommes et par des conclusions qui chaque fois font entrevoir la possibilité d'aller toujours plus loin.

Le Conseil Mondial a approuvé la grande rencontre économique de Moscou. Il a invité ses membres ainsi que les mouvements nationaux à soutenir cette initiative. Cette conférence, dont le monde entier a parlé, a ouvert pour beaucoup de nouveaux horizons. Elle a marqué un premier pas dans la recherche tendant à l'établissement d'échanges économiques normaux entre toutes les nations.

Le Conseil Mondial approuve la conférence internationale des Médecins qui se tiendra au mois de septembre en Italie. Il approuve de même, et invitera les mouvements nationaux à appuyer les initiatives qui, sur le plan culturel, préparent pour les mois à venir des rencontres internationales d'Enseignants, de Cinéastes, d'Urbanistes ...

Le Conseil Mondial ne tend pas à s'assurer le monopole de telles initiatives. Il ne prétend pas non plus subordonner son appui à l'acceptation de ses seules propositions

de paix. Il encourage seulement et invite le mouvement à encourager tout geste, tout acte, d'où qu'il vienne, qui, sur un point donné, peut contribuer à l'échange de vues et à la compréhension réciproque.

Cette activité que le Conseil Mondial organise, préconise ou soutient tout en même temps, ne cesse de croître. Sous son impulsion, des campagnes s'engagent, des forces toujours accrues se mettent en mouvement, des hommes se rencontrent, dans tous les pays, sur tous les continents, dans toutes les capitales. Il n'est pas d'exemple que partant de préoccupations qui leur sont communes, ils n'arrivent finalement à se comprendre et à s'entendre. Avec eux, l'idée de la paix chemine et gagne chaque jour du terrain.

C'est pourquoi s'il est vrai aujourd'hui que la tension internationale s'aggrave, il est vrai aussi que jamais les possibilités d'union pour sauver la paix n'ont été aussi grandes. Jamais la défense de la paix n'a eu autant de partisans connus et inconnus.

Il ne s'agit donc pas pour nous de regarder seulement le chemin parcouru mais de voir maintenant le chemin à venir. Nous allons, sans doute, à l'issue de ce Conseil, décider de la convocation d'un prochain congrès. Si nous savons saisir les préoccupations essentielles qui sont à la fois les nôtres et celles des millions de gens qui aujourd'hui s'interrogent et craignent d'être entraînés dans une guerre dont ils ne veulent pas, il est possible de jeter les bases d'une union plus large.

Il est possible, à travers la préparation mondiale d'un nouveau congrès, en touchant le cœur et la raison des hommes et des femmes de les gagner à l'idée de leur propre cause et de leur propre salut. Il est possible de préparer un nouveau rassemblement. Un rassemblement qui doit dépasser les limites jusqu'ici atteintes et ne rejeter aucune bonne volonté. Un rassemblement dans lequel le peuple américain doit pouvoir apporter sa contribution avec tous les autres peuples. Un rassemblement qui doit être assez fort pour sauver la paix avant qu'il ne soit trop tard.

CONFÉRENCE MONDIALE DE LA PAIX
 Session de Berlin, 1er - 5 juillet 1952



M. Gordon SCHAFFER (Grande Bretagne)

Monsieur le Président, Collègues membres du
 Conseil Mondial de la Paix, Amis de la Paix.

Nous ouvrons nos discussions à cette session extraordinaire de notre Conseil Mondial de la Paix avec les problèmes jumeaux de l'Allemagne et du Japon. Ce sont les deux points centraux de notre lutte pour la Paix. Si nous pouvons gagner la bataille pour un Japon libre, indépendant et démocratique, la voie vers la paix en Asie sera déblayée. Si nous pouvons mettre fin à la division de l'Allemagne, si nous pouvons assurer le retrait des troupes étrangères du sol allemand et donner au peuple allemand la possibilité de créer sa vie dans l'indépendance et la paix, nous chasserons l'ombre de la guerre qui plane sur l'Europe.

Nous ne pouvons pas traiter du Japon sans traiter de l'Allemagne ou discuter de l'Allemagne sans discuter du Japon, car les deux problèmes sont mêlés. Nous devons gagner la paix aussi bien en Asie qu'en Europe. Nous devons rendre la liberté aussi bien au Japon qu'à l'Allemagne.

Nous pouvons voir comment l'attaque contre le peuple japonais et celle contre le peuple d'Allemagne Occidentale prennent la même forme. Les Américains appuyés par des alliés réticents ont imposé au peuple japonais un soi-disant traité de paix qui, en réalité, est un instrument pour l'occupation militaire du pays et pour la préparation de la guerre.

En Allemagne Occidentale, ils ont fait la même chose. Les accords contractuels de Bonn sont destinés à perpétuer l'occupation militaire de l'Allemagne et à tyranniser sa population pour l'entraîner dans une guerre.

Au Japon comme en Allemagne Occidentale, les Américains trouvent leurs amis et partisans parmi les généraux et les hommes politiques qui ont préparé et déclenché la deuxième guerre mondiale. Dans les deux pays, les trusts et les cartels, dont les liens avec les monopoles des Etats Unis, de la Grande Bretagne et d'autres pays ont contribué si grandement au déclenchement de la guerre, ont repris le contrôle.

Au Japon comme en Allemagne de l'Ouest, les Américains ont cyniquement violé leurs engagements du temps de guerre. Ils ont essayé d'imposer une solution en Asie sans la République Populaire Chinoise qui parle au nom d'un quart du genre humain, sans le peuple indien et sans l'Union Soviétique dont les armées ont battu les principales forces terrestres japonaises.

Gordon Schaffer.

2.

Ils ont essayé d'imposer une solution en Europe sans le peuple de la République Démocratique Allemande qui a choisi une nouvelle voie pour la Paix, l'amitié et le progrès social; sans les nations de l'Europe de l'Est qui ont subi des souffrances immenses de la part des nazis; de nouveau sans l'Union Soviétique qui a subi le plus grand choc dans la lutte sanglante contre l'agression nazie.

Au Japon comme en Allemagne Occidentale, la population refuse de devenir de la chair à canon pour une nouvelle guerre mondiale. Le peuple japonais a manifesté le 1er mai avec une unanimité qui a montré au monde qu'il ne restera pas passif alors que des tentatives sont faites en vue de le plonger de nouveau dans la guerre. En Allemagne Occidentale également, ainsi que je le démontrerais plus loin dans mon intervention, le peuple entre en action en constituant une large unité dans la lutte pour la liberté, l'indépendance et la paix.

Récemment le journal américain "The Reporter" publiait l'histoire de la "China Lobby" (un groupe qui exerce des pressions sur les membres du Congrès en ce qui concerne la politique envers la Chine). Il racontait comment des milliards de dollars avaient été déversés des Etats Unis en Chine pour financer la guerre de "chang Kai-chek contre le peuple chinois.

Les forces de Tchang ont été vaincues, mais les milliards de dollars qui avaient trouvé leur chemin dans la poche des profiteurs et des spéculateurs retournèrent aux Etats Unis.

Ces dollars ont été utilisés pour faire de la "China Lobby" une vaste officine menant une campagne destinée à dupes et à corrompre le peuple américain afin qu'il soutienne une politique de guerre contre la Corée et la Chine Populaire. Ces dollars ont été utilisés pour acheter des journaux, des stations de radio et de télévision et pour utiliser les services d'information. Ils ont été employés pour lancer la "chasse aux sorcières" dirigée par McCarthy et, ainsi, chasser des hommes honnêtes de la vie publique et pour imposer silence aux vraies voix du peuple américain.

Nous n'avons pas le droit de ne pas tenir compte de cette leçon. Nous ne pouvons pas oublier que, tandis qu'à de centaines de millions de gens la guerre apporte des souffrances innombrables, une minorité se prépare à nouveau à jouir des riches profits et du butin de la guerre.

Lorsque les gens verront qui tire des profits des préparatifs de guerre, lorsqu'ils verront que les marchands de mort sont de nouveau occupés en Europe et en Asie, nous serons encore plus près de les gagner à nous dans notre lutte pour un traité de paix véritable avec une Allemagne libre et unie et un Japon libre.

Plus tard dans ce débat, nous entendrons nos amis et compagnons de lutte pour la paix qui se trouvent au centre de ces luttes. Nous avons ici des représentants de la Chine Populaire, de l'héroïque peuple Coréen, de l'Inde. J'espère que les délégués du Japon ont réussi à venir à notre session.

3.

Gordon SCHAFFER

Nous avons encore des représentants des deux parties de l'Allemagne, ce qui est la preuve que sur cette plate-forme de la Paix l'unité que tout le peuple attend a déjà été réalisée.

Si je vous parle aujourd'hui de façon plus détaillée de l'Allemagne, c'est parce que j'ai déjà essayé depuis plusieurs années de suivre les événements qui se déroulent dans ce pays et de comprendre les problèmes qui se présentent à nous. Mais je sais qu'au fur et à mesure que notre débat se déroulera, il y aura des délégués beaucoup plus capables que moi-même qui garderont ces problèmes jumeaux dans leurs véritables perspectives. Aussi je peux aborder maintenant le problème de l'Allemagne.

Depuis le premier jour de la formation de notre mouvement mondial de la paix, nous savons que le plus grand danger contre la Paix réside dans l'échec des grandes puissances à parvenir à un accord sur l'Allemagne.

Nous savons que la division continue de l'Allemagne, la coupure artificielle que constitue une frontière arbitrairement tracée à travers le territoire d'une grande nation est une offense au peuple allemand et un danger perpétuel contre la paix mondiale.

Nous voyons comment cette division artificielle a été entretenue par ceux qui ont sans cesse cherché, depuis 1946, à faire remonter la machine militaire de l'Allemagne Occidentale afin de fournir de la chair à canon pour une nouvelle guerre.

Lorsque le Conseil Mondial de la Paix se réunit à Berlin en février 1951, il lança l'avertissement suivant :

" En trahissant la volonté des peuples au nom desquels avaient été signés les traités qui, catégoriquement, décidèrent du désarmement de l'Allemagne, on a ressuscité les forces militaristes et nazis. Ce réarmement militaire et industriel de l'Allemagne constitue le plus sérieux danger d'une nouvelle guerre mondiale ... "

Le Conseil Mondial de la Paix montra à ce moment sa conscience du péril terrible de la situation, lorsqu'il publia cet appel :

" Le Conseil Mondial de la Paix appelle tous les pays qui se sentent les plus directement menacés à s'unir dans une vigoureuse protestation, par laquelle des millions d'hommes et de femmes imposeront à leurs gouvernements la conclusion dans l'année courante d'un traité de Paix avec une Allemagne pacifique qui aura retrouvé son unité et dont la démilitarisation, garantie par un accord international, constituera le meilleur gage de paix en Europe. "

Monsieur le Président, l'importance du problème qui se présente maintenant à nous, du danger suspendu aujourd'hui sur le monde et en particulier des peuples qui souffrent encore des horreurs de la dernière guerre, est telle que le Conseil Mondial de la Paix a été loin d'assurer

un tel traité de paix en 1951 et que le gouvernement américain et ses alliés réticents poursuivent fiévreusement en 1952 leurs plans pour reconstituer l'armée nazie et la Luftwaffe en Allemagne Occidentale. Cette armée signifie la guerre civile et le déclenchement de la guerre mondiale, à moins que nous ne mobilisions en une force puissante en faveur de la paix le ressentiment croissant des peuples contre cette politique criminelle.

Les contes de fées que les hommes politiques ont racontés aux peuples pour camoufler leurs plans ont été maintenant abandonnés. Le bavardage sur des unités d'Allemagne Occidentale incorporées dans une armée européenne ont cédé la place à des exigences ouvertement formulées d'une armée d'Allemagne Occidentale qui ferait des anciens généraux d'Hitler les alliés les plus importants des Américains en Europe.

M. Blank, Commissaire à la Sécurité de l'Allemagne de l'Ouest, annonce 12 divisions blindées et des forces aériennes aussi nombreuses que celles qui ont envahi la France.

Les anciens généraux d'Hitler et leurs alliés d'Amérique ne font pas un secret de leur désir de reconstituer des armées d'Allemagne occidentale pour essayer de mener de nouveau la guerre que Hitler a perdue. Les anciens généraux hitlériens déclarent ouvertement que leur conception de la soi-disant défense de l'Occident est de lancer la guerre contre la République Démocratique Allemande et les territoires occidentaux de la Pologne. Walter Lipmann, commentateur américain a averti que les anciens généraux hitlériens cherchent à entraîner l'Amérique et ses alliés dans une guerre contre Varsovie, la capitale de la Pologne, et Kalininograd en Union Soviétique. Hugh Dalton, dirigeant du Parti Travailleuse britannique a exprimé, en Grande Bretagne, son horreur en constatant que certains dirigeants du Parti Social Démocrate Allemand exigeaient non seulement des territoires occidentaux de la Pologne, mais également les Sudètes en Tchécoslovaquie.

Je suis heureux que nous puissions enregistrer que ces dirigeants ne représentent pas la majorité des membres du Parti Social-démocrate allemand qui prend une part active à la lutte menée en Allemagne de l'ouest contre les accords signés à Bonn.

Ceux qui construisent cette base de guerre en Allemagne occidentale ne font aucun effort pour cacher le fait que les forces qui ont créé l'Allemagne d'Hitler sont revenues au pouvoir dans la République Fédérale. Les industriels qui furent les premiers à financer Hitler, qui portèrent ses gangsters au pouvoir, qui l'appuyèrent jusqu'à la fin et qui tirèrent des profits du travail d'esclaves imposé à toute l'Europe et qui ont fabriqué les appareils pour les chambres à gaz, règnent de nouveau dans la Ruhr.

Gordon SCHAFFER

5.

Des journaux d'Allemagne occidentale ont publié des révélations montrant que 85 % des Hauts-fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères de la République Fédérale Allemande sont d'anciens nazis. En Allemagne occidentale aujourd'hui, les hommes et les femmes qui ont lutté contre le fascisme sont persécutés : une carte du parti nazi est aujourd'hui un passeport pour une position importante.

Ne vous y trompez pas, la politique américaine est destinée à reconstituer un nouveau Reich nazi dirigé cette fois encore contre la liberté de tous les peuples d'Europe, de l'Ouest et de l'Est. C'est une politique délibérément destinée à maintenir l'Allemagne sous l'occupation des armées étrangères.

Voilà où nous en sommes dans la marche tragique sur la route menant à la troisième guerre mondiale. Les généraux d'Hitler présentent leurs conditions. Ils ne se prépareront à recommencer la guerre d'Hitler que s'il est admis qu'Hitler avait eu raison la première fois, que Hees avait eu raison lorsqu'il se rendit par avion en Grande-Bretagne au mois de mai 1941 pour insister auprès du Gouvernement britannique afin qu'il mette fin à la guerre à l'Ouest et qu'il se joigne aux nazis dans une attaque contre l'Union Soviétique; que Himmler avait eu raison lorsqu'il proposa d'ouvrir les portes aux Britanniques et aux Américains en échange d'une aide contre les alliés Russes.

Amis de la Paix présents ici et à travers le monde, aujourd'hui, certainement aucun de nous ne peut garder le silence ou rester inactif en présence de ce danger terrible, l'issue est la paix ou la guerre, la vie ou la mort.

Le réarmement d'une Allemagne occidentale telle que j'ai essayé de la décrire tend à entraîner les peuples d'Europe dans une vaine tentative de recommencer la guerre d'Hitler. Une nouvelle alliance des forces du fascisme que les peuples avaient détruite par leur action commune au cours de la dernière guerre mondiale apparaît aujourd'hui en Europe.

Et quels sont les membres de cette nouvelle Europe ?

Une Allemagne occidentale dominée par des généraux nazis, des politiciens et des industriels nazis non repentis.

L'Espagne de Franco, dont l'alliance militaire avec les Etats-Unis est négociée secrètement du fait que même les gouvernements de France et de Grande-Bretagne n'osent pas affronter l'indignation de leurs peuples.

Une Grèce dirigée par les fascistes qui est devenue par un miracle de la géographie une puissance atlantique.

Les Quislings qui ont trahi la libération et qui, aujourd'hui, reviennent en rampant afin de soutenir les exigences des Etats-Unis.

25X1A



25X1

5 b.

Aujourd'hui certainement, même les personnes honnêtes et sincères qui sont restées jusqu'ici sceptiques en présence des avertissements lancés par le Conseil Mondial de la Paix ne peuvent plus rester en dehors de la lutte. Car les preuves s'amoncellent, montrant que la reconstitution de cette nouvelle alliance fasciste est le point culminant d'une campagne délibérée en vue de dépouiller les peuples des fruits du combat amer.



25X1

Gordon SCHAPPER

6.

qu'ils ont mené contre les nazis et qu'ils ont payé par des souffrances énormes.

En mon pays lorsque la guerre était à son point culminant, notre peuple a compris que la lutte n'avait de sens que si elle était menée contre l'esprit abominable du fascisme qui avait asservi l'Allemagne et l'Italie, décimé l'Espagne et répandu l'assassinat et les tortures sur tout un continent.

C'est dans un effort pour semer la confusion parmi le peuple qui désirait si ardemment la destruction définitive du nazisme et du fascisme que certains dirigeants en Grande Bretagne préconisèrent la doctrine du "Vansitarisme". Ils prêchaient la haine contre le peuple allemand parce qu'ils voulaient une guerre contre l'Allemagne et non contre les agresseurs nazis. Ils redoutaient la colère du peuple contre le fascisme et contre ceux qui avaient aidé à amener le fascisme au pouvoir.

Mais les peuples ont appris bien des leçons au cours de la guerre. Ils ont compris pourquoi l'Allemagne de Hitler fut autorisée et même encouragée à se préparer pour la guerre. Ils ont pris connaissance du rôle des trusts et des cartels internationaux dans les préparatifs en vue de l'agression d'Hitler. La section anti-trusts de Washington a publié des preuves montrant que la guerre d'Hitler a été rendue possible par les accords conclus entre les cartels allemands et les cartels des Etats Unis, du Japon et d'autres pays. Hitler n'avait ni de pétrole, ni de caoutchouc, mais il avait du charbon; aussi, par un accord passé entre la "Standard Oil" et l'"I.G. Farben" toutes les possibilités furent accordées à l'Allemagne pour faire du pétrole à partir du charbon et du caoutchouc à partir du pétrole. L'Allemagne nazie avait besoin de tungstène et d'autres matières rares. Elle les obtint grâce à un accord conclu entre Krupp d'Allemagne et la "General Electric" des Etats Unis.

Lorsque Charles Wilson de la "General Electric" devint le chef de la production de guerre des Etats Unis, Krupp ne fut pas long à reconquérir sa position et sa fortune dans la Ruhr.

Même lorsque la guerre fut commencée, des représentants de la "Standard Oil" des Etats Unis et de l'"I.G. Farben" d'Allemagne se rencontrèrent à La Haye. Ils conclurent un accord faisant état de leur détermination à reprendre leurs relations fructueuses après la guerre.

La guerre, déclarèrent-ils, ne doit interrompre que provisoirement leurs relations amicales.

Les peuples ont mobilisé leurs forces pour détruire le nazisme. Ils ont contraint les dirigeants des pays occidentaux à accepter les obligations qu'impliquaient une guerre anti-fasciste. Les alliés du temps de guerre s'engagèrent à Yalta et à Potsdam à assurer l'écroulement du régime nazi, la destruction de la machine militaire nazie et la fin du pouvoir des trusts et cartels allemands.

Monsieur le Président, collègues combattants de la Paix, certainement l'issue ne saurait être plus claire. Les années tragiques qui se sont écoulées depuis 1945 ne peuvent être comprises que si on les considère dans cette perspective. Les rois des cartels qui ont fait le serment, à La Haye, de renouer des relations amicales après la fin de la guerre, ont tenu leurs promesses. Les puissances occidentales qui ont signé les accords de Potsdam stipulant qu'elles dissoudraient les cartels ont manqué aux leurs.

Les cartels ont gagné, les peuples de l'Occident ont perdu. Une fois de plus, l'empire secret des trusts a usurpé la souveraineté du peuple. Les hommes qui tirent des profits de la guerre s'enrichissent à Washington et leurs partenaires s'enrichissent à Bonn.

Les adeptes de Vansitart qui cherchèrent à tromper les peuples avec la haine raciale serrent maintenant les généraux d'Hitler dans leurs bras et prêchent une nouvelle haine raciale contre les hommes et les femmes de tous pays qui osent édifier un ordre social nouveau.

Voyez combien la division de la Fédération Syndicale Mondiale, imposée par les dirigeants réactionnaires des pays occidentaux cadre avec le tableau. En 1947, la Fédération Syndicale Mondiale, au cours de la session de son Conseil à Prague, adopta un rapport sur l'Allemagne signé par une délégation d'inspection comprenant des représentants du C.I.O. américain, du T.U.C. britannique et des représentants de l'Union Soviétique et d'autres pays.

Cette délégation a déclaré qu'en Allemagne Occidentale le nazisme renaissait tandis qu'en Allemagne Orientale le nazisme était en voie de destruction. La F.S.M. a cherché à reformer l'unité du mouvement des syndicats allemands, mais les puissances occupantes dans l'Allemagne Occidentale refusèrent de permettre à cette grande organisation mondiale des travailleurs de mener cette tâche à bien en Allemagne.

La division du mouvement syndical mondial devait être accomplie par les dirigeants des syndicats en Grande Bretagne et en Amérique, en tant qu'action préliminaire au soutien qu'ils allaient donner aux préparatifs de guerre et à la renaissance du fascisme en Allemagne Occidentale.

Nous devons méditer cette leçon. Si nous pouvons unir les travailleurs organisés de l'Est et de l'Ouest, quels que soient les désaccords qui puissent demeurer sur les autres questions, ce plan de réarmer les nazis allemands ne pourra jamais se réaliser.

Au fur et à mesure que les peuples du monde voient où mène cette politique, et que les faits, dans leur simple vérité forcent le barrage de la propagande, nous voyons un mouvement de masse le plus ample jusqu'à ce jour, se lever pour la cause de la Paix.

25X1A⁸

Notre mouvement de la Paix a cherché depuis sa fondation, à amener derrière la bannière de la paix des hommes et des femmes des opinions les plus variées. Quand nous disons que nous sommes un vaste mouvement, et que nous déclarons fièrement que nous parlons pour toutes les couches du monde des simples gens, nous le disons sincèrement et sans réserves. Nous avons accueilli avec joie le soutien de certains qui croyaient que le réarmement occidental avait été sincèrement envisagé pour la défense.

Mais sur cette question de reconstruire une Allemagne Occidentale dominée par les nazis, il ne peut sûrement pas y avoir de divergences d'opinion.

Si les dirigeants des puissances occidentales désirent l'amitié des généraux de Hitler ils ne peuvent certainement pas compter sur le soutien de leurs peuples. Si les dirigeants de Grande Bretagne, de France, de Hollande, de Belgique, du Danemark, de l'Italie, désirent accueillir comme des alliés ceux qui ont ravagé et torturé leurs pays, ils doivent s'attendre à soulever la colère de leurs peuples.

Nous avons déjà vu jusqu'à quel point l'opinion publique est indignée dans les pays qui ont souffert sous l'occupation nazie.

La décision de la réunion de Berlin du Conseil Mondial de la Paix en 1951 de présenter une résistance inlassable aux propositions américaines de réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, fut réaffirmée à la réunion du Conseil de Vienne et par le Bureau du Conseil Mondial à Oslo.

Mais parallèlement aux discussions du Conseil Mondial, d'autres mouvements ont pris naissance. Déjà en Décembre 1950, un groupe d'importantes personnalités de France et de Belgique, des socialistes, des libéraux, des communistes, des officiers en retraite, en fait des hommes et des femmes représentant presque toutes les nuances de l'opinion dans les deux pays ont pris l'engagement de s'unir pour faire opposition au réarmement allemand et pour défendre la Paix qu'ensemble ils ont conquis.

En mars 1951, près de 900 délégués de 17 pays européens se sont réunis à Berlin pour exprimer l'opposition des travailleurs. Ils ont fait appel à tous les travailleurs, leur demandant de s'unir sur ce point et pour lutter en faveur d'un traité de paix conclu avec une Allemagne unifiée et démilitarisée.

Voici les derniers mots de leur résolution finale:

" Les forces qui organisent la remilitarisation de l'Allemagne sont encore dangereuses, mais elles peuvent être battues et elles le seront. Rien ne peut résister à l'action unie de la classe ouvrière."

En décembre 1951, des personnalités ayant une influence déterminante sur l'opinion publique et représentant, là aussi, les secteurs les plus divers de la population, se sont rencontrées à Strasbourg et ont décidé la préparation d'une Conférence où l'Allemagne et ses voisins seraient représentés. C'est cette initiative qui a abouti à la Conférence qui vient de se tenir il y a un peu plus de 15 jours près de Copenhague - conférence où ont été étudiés de la façon la plus sérieuse les aspects nombreux et variés du problème allemand et où il a été montré que malgré de nombreuses divergences sur des points de détail, un accord très large se manifeste sur les questions de principe.

En refusant les visas aux délégués polonais, allemands, tchèques et autrichiens, le gouvernement français a rendu impossible la tenue de cette conférence à Paris. Lorsque la Conférence a transféré son siège au Danemark, le gouvernement danois a refusé au Pasteur Niemöller l'autorisation d'y assister.

Personne ne croit que cette interdiction a été décidée à Paris ou à Copenhague. Que doivent penser les peuples quand des gouvernements ferment leurs portes à des hommes et à des femmes qui sont révéérés par des millions de personnes dans le monde entier?

Mais les interdictions ne peuvent pas arrêter un mouvement comme le nôtre. Il poursuit sa marche irrésistible en avant, recueillant l'adhésion et l'appui et captivant l'imagination des hommes et des femmes dans tous les pays. Le peuple français qui a forgé le mouvement de libération qui a libéré Paris de ses propres mains, est avec nous. Il n'est pas de puissance sur la terre qui puisse forcer le fier peuple de France à entrer dans cette alliance avec les généraux nazis. Le gouvernement arrête Jacques Duclos, mais le peuple de France arrachera la libération de Duclos.

Tout le monde sait que si le contrat de Bonn est ratifié par le Parlement français, c'est parce que les généraux américains brandissent le fouet. Celui-ci ne parlera donc pas au nom du peuple français.

En Allemagne occidentale, la campagne de protestation s'amplifie. Le peuple allemand a eu l'expérience directe de la guerre. Il refuse d'être mené à l'abattoir pour la troisième fois au cours d'une génération. Là aussi, il est clair que si la ratification est imposée au Parlement de l'Allemagne Occidentale, ce sera en violation de la volonté du peuple allemand.

En Grande Bretagne où les destructions causées par les bombardiers nazis ne sont pas encore réparées, même à l'ombre de la cathédrale Saint Paul, personne ne peut contester que la majorité de la population s'oppose aux accords signés à Bonn par le Ministre des Affaires Etrangères. Les métallurgistes, les cheminots, les travailleurs des entreprises de distribution et de

Gordon SCHAFFER

10.

nombreux autres ouvriers syndiqués prennent position dans leur conférence nationale, ainsi que le mouvement des Coopératives, tous ont formulé leur opposition. L'exécutif du Parti travailliste qui a si longtemps appuyé l'alliance américaine, a refusé d'accepter les propositions de Bonn et a demandé que la population d'Allemagne Occidentale soit consultée. Les anciens combattants, hommes et femmes, ont formé un mouvement de paix et de protestation contre le réarmement allemand. Ils se sont rendus aux manifestations, portant les médailles acquises dans la guerre contre le fascisme, pour proclamer devant le gouvernement et devant les généraux et amiraux américains qu'ils ne déshonoreraient pas leurs camarades morts au combat en marchant avec les nazis. Il se peut que M. Churchill parvienne à obtenir la ratification des accords de Bonn à la Chambre des Communes, mais jamais il ne l'obtiendra du peuple britannique.

A quoi servent les ratifications par des parlements qui d'une façon ouverte et flagrante ne représentent que des minorités?

Les journalistes américains boute-feux, les généraux hitlériens et les membres du Parlement qui apposent leur cachet avec tant de faiblesse sous les accords de Bonn, peuvent-ils seuls faire la guerre?

En Europe comme en Asie, le sol brûle sous les pieds des généraux américains. Ils craignent avant tout la paix car ils voient décroître leurs chances d'imposer leur plan de guerre à mesure que les peuples en réalisent mieux les dangers. Ils savent qu'à mesure que le temps passe, l'opposition deviendra plus forte, ils savent que la véritable Amérique, l'Amérique au nom de laquelle parlent nos courageux amis, Paul Robeson et Howard Fast, rassemble ses forces malgré persécutions et répression.

C'est pourquoi, ils insistent de plus en plus pour faire accepter leur alliance de guerre bien qu'à chaque pas ils trahissent de plus en plus clairement la perfidie de leurs projets.

Dans cette lutte entre les forces du progrès et les forces du mal, il n'y a pas un moment à perdre. La menace de la constitution d'une nouvelle armée nazie doit nous donner l'élan nécessaire pour mobiliser toutes les forces qui attendent de se lancer dans l'action.

M. le Président, j'ai simplement voulu présenter devant vous les grandes lignes de ce problème. Avant de terminer la discussion nous aurons débattu de nombreux points de détail. Nous exprimerons certainement nos vues sur le projet soviétique de traité de paix avec une Allemagne unifiée, qui ne serait rattachée ni à l'est, ni à l'ouest et qui ne posséderait que les armes que les quatre Alliés du temps de guerre jugeraient d'un commun accord être nécessaires pour sa défense. Nous envisagerons les moyens que

Mr Gordon Schaffer.

11.

nous pouvons employer pour renforcer notre demande d'une rencontre des quatre grandes puissances pour l'examen du problème allemand, proposition qui a déjà été acceptée par l'Union Soviétique. Nous devons regarder en face le fait que si nous ne pouvons pas arrêter la remilitarisation de l'Allemagne Occidentale, la République Démocratique Allemande se trouvera forcée de préparer sa défense contre les menaces ouvertes d'agression.

Nous devons, je pense, examiner le danger que représente pour la paix l'organisation ouvertement reconnue en Allemagne Occidentale et dans le secteur ouest de Berlin de groupes de sabotage dirigés contre la République Démocratique Allemande, l'Union Soviétique et les démocraties populaires.

Nous manquerions aussi, je le crois, à nos devoirs, si nous ne tenions pas compte du danger pour la paix qu'impliquent les menaces ouvertes d'employer la force armée dans une tentative de réviser les frontières de l'Allemagne et de la Pologne.

Le fait nu et simple, c'est que les exigences présentées en Allemagne Occidentale pour l'emploi de la force armée contre la frontière Oder-Neisse, exigences soutenues par une violente propagande en Amérique et en Grande-Bretagne, représentent le plan de la troisième guerre mondiale. Ces frontières ont été décidées en commun par tous les alliés du temps de guerre qui ont aussi approuvé le transfert des populations de langue allemande. Ces décisions, que je considère comme un acte de justice vis-à-vis de la Pologne, ne peuvent certainement être jamais rapportées. LA Pologne ne défendrait si le réarmement de l'Allemagne Occidentale aboutissait à une telle attaque. Dans de telles circonstances, l'Union Soviétique serait tenue par ses engagements d'aider la Pologne et l'Union Soviétique tient ses engagements. Il me semble que si cette session du Conseil avertissait solennellement les agresseurs éventuels que par de telles menaces ils jouent avec le feu, la cause de la paix en serait renforcée.

Je viens de rendre visite à ces territoires polonais et je crois que le monde doit savoir et doit comprendre que l'une des plus grandes contributions apportées aujourd'hui à la paix dans le monde est l'action des gouvernements et des peuples de la République Démocratique Allemande et de la République Populaire de Pologne qui ont fait de la ligne Oder-Neisse une frontière d'amitié, de coopération et de paix.



25X1A

Je me suis rendu en Pologne comme membre d'une délégation du mouvement de la paix de mon pays. Partout, la population polonaise est venue vers nous pour nous dire sa certitude que nous ne lui ferions pas défaut, que nous serions assez fort pour imposer la paix à ceux qui, à l'occident, préparent la guerre. Partout, on nous a apporté des fleurs.

Nous avons déposé ces fleurs au pied du monument qui se dresse aujourd'hui à l'entrée du camp d'extermination d'Auschwitz. Et par ce geste, nous nous sommes engagés solennellement à ne jamais permettre que les responsables des crimes comme ceux d'Auschwitz soient de nouveau lâchés librement dans le monde. Nous, les peuples, nous ne permettrons pas qu'un nouveau fascisme prêt à assassiner des millions d'hommes par le napalm, les bombes bactériologiques et les bombes atomiques déchaîne à nouveau son horreur sur le monde.

Tandis que je parcourais le camp d'Auschwitz, conserve à titre d'avertissement pour montrer ce que signifie le nazisme, un guide polonais qui avait lui-même été prisonnier dans cette abominable enceinte, fit une pause dans son récit pour nous apprendre que 600 femmes allemandes qui avaient défié les nazis et réclamé la paix durant la bataille de Stalingrad furent envoyées là pour y mourir avec les juifs, les communistes et les Polonais dans les chambres à gaz. Ces femmes allemandes représentaient la véritable Allemagne; l'Allemagne qui en définitive doit retrouver son unité et la retrouvera, l'Allemagne qui jouera son rôle, dressée à nos côtés pour la défense de la Paix.

De l'autre côté du monde, dans le Pacifique, les mêmes luttes se déroulent. Mais là, la guerre a déjà imposé un tribut de souffrances infinies. Nous voyons des hommes aux abois qui ne reculent devant rien, même pas le meurtre de prisonniers et l'emploi de l'arme bactériologique et qui nous donnent la mesure du danger qui menace les peuples d'Europe ainsi que les peuples d'Asie.

M. le Président, comme je l'ai dit en débutant, j'ai laissé aux orateurs suivants le soin de discuter en détail le problème japonais. J'ai seulement cherché à exposer devant vous, dans leurs grandes lignes quelques uns des facteurs principaux de ces deux problèmes.

Nous vivons dans un moment de danger immense et nous serions terriblement bornés si nous n'avertissions pas les peuples du péril. Mais c'est aussi un moment qui offre des chances magnifiques. Les tâches qui sont devant nous exigent toute l'énergie, tout le dévouement, toute la capacité de sacrifice qui sont en nous.

Nous savons que l'écrasante majorité des populations sont de notre côté. Nous parlons au nom de la décence et du progrès contre ceux qui voudraient nous rendre à la barbarie. Les armées de la paix sont innombrables; nous parlons au nom de l'humanité, nous les voyons grandir sous nos yeux. Notre tâche consiste à mobiliser ces forces immenses. Nous montons la garde pour l'humanité. Nous n'avons pas le droit d'échouer.

25X1

25X1A



ASSURE TO



SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL MONDIAL
DE LA PAIX

Berlin - 1er-5 Juillet 1952



Yves FARGE (France)

Président du Conseil National du
Mouvement de la Paix Français

25X1



RAPPORT SUR LA GUERRE BACTERIOLOGIQUE, LA
GUERRE DE COREE ET LEURS CONSEQUENCES
INTERNATIONALES

Voici dans quelles conditions ce rapport a été établi :

- J'avais été délégué par le Conseil National français de la Paix pour apporter, avec l'écrivain Claude Roy, notre contribution à la commémoration des quatre grands Anniversaires qui s'est déroulée à Pékin le 4 Mai. Le développement de la guerre biologique, la nécessité de poursuivre nos efforts communs pour constituer le dossier de cette guerre, les attaques dont étaient l'objet les combattants de la paix qui s'élevaient contre ce crime, m'ont amené à prolonger mon séjour en Chine et à me rendre en Corée. Du 28 Avril au 16 Juin, j'ai eu la possibilité d'examiner les faits, de réunir les documents et de vérifier dans les constatations et les confrontations nécessaires tout ce qui pouvait paraître extraordinaire, anormal ou monstrueux.

Je remercie le Comité de la paix chinois et le comité de la paix de Corée de la confiance qu'ils m'ont accordée, des facilités qu'ils m'ont offertes et de la compréhension avec laquelle ils ont accueilli des questions qui pouvaient parfois apparaître comme mettant en doute des vérités honnêtement établies.

Les témoignages et les pièces qui ont été mis à ma disposition ont été passés au crible de sérieuses discussions. A Pyong-Yang, le vice-ministre de la Santé, qui me fournissait des informations très graves sur l'infection artificielle de certains habitants d'agglomérations côtières, a été prié par les médecins de suspendre son exposé parce que toutes les vérifications scientifiques n'étaient pas terminées. A Moukden, au laboratoire de la Faculté de Médecine, un agent pathogène venait d'être isolé après un parachutage de plumes ; il s'agissait du bacille de Weilchi qui communique la gangrène gazeuse. Mais on me dit que le dossier, sur cet exemple précis, devait être considéré comme douteux car on avait omis de vérifier, en recueillant les plumes, si le terrain où elles étaient tombées n'était pas recouvert d'excréments d'animaux qui peuvent contenir ce bacille.

Pour mon travail, j'ai toujours eu à ma disposition la compétence éclairée du Dr. Tchou Ping Seng, qui fut en 1930 et en 1931 à l'Hôpital Saint-Antoine à Paris, l'élève des Docteurs Grivot et Lallemand, et à l'Université Aurore à Shanghai l'assistant du professeur français Lucas Championnière. Dès qu'il s'est agi de parler à des témoins et de consulter des pièces d'enquête

.../...

Yves Farge -

- 2 -

25X1A

l'interprète qui m'accompagnait fut M. Tseng Tzen-Jo, diplômé de l'Institut pratique de droit de l'Université de Lyon, qui fut à Grenoble où je l'ai connu, l'élève des professeurs Dufour, Levasseur et Bartoli.

Parce que je ne possède pas une culture scientifique et parce que j'entendais porter un jugement en homme de bon sens, je me suis entouré des avis de savants et de médecins : deux épidémiologistes, le professeur Chen Won Kwei, un des savants asiatiques les plus avertis de la peste, ancien délégué de la Société des Nations pour l'étude de la peste aux Indes; le Dr. Etrope Ho, diplômé de l'Université de l'Etat de New-York; un microbiologiste, le Dr. Wei Ksi, professeur au collège médical de Shanghai, ancien chercheur de l'Université de Harvard; deux entomologistes, le Dr. Chen, diplômé de l'Université de Paris, membre de l'Université de Paris, membre de la Société entomologique de France; et le Dr. Ho Chi, ancien chercheur de l'Institut de médecine tropicale de Liverpool. Avec cinquante-deux de leurs confrères, ils ont signé, avant mon départ de Pékin, cette déclaration : "Nous avons assez accumulé de preuves scientifiques établissant que les forces américaines ont effectivement utilisé en Corée et dans notre pays l'arme bactériologique. Leur culpabilité est évidente".

Ils m'ont remis les copies d'un certain nombre de dossiers qui établissent de quelle façon la preuve est établie.

Commençons par prendre acte d'une règle que tout le monde admettra : les nécessités de la défense ont le pas sur les exigences de l'information. Rien dans ce que je pouvais voir ou dans ce que je pouvais être amené à dire par la suite ne devrait servir le dessein de l'état-major américain qui porte la responsabilité de cette guerre. Il m'a suffi d'entendre deux espions parachutés, Wangki et Ok Byong Fuk, pour savoir ce qu'il fallait faire, car les instructions dont ils étaient porteurs étaient claires : informer de l'étendue des épidémies ; évaluer le nombre de morts ; renseigner sur les mesures anti-épidémiques prises par les autorités chinoises et coréennes.

Il faut reconnaître que le scepticisme sur des faits établis, que nous avons constaté de ce côté du monde, a existé dans l'esprit de savants et de médecins chinois qui n'ont pas cru d'abord à la monstruosité, qui, parfois, ont été comme nous dérouterés par des communiqués hâtifs et qui, aussi, se sont trouvés durant quelques jours victimes d'un système de brouillage et d'une véritable méthode de la complication.

Aujourd'hui sont en place de puissants moyens anti-épidémiques, une efficace mobilisation pour la vaccination, de véritables états-majors scientifiques qui, dans les laboratoires, isolent les bacilles en même temps qu'ils fixent la stratégie et la tactique de l'offensive bactériologique dont ils sont les victimes, pour détecter et efficace défense.

25X1

Ce que je [redacted] le Conseil Mondial de la Paix, ce sont sans aucun doute, des éléments d'appréciation élaborés pour éclairer l'opinion publique de tous les pays, mais ces éléments d'appréciation sont tirés d'un dossier constitué pour assurer la défense de deux peuples contre l'offensive bactériologique, c'est à dire d'un dossier pour la constitution duquel chaque savant, chaque professeur, chaque médecin, chaque enquêteur, a mis le meilleur de sa conscience et de son patriotisme en pensant d'abord et avant tout à fixer les règles et les moyens de la défense appelés à rendre vaine la tentative d'empoisonner deux peuples. Pour qu'elle échoue, il fallait rendre claire cette guerre aveugle.

Maintenant, je crois que les choses sont claires.

Je vais m'efforcer de justifier les raisons qui m'amènent à être à ce point affirmatif, en faisant reposer les données de ce rapport sur les considérations que voici :

- il existe un plan concerté et étudié qui préside au développement de la guerre biologique, et ce plan apparaît dans le déroulement de cette guerre,
- les aspects essentiels du développement de cette guerre coïncident avec les données militaires et scientifiques rendues publiques aux Etats-Unis par les livres, les revues, les journaux, les rapports,
- les constatations de laboratoires faites en Corée et en Chine rejoignent les aveux des prisonniers, même si ces aveux comportent des hérésies scientifiques,
- la guerre biologique, telle qu'elle se déroule à l'heure actuelle, doit être examinée en tant qu'étape dans l'enchaînement des atrocités, étape pouvant conduire à l'utilisation d'engins atomiques dont on connaît l'existence à proximité des théâtres d'opération.

Pour en venir à penser de cette façon, j'ai eu recours à ma disposition les dossiers d'enquête contenant les dépositions des témoins qui ont vu les avions, des témoins qui ont ramassé les engins, des témoins qui ont constaté l'abondance et la nature des insectes ou la qualité des objets ramassés. Puis les procès-verbaux de prélèvements, les analyses de laboratoires, les exposés cliniques et quand il y avait eu décès, les rapports d'autopsie. Chaque document est signé des témoins et des autorités responsables, judiciaires ou médicales, et est accompagné de la photographie du témoin et de sa fiche d'identité.

Les cas et les espèces sont classés par agglomération, par district et par région ; chaque série de dossiers concernant l'agglomération, le district et la région est accompagnée d'un rapport sur l'état sanitaire des lieux dans les années qui ont précédé cette guerre ; ces rapports font parfois état des observations de l'Office Mondial de la Santé et d'un document américain qui, pour la Corée, a une réelle importance. Il s'intitule : "Epidemiology of the disease"

Yves Farge -

- 4 -

ses of naval importance in Korea" (Epidémiologie des maladies importantes pour la marine en Corée). Il a été édité en 1946 par le Département de la Marine des Etats-Unis ; on peut notamment lire dans ce rapport que la peste avait disparu de Corée depuis fort longtemps.

Quatre laboratoires centraux travaillent nuit et jour à la constitution de ce dossier. J'en ai visité deux : ils sont parfaitement équipés en instruments venus d'Allemagne, du Japon et des Etats-Unis. Ils comportent une section d'entomologie et de zoologie, une section d'examen pathologiques, une section de microphotographie, une section de bactériologie dans laquelle se situent, plus importants, les départements de la peste et du choléra.

L'étude d'un ensemble de dossiers a permis de déterminer que l'agresseur avait d'abord tenté de résoudre le problème de la dissémination artificielle des agents pathogènes sur la plus vaste étendue possible, soit par le vent, soit par les hommes, d'où dans le premier cas l'utilisation des feuilles, des plumes, du papier ; et dans le second cas, la dispersion d'insignifiants objets que les passants mettent dans leur poche sans y attacher d'importance. Mais on comprit vite que c'était là un des aspects si je puis dire artisanal de cette guerre bactériologique et qu'il fallait aller plus loin en opérant des comparaisons et des confrontations sur de vastes étendues.

Dès lors, certains faits demeurés obscurs trouvèrent leur explication. On se posait cette question : Quelle est donc la signification de ces viandes et de ces animaux morts jetés par les avions et qui ne portent pas de bacilles ? Les cas examinés, confrontés, on constate que ces viandes et ces cadavres ont été surtout répandus partout où ont été disséminées la mouche helomzid et la mouche anthomyd. Ces viandes sont donc destinées à créer les conditions favorables à la multiplication et à la survie des mouches qui portent les agents pathogènes des infections intestinales. Une autre pas pourra être franchi puisqu'on semble découvrir une des raisons possibles du compartimentage des containers.

Un autre problème était posé : que signifiaient ces feuilles d'arbre jetées par les avions ? Quelle était leur destination et leur mission ? Il fallut réunir et confronter les observations faites en Corée et en Chine pour s'apercevoir que ces feuilles étaient généralement répandues sur les lieux où on élève les vers soie et où on cultive le coton. La solution du problème n'appartenait plus aux microbiologistes, mais à l'Institut de recherches agricoles de Pékin qui devait isoler un parasite sur les feuilles jetées sur les régions où l'on élève le ver à soie et un champignon pathogène sur les mêmes feuilles jetées dans les champs où l'on cultive le coton.

Le premier exemple a été choisi dans le secteur épidémique où se situent les hommes ; le second dans le secteur agricole,

.../... 25X1

c'est à dire là où l'on fait la preuve que l'on veut affamer les hommes ; le troisième exemple, je le prendrai dans le secteur industriel et je mettrai ainsi en évidence les intentions révélées de porter atteinte à la fois à la vie économique et à la vie des hommes.

Il s'agit des tentatives d'empoisonner l'eau de mer. Ces tentatives ont eu lieu là où se ravitaillent en poissons les pêcheries du Golfe de Petchili et de la côte nord de la Mer Jaune. Des insectes porteurs du bacille de la typhoïde - notamment une espèce de hanneton - ont été dispersés sur les côtes maritimes au large des ports de Dairen et de Tsin-tao. Ces deux ports sont séparés l'un de l'autre par plus de 300 kilomètres à vol d'oiseau ; cette opération maritime sur les côtes de la Chine constitue un acte d'agression direct contre ce pays.

A première vue, nous pouvons croire que cette opération dans son aspect insolite revêt un caractère invraisemblable.

Les événements qui paraissent invraisemblables peuvent s'éclaircir lorsqu'on les examine avec attention ; je n'en veux pour preuve que cet exemple : M. Ri Byong Nam, ministre coréen de la Santé Publique, nous avait dit qu'au village de Chari, la femme d'un commerçant avait trouvé sur une colline des coquillages, qu'elle les avait goûtés avec son mari et tous deux étaient morts du choléra. Qu'un avion américain lance sur une colline des coquillages infectés dans l'espoir d'empoisonner un hypothétique promeneur, cela nous paraissait absurde.

Nous nous sommes rendus au village de Chari. Une équipe sanitaire l'occupait ; les témoins vinrent s'entretenir avec nous à la limite de l'agglomération. Nous avions sous nos yeux des rizières, la colline et au fond du vallon les restes de la maison du commerçant mort du choléra, que l'on avait incendiée. Nous avons enregistré un premier fait confirmé par tous les témoins : le 16 et le 17 mai, les avions américains avaient bombardé avec des engins explosifs la plaine sud et la plaine nord que sépare la colline. Ces plaines sont peuplées d'agglomérations de cultivateurs. Le 18 Mai, ces quelques coquillages emballés dans de la paille sont trouvés là où ne passent que de temps en temps des bûcherons. Le commerçant et sa femme sont morts le 19 Mai du choléra : le médecin l'atteste ainsi que les conclusions d'autopsie. En interrogeant le chef de l'équipe sanitaire qui parle de cet événement comme d'un fait qui ne l'étonne pas, nous apprenons qu'au sommet de la colline se trouvent deux grands réservoirs naturels qui alimentent en eau potable les deux plaines peuplées de paysans qui s'adonnent principalement à la culture du riz.

Nous apprenons encore que le premier geste accompli par les équipes sanitaires a consisté à vider les réservoirs, à les condamner et à mobiliser toute la population des deux plaines pour qu'elle répande de la chloramine dans les eaux du district de Ke Pyung Myng.

En examinant la topographie des lieux, les dispositions anti-épidémiques et les témoignages directs, nous prenons acte d'une tentative de diffuser le choléra sur toute une région agricole alimentée par deux bassins naturels comme il en existe beaucoup en Corée. Pourquoi des coquillages ? Parce qu'ils sont aptes pour cette opération déterminée, à convenablement véhiculer le vi-

25X1

Yves Farge -

- 6

brion du choléra. Pourquoi des coquillages sur une colline déserte Parce qu'ils n'avaient pas atteint leur objectif - les bassins - qui, nous l'avons vu de nos yeux, se trouvaient à 300 ou 400 mètres de l'endroit où furent ramassés les coquillages. D'où viennent ces coquillages ? Ils sont d'une espèce commune aux côtes de Corée et du Japon, l'emballage de paille qui les contenait est en usage à Fusan, ville située à l'extrême-sud de la Corée.

Le lendemain, en discutant de cette opération avec des microbiologistes, nous devons apprendre que les vibrions du choléra diffusés par les avions américains sont - comme le bacille de la peste - d'une virulence exceptionnelle.

Dans un des laboratoires que j'ai visités se trouve une carte de la Corée sur laquelle 340 points rouges ont été dessinés. Ce points occupent toute la superficie de la Corée du Nord, ils sont particulièrement denses autour des agglomérations, des noeuds de communication, des nappes d'eau et des sources.

Ces 340 bombardements ont été effectués par un ou plusieurs avions. N'allons pas conclure de l'examen de cette carte qu'il n'y a eu que 340 bombardements bactériologiques sur la Corée ! Je précise qu'il s'agit de 340 bombardements étudiés et expliqués, ayant fait l'objet d'enquêtes et de contre-enquêtes.

Un premier examen de cette carte et de ces dossiers fournit les trois certitudes suivantes :

1° - les maladies épidémiques intestinales répandues par des insectes ou des objets sont lancées sur ou aux abords des réservoirs d'eau, des sources, des rivières et des fleuves.

2° - les maladies des voies respiratoires, et particulièrement la peste, sont répandues par des insectes ou des objets lancés sur les ruines des agglomérations, et les endroits où sont rassemblés, dans des conditions de logement précaires, les troupes et la population.

3° - sur les noeuds et les voies de communication, un effort aérien est particulièrement entrepris selon des moyens appropriés parfois par la diffusion de microbes par aérosols avec utilisation d'avions à réaction.

Si nous sortons de la Corée, c'est à dire si nous entrons dans la Chine du nord-est, ces concordances sont plus difficiles à observer. En gros, nos observations restent les mêmes : mais à regarder les faits dans le détail, on pose souvent des points d'interrogation. L'explication que l'on peut donner à ce décalage est la suivante : l'armée américaine n'a pas occupé la Mandchourie et elle a occupé la Corée ; elle n'a pas pu étudier avec minutie la Chine du nord et du nord-est comme elle a pu étudier la Corée.

.../...

25X1

Plus exactement, la tactique bactériologique en trois points: routes, agglomérations et voies de communication, a été en général employée en Mandchourie comme en Corée ; mais il est important de noter que la Chine du nord-est n'a pas de localités en ruines et qu'elle est composée de provinces où, depuis 1949, un puissant effort d'éducation populaire a été entrepris, et avec succès, pour enlever à la peste qui avait fait tant de mal à la Mandchourie ses dernières chances de réapparaître. "L'opération aérienne sur les sources et les nappes d'eau n'a produit aucun effet chez nous, m'a dit le docteur Soung, professeur d'hygiène publique à la Faculté de médecine de Moukden, parce que depuis plusieurs années, notre population a renoncé à boire l'eau qui n'a pas été préalablement désinfectée".

En tout état de cause, le dossier de la Corée est impressionnant ; il atteste que dans son plan d'agression bactériologique, l'état-major américain a pris en considération les conditions géographiques, climatiques, démographiques du pays, et cette prise en considération a exigé une longue préméditation et une minutieuse préparation.

Si l'on veut tenir compte des conditions géographiques que nous allons énumérer, les 340 dossiers du laboratoire de Corée où nous avons travaillé, nous apportent d'autres certitudes :

- la Corée possède de très nombreuses sources d'eau de montagne
- la Corée est très riche en cours d'eau et en nappes d'eau. Surtout dans la partie nord, la Corée est alimentée en eau potable par un grand nombre de réservoirs naturels
- Si l'hiver a été relativement clément cette année en Corée, il n'en reste pas moins que c'est dans les mois de mars et d'avril que s'opère le dégel avec ses phénomènes d'éparpillement et de diffusion, parfois imprévisibles, des eaux.

Pour tenter de répandre les maladies infectieuses intestinales, et notamment le choléra, l'état-major américain a pris en considération ces données géographiques et climatiques particulières à la Corée.

Ainsi, nous aboutissons à deux anomalies qui bouleversent les données classiques de l'épidémiologie : le choléra apparaît dans la saison froide ; le choléra, la peste, la typhoïde, la dysenterie prennent leur source sur les plateaux irrigués, dans les régions montagneuses, dans les vallées de torrents et de rivières, c'est à dire là où les conditions sanitaires et climatiques sont exceptionnellement bonnes.

J'ai parlé du commerçant qui a ramassé des coquillages sur une colline ; je vais vous mettre en présence du soldat Wang Kaong qui a trouvé des poissons sur une montagne. A Sang Song Li, le 7 Mars à 22 heures, des avions américains survolèrent la région ; nous laissons la parole à Wang Kaong : "Le lendemain, je suis sorti avec un camarade et nous avons marché trois cents-mètres environ ; la route passe entre deux rizières, nous avons découvert les poissons sur la rizière est ; ils étaient parsemés par trois ou cinq

.../...

sur une dizaine de mètres ; l'eau était à une distance de quarante mètres ; un petit étang et un ruisseau qui étaient gelés. Nous avons encore cherché et avons trouvé 37 poissons semblables. Ils étaient morts".

Ceci enregistré, nous nous sommes tournés vers les spécialistes. Quelle signification fallait-il donner à ce témoignage ; les poissons étaient morts et ils avaient été jetés sur une région gelée ou verglassée. Il nous fut répondu que dans les intestins des poissons (même quand ceux-ci sont morts) subsistent longtemps certains bacilles et notamment le bacille de la typhoïde ; on nous dit encore que nous étions certainement en présence d'une opération aérienne effectuée en prévision de la diffusion sur les eaux au moment du dégel. Les lieux, la date et la température donnaient un incontestable crédit à cette explication.

Avant de continuer mon exposé sur l'évidente utilisation des conditions géographiques, climatériques et sociales de la Corée actuelle ; avant de tenter de poursuivre cette démonstration en examinant les tentatives de répandre la peste et le typhus dans les agglomérations et les ruines, je dois ouvrir une parenthèse, et dans cette parenthèse, nous trouverons, je crois, la justification de ce que je disais en commençant : la guerre biologique, telle qu'elle se déroule actuellement, doit être examinée en tant qu'étape dans un enchaînement d'atrocités.

Le samedi 7 Juin, dans la capitale de Pyong Yang, j'ai rencontré trois témoins qui avaient déposé au procès des criminels de guerre qui ont participé au massacre de 35.000 coréens. Je prends sur mon carnet de route le récit de Mme Li Woon Ma, âgée de 38 ans, qui demeure dans le village de Yo Dong, province de Hwan Mai. Voici ce qu'elle m'a dit, en contenant ses larmes qui n'ont coulé qu'à la fin du récit :

- Le 17 octobre 1950, les américains ont massacré 47 membres de ma famille, y compris mes cousins. Mon père était chef d'une cellule du parti du travail ; les américains ont donné l'ordre qu'on lui perce le nez et qu'on lui enfonce un clou dans la nuque ; ils l'ont mis tout nu et ils l'ont enterré vivant. La femme de mon père a été deshabillée, pendant trois jours on l'a traînée dans le village, enfin, on l'a éventrée à coups de baïonnette. Ma soeur cadette avait quatre enfants : 8 ans, 6 ans, 3 ans et 8 mois. Tous ont été enterrés vivants. Ils ont fait brûler les sept personnes qui composaient la famille de ma soeur aînée".

J'ai posé cette question : "Comment pouvez-vous affirmer que ce sont les Américains qui ont commis ces crimes ? Elle m'a répondu : "Les soldats de l'armée du sud nous ont dit qu'ils avaient des ordres des Américains. Deux officiers américains assistaient au massacre, c'est eux qui ont fait mettre les fillettes, les jeunes filles et les jeunes femmes toutes nues dans un camion ; nous ne les avons plus revues".

Je passe sur des détails horribles.

.../...

25X1

Yves Farge

- 9 -

Cette conversation avait lieu dans un souterrain ; et voici quelle est la situation de Pyong Yang qui, le jour où je m'y trouvais, avait déjà reçu 13.000 bombes de 500 kilos, plus de 17.000 bombes incendiaires, plus de 650 bombes à double explosion, plus de 570 bombes à multiples explosion, étant entendu qu'on ne compte plus les bombes ordinaires. M. Kim Bong Song, directeur du plan de la ville, a complété sa statistique de la façon suivante : "Nous en sommes à 18.380 morts causés par les bombardements aériens, parmi lesquels il faut dénombrer 9.892 femmes ; et je ne fais pas entrer dans cette statistique les 12.000 exécutés et massacrés pendant l'occupation américaine".

Pyong Yang est un champ de ruines comme toutes les villes et les agglomérations de la Corée du Nord. Dans ce champ de ruines, dans les sous-sols et dans les caves vit la plus calme, la plus douce, la plus sublime et la plus héroïque des populations

Toutes les nuits - car maintenant la défense anti-aérienne est redoutable - les avions américains viennent bombarder Pyong Yang, c'est à dire briser encore des ruines, casser encore des cailloux, tuer encore quelques hommes et quelques femmes, quelques enfants imprudemment égarés sur la surface du sol. Il est bien évident que quand on en est là, à ce point de la destruction, les bombardements aériens ne sont plus rentables.

Je m'excuse de prononcer le mot "rentable", mais il correspond exactement à des conceptions militaires telles qu'elles m'apparurent dans une conversation que nous devions avoir quelques jours plus tard avec un officier aviateur américain, prisonnier des Coréens, qui nous disait : "Les choses sont plus simples que vous pouvez l'imaginer : nous devons accomplir 55 missions aériennes de bombardement, après quoi, nous touchons la prime et nous rentrons chez nous. Dans ces conditions, le seul problème qui se pose à nous sérieusement consiste à rechercher le moyen d'accomplir ces 55 missions le plus vite possible ..."

Pyong Yang restera à mes yeux l'image de la barbarie du Pentagone, comme Varsovie est restée pour moi le témoignage de la barbarie hitlérienne.

Quand, dans une telle accumulation de destructions, le peuple ainsi désigné à la misère et au martyr, se refuse à céder, quand cette nation matériellement ruinée inflige une défaite à des armées parfaitement équipées, disposant de moyens qui sont le produit d'un Etat qui se croit assuré de sa richesse et de sa force, et dont l'industrie et l'économie se disent les premières du monde ; quand ce peuple pauvre a déjà pris figure de vainqueur et que les soldats du pays opulent sont démoralisés comme des vaincus ; quand la démoralisation est dans le confort et le plus ardent des patriotisme dans les ruines ; quand on en est là, que peut-on encore tenter pour que le monde que l'on veut asservir ne découvre pas tout ce qu'il peut y avoir de vanité, de supercherie dans la politique américaine pour la conquête du monde.

J'ai parcouru les ruines de Pyong Yang, je suis entré dans

25X1

25X1

Yves Farge

IO

la cour d'une maison délabrée du quartier Nam Munlé là où le 5 Mai au matin, Han Sang-Kon ~~prît~~ dans ses mains, après le passage des avions, deux sacs crevés qui contenaient des mouches. J'ai encore une fois entendu les témoins, questionné les médecins, appris comment Han Sang-Kon et ses deux petits enfants étaient morts trois jours plus tard du choléra ; j'ai obtenu tous les renseignements que je voulais obtenir sur la façon dont le quartier avait été isolé et la lutte anti-épidémique engagée.

Nous voici en contact avec le deuxième aspect de l'opération bactériologique entreprise sur la Corée, le premier étant la contamination par les eaux.

Un gros effort a été fourni par l'aviation américaine pour diffuser les épidémies pendant la saison froide, là où les populations vivent dans de pareilles conditions : plus de 50% des insectes lancés des avions sont des mouches. Je sais qu'on peut rétorquer que les conditions misérables d'existence en commun sont favorables aux épidémies et mieux, qu'elles peuvent les provoquer ; à cette assertion, les entomologistes opposent les observations qu je vais m'efforcer de résumer.

L'hiver est favorable à la vie en collectivité ; c'est en hiver que les habitants d'une ville ou d'un village restent le plus longtemps chez eux. Par contre, en hiver et dans la saison froide qui, dans la Corée du Nord, notamment, peut durer jusqu'au 15 Avril, les insectes ramassés dans les conditions insolites que nous savons, ne peuvent normalement ni naître, ni vivre, ni se multiplier. Outre l'invraisemblance de la répartition des insectes dans des lieux déterminés, des mouches domestiques, des mouches vertes, des grillons champêtres, des collemboles noires, des araignées et des moustiques ont été trouvés en masses compactes sur de la neige, sur le verglas et sur la glace, et par des températures inférieures à 0 degré. Troisième circonstance anormale : un grand nombre de ces mouches sont des femelles qui sont prêtes à pondre. Enfin, force est de convenir que ces mouches, ces moustiques et ces insectes ne peuvent qu'être le produit d'une acclimatation préalable artificielle.

Dans ces conditions, comment a pu être conçu le mécanisme de la contamination ? Les mouches sortent de leur engourdissement pour se réfugier dans les endroits abrités ; les moustiques cherchent les pierres, dans l'attente d'une température plus clémente la puce humaine qui transmet la peste et le typhus exanthématique (il faut maintenant parler des parasites) craint la lumière et le vent, elle cherche les lieux protégés et sombres.

Ne pouvant plus atteindre les populations avec des bombes explosives, l'aviation américaine tente de prolonger son oeuvre de destruction en disséminant par le moyen que nous venons d'exposer, les microbes véhiculés par des agents capables de pénétrer dans les ruines et dans les abris.

Dès qu'on parle de puces, il faut parler des rongeurs qui portent la puce humaine. Je ne sais si le fait que je vais exposer a été vérifié dans d'autres centres de recherches que celui qui existe à la Faculté de Médecine de Hanoï, c'est sur le chemin

Yves Farge -

- II -

du retour qu'il a été porté à ma connaissance.

Disons tout d'abord que dans la Chine du nord-est où depuis la Libération un très grand effort a été accompli pour donner une éducation sanitaire à la population, les dispositions de protection prises dès que l'on sut que la guerre bactériologique commençait, ont été poussées dans les moindres détails. C'est ainsi que dans chaque village, bourg ou ville, ont été dressés des miradors ; à tour de rôle, les habitants valides assurent la permanence du poste d'observation ; à l'aide de porte-voix ou de gong, ils alertent la population qui scrute le ciel dès qu'est entendu le bruit d'un moteur d'avion.

Dans ces conditions, les jets d'engins bactériologiques peuvent difficilement échapper à la vigilance de la population, et les services anti-épidémiques sont rapidement alertés.

C'est donc dans cette ancienne Mandchourie ainsi équipée pour faire face à la menace que l'observation suivante a été faite. Le 4 Avril 1952, une grande quantité de souris mortes, demi-mortes et dans une faible proportion encore vivantes, ont été jetées sur les toits, dans les cours, dans les étangs de 31 agglomérations d'un même district, survolé par les avions américains. On a ramassé 700 de ces souris ; elles étaient atteintes de la peste. Dans ce district on n'a jamais relevé de cas de peste tant parmi les hommes que parmi les animaux.

Les zoologistes de Moukden comme ceux de Pékin disent que cette souris ne correspond à aucun des 15 types de souris connus en Mandchourie. Je possède un exemplaire de cette souris avec d'autres pièces à conviction que j'ai rapportées de mon voyage, et notamment des espèces d'araignées dont il faudra bien découvrir le pays d'origine. De même, j'ai apporté pour que nous puissions associer dans la recherche des savants de nos pays, un dossier très complet concernant des cas d'encéphalite apparus dans les régions survolées par des avions américains ; car, dans certaines régions de la Chine du nord-est, a fait son apparition dans des circonstances parfaitement établies, une maladie infectieuse inconnue ; ses symptômes cliniques concordent avec ceux de l'encéphalite algüe. D'après les autopsies, certains des cas montrent des changements pathologiques particuliers à la pneumonie. Son caractère de maladie provoquée ne fait aucun doute.

Je n'ai pas utilisé toute la nomenclature des cas que l'on peut qualifier d'anormaux ; je n'ai fait état que de ceux qui ont été portés directement à ma connaissance et autour desquels nous avons pu organiser des débats et des confrontations qui permettent aujourd'hui de produire un témoignage sincère devant le Conseil Mondial.

Il est maintenant nécessaire de dire comment la conviction peut se fonder sur le phénomène de la simultanéité.

Simultanéité des opérations sur les hommes, sur le bétail

.../...

Yves Farge -

et sur les récoltes ; simultanéité des mêmes opérations bactériologiques avec les mêmes agents pathogènes sur des régions souvent éloignées les unes des autres, et en tous cas privées de voies de communication directes. Ce dernier aspect du problème nous permettra de réfuter ceux qui, en Occident, ont voulu suggérer, sans être en possession des informations que nous pouvons maintenant leur fournir, que la peste a été apportée aux Coréens par les volontaires chinois.

En ce qui concerne le premier cas de la simultanéité, il est difficile d'imaginer que dans des conditions normales puissent se répandre sur un même pays et dans la même période de l'année :

1° - des microbes destinés aux hommes qui, selon un mode de diffusion que nous avons exposé, utilisent tous les agents et tous les modes de locomotion offerts par les conditions géographiques, démographiques et climatiques du pays ou du moment ;

2° - des microbes destinés aux animaux, jetés sur les lieux et dans le moment où ils peuvent causer les plus graves épizooties, tels que le bacille *Pasteurella multocida* véhiculé par les araignées lycoses, et le bacille charbonneux porté par les plumes ;

3° - Les agents porteurs de germes capables de détruire, ou en tout cas de compromettre les récoltes. Nous citerons les grains de maïs jetés sur des champs de maïs encore en herbe (porteurs de germes du charbon de maïs), des cosses et des tiges de soja adulte jetées sur les terres où commencent à sortir les pousses de haricots de soja (porteurs du germe de la cercosporiose du soja), des feuilles sèches ainsi que nous l'avons déjà dit, portant les germes de maladies pouvant atteindre le mûrier, c'est à dire les centres d'élevage des vers à soie, capables encore d'infecter les plantations de cotonniers.

La raison peut-elle admettre la simultanéité comme un fait normal lorsqu'elle revêt ce caractère : les mêmes objets et les mêmes insectes véhiculant les mêmes agents pathogènes sont apparus dans le même moment en Corée et en Chine du nord-est : la collembole noire, la grosse mouche domestique et le cousin-chironome portant le bacille typhique ; les araignées et les petits poissons portant le bacille de la dysenterie ; la mouche à fumier et des mèches de coton portant le bacille paratyphique ; des araignées et des plumes portant le bacille charbonneux.

La raison peut-elle considérer comme normal qu'entre le 1er et le 10 Mars cinq explosions de peste se soient déclarées dans cinq régions différentes de Corée, distantes les unes des autres d'au moins 100 kilomètres et n'étant pas reliées entre elles par des voies directes de communication ?

Si nous abordons le problème de la peste tel qu'on peut le poser, après l'agression bactériologique, on est amené à observer des conditions anormales dans lesquelles elle a été provoquée.

Il est acquis que la peste a disparu en Corée depuis bien des siècles. L'histoire épidémiologique de la peste dans le nord-est de la Chine se compose de deux grandes épidémies : la peste en Mandchourie se sont généralement situées aux confins de la Mongolie intérieure qui est distante, à vol d'oiseau, de

1.000 à 1.200 kilomètres de la frontière de la Corée. Entre 1947 et 1949, il y a eu des épidémies de peste dans le nord-est de la Chine ; de 1949 à 1950 on n'a enregistré dans la même région que des explosions isolées de peste bubonique qui n'étaient pas suivies de peste pulmonaire ; et depuis 1950, il n'y a plus eu en Chine du nord-est la moindre explosion de peste. Par ailleurs, la saison normale à laquelle éclate la peste en Mandchourie se situait en août et septembre, mois durant lesquels apparaissait la peste bubonique.

Ces conditions historiques établissent qu'il n'est pas possible de soutenir avec une apparence de bon sens que les cas de peste introduits en Corée au début de cette année sont la conséquence d'une contamination de la Corée par la Chine du nord-est.

Mais il y a un autre aspect de la question qui souligne l'anomalie. Dans les conditions normales, ce n'est pas la forme pulmonaire de la peste qui se situe au début de l'épidémie : dans les conditions normales, c'est toujours la forme bubonique de la peste qui se présente d'abord et qui, ensuite, peut se transformer en peste pulmonaire. Or, les agents pathogènes de la peste employés par les américains possèdent une telle virulence que l'évolution de la peste bubonique n'est pas nette. Les cas enregistrés en Corée dans ces premiers six mois attestent que la maladie avait très rapidement atteint sa forme pulmonaire, et en tout cas, il est certain qu'il n'y a pas eu en Corée de peste bubonique dans la saison normale, c'est à dire en juillet, août, septembre et octobre 1951.

Dois-je attirer votre attention sur ceci ? cet exposé de faits que j'ai constatés et qui permet déjà d'établir la preuve, a été isolé, dans cette première partie de mon rapport, des circonstances qui entourent et qui, en fait, constituait la matérialisation de la preuve.

Je vais faire état :

- 1° - des engins jetés sur les lieux désignés à l'infection.
- 2° - de la concordance frappante entre les opérations bactériologiques identifiées en Corée et en Chine du nord-est, et les révélations apportées par le procès de Khabarovsk, ainsi que les études rendues publiques aux Etats-Unis, antérieurement à cette guerre
- 3° - des témoignages recueillis dans les camps de prisonniers.

Dès le début des opérations bactériologiques, les autorités militaires coréennes et l'état-major des volontaires chinois avaient eu le sentiment très net que la dispersion des microbes par aérosols - c'est à dire par la projection de poussières infectées - avait eu lieu par le moyen d'avions à réaction. Par la suite, des opérations de cette nature auraient eu lieu sur les côtes de Corée et de Chine au moyen de bateaux utilisant les vents du large. Faut-il dire que la preuve de ces sortes d'opérations sera très difficile à administrer tant qu'on ne se sera pas saisi d'un avion ou d'un bateau désigné ?

Il en va tout autrement pour les bombes et autres engins qui, lancés des avions, ont fait l'objet d'observations précises et de prises de possession d'exemplaires en quantité assez considérable.

Il s'agit d'abord des containers à quatre compartiments que la photographie a popularisés : leur ouverture est commandée avant leur chute sur le sol par des fusées en alliage d'aluminium qui ont été usinées sur des machines-outils déterminées et qui portent des marques et des indications en langue anglaise.

Il s'agit ensuite d'emballages de fortune, tels que des tubes en carton soutenus par de petits parachutes ; il s'agit encore de bombes en porcelaine ou en matière céramique qui se réduisent en morceaux en atterrissant ; une analyse de cette matière a été faite au laboratoire de chimie de la Faculté des Sciences de Moukden - si l'on poursuivait l'enquête - permettrait d'en déceler l'origine ; cet engin est de même composition que la bombe japonaise Ishi bien qu'étant dans ses dispositions, plus perfectionnée.

On doit ajouter à cette énumération, qui correspond à des faits déjà publiés, trois autres moyens de répandre les agents véhiculant les microbes. D'abord l'obus d'artillerie qui sert à infecter les lignes ; cet obus est fait d'une matière et est d'une conception semblable à la matière et à la conception des obus produits au procès de Khabarovsk. Ensuite, une bombe en matière colloïdale qui, sur le sol, se dissout pour devenir, en libérant son contenu, un liquide semi-transparent. Enfin, un engin-fusée qui se détache de l'avion, tourne dans l'air et se pulvérise sans toucher le sol, en projetant des objets ou des insectes.

J'ai voulu entendre des observateurs qui avaient vu tomber ces sortes d'engins. Je vais citer parmi d'autres, un témoignage qui me paraît susceptible d'éclairer ce cas particulier. Voici ce que m'a dit le soldat Chang Ging-Jung : "J'ai vu le 17 février un avion qui a jeté quelque chose qui a éclaté après quelques secondes, et j'ai senti une odeur de caoutchouc brûlé. J'ai cru qu'il s'agissait de gaz toxique et je me suis caché dans un abri. Après l'alerte, j'ai constaté que dans un rayon de cent mètres autour de l'abri, le sol était jonché de mouches. Je précise que l'engin a éclaté sans faire de bruit et qu'en cherchant, nous n'avons trouvé aucune trace de débris. Il était onze heures du matin ; il y avait de la neige et le fait se passait sur le territoire de Pin Kan".

D'autres témoignages sur des observations semblables qui se trouvent dans notre dossier, viennent, sous d'autres formes, corroborer ce récit. Ces engins-fusées sont encore utilisés pour répandre des feuilles et des plumes infectées.

Maintenant, il est nécessaire de procéder à une confrontation de quelques textes et des faits que j'ai constatés.

Sur les bombes à quatre compartiments, dont on ne peut pas nier l'existence et que l'on ramassa en grand nombre, il faut

Yves Farge -

- 15 -

citer le New-York Herald Tribune du 6 Avril 1952 :

Après avoir entendu les informations secrètes concernant ce domaine de la guerre, Robert Sikes (Floride), Président de la sous-commission des crédits de la Chambre des Représentants, a déclaré que la guerre bactériologique menée à titre de représailles n'exige aucun armement complexe. Les moyens de transport des bactéries sur le territoire ennemi, a-t-il dit, sont simples et ne demandent qu'un équipement du type dont les forces armées sont déjà bien munies, comme par exemple les récipients employés à préserver pour disséminer les tracts de propagande".

Sur les cylindres en carton fixés à des parachutes, il faut rappeler que Rosebury et Kabat ont préconisé leur emploi dans le Journal of Immology, mai-août 1947, page 20, sous le titre "La guerre bactériologique" et que sur le même fait le Mainichi Sunday Magazine édité à Tokio, portant la date du 27 janvier 1952, précise le rôle exact de ce cylindre en carton :

"Parachuté dans les positions ennemies de l'arrière, dans les bases de ravitaillement ou dans les villes ayant une grande importance, ce cylindre se partage en deux parties au contact du sol. Les petits animaux et les puces qui y sont renfermés en sortent immédiatement".

Sur les bombes en porcelaine, les matériaux constituant les archives du procès de Khabarovsk seront nos références :

"Le détachement de Ishii (détachement 731 de l'ancienne armée japonaise de Kwantung) avait décidé de se servir de bombes de porcelaine au sujet desquelles il faisait alors des recherches" (déposition de Kajitsuka Ryuji, ancien lieutenant général du service médical, chef de la direction médicale de l'armée japonaise de Kwantung).

Dans sa déposition, le lieutenant-colonel japonais Segoshi (page 374 du compte-rendu du procès de Khabarovsk) va plus loin dans la précision :

"Le major Suzuki (chef de la 4ème section) m'a raconté que le corps de ces bombes est en céramique et à minces parois il ne fallait qu'une petite quantité de matières explosives pour les faire éclater. Par conséquent, l'explosion qui en résulte est faible et les puces ne sont pas détruites, vu que la force d'explosion, la résistance de l'air et la température n'exercent sur elles pratiquement aucune action".

Sur l'utilisation des aérosols et des obus d'artillerie, citons le New-York Post du 26 Mai 1952 :

"On peut également former des nuages de bactéries épidémiques au moyen de projectiles spécialement construits, pouvant être employés par l'artillerie terrestre ou par les bâtiments de guerre".

.../...

Yves Farge -

- 16 -

Nous avons dit tout à l'heure que la plupart de ces engins avaient été conçus pour contenir les agents chargés de disséminer les microbes en Corée et dans la Chine du nord-est. A ce sujet, Theodor Rosebury, ancien chef des travaux pour l'étude des infections propagées au moyen de l'aviation, au camp de Detrick aux Etats-Unis, a écrit dans son ouvrage La Paix ou la Peste, édité à New-York en 1949 (page 25) les lignes suivantes :

"Les récipients pour agents contaminés doivent être construits de façon à garantir la conservation de la vitalité de l'agent pendant la période de temps requise afin d'assurer la sécurité de l'atterrissage par l'avion et la dissémination des agents sur la terre, en observant les exigences ordinaires de sécurité dans la manipulation jusqu'au moment de la diffusion".

Et dans le même ouvrage (page 46), nous lisons encore :

"La peste ne peut probablement exister dans les milieux environnants pendant une longue période, dans la saison chaude, autrement que dans les organismes contaminés des rats des puces".

Les procès de Khabarovsk apporte sur ces méthodes de diffusion les renseignements suivants :

"Ensuite, Ishhi a dit que si les bactéries sont disséminées sous forme pure, elles périssent si elles sont disséminées d'une grande altitude. Il faut les déposer dans une enveloppe quelconque et les puces constituent la meilleure enveloppe. C'est pourquoi il a été décidé d'utiliser les puces contaminées de peste".

Et sur les cultures artificielles de microbes en vue de la guerre bactériologique, le même procès de Khabarovsk nous offre la déposition capitale de l'ancien major général Kawashima Hiyoshi, chef de la division des bactéries du détachement n° 73I (6 décembre 1949, compte-rendu du procès de Khabarovsk, page 56) :

"Le service n° 4 (production) que je dirigeai de 1941 à 1943, était en réalité la fabrique d'agents pathogènes du détachement. Bien outillé pour la culture des bactéries, il pouvait produire tous les mois à l'état pur 300 kilogramme de bacilles de la peste, ou 500-600 kilogrammes de bacille de charbon, ou 800-900 kilogrammes de bacilles de la fièvre typhoïde, de la para-typhoïde ou de la dysenterie, ou 1.00 kilogrammes de bacilles du choléra".

Tout à l'heure, je me suis attaché à démontrer le caractère exceptionnel, anormal et artificiel des cas examinés, ainsi que les complications introduites dans la stratégie et la tactique employées dans la guerre biologique. Dans son ouvrage, La Paix ou la Peste, Rosebury auquel j'emprunte ma dernière citation, a reconnu ceci :

"Si vous voulez comprendre ce que représente la guerre bactériologique, vous devez marcher la tête en bas. La guerre bactériologique est une science sans dessus-dessous, une i

version de [redacted], nous étudions la maladie pour la conjurer ou pour la guérir. C'est la bactériologie telle qu'elle doit être. Or, le but de la guerre bactériologique est de susciter les maladies. Cela n'est ni normal, ni naturel, c'est anormal et artificiel. Or, il importe de considérer comme très curieux et comme très important le fait que l'anomalie et le caractère artificiel de la guerre bactériologique ne la rendent pas simplement différente de la science normale. Sous certains rapports importants, ces particularités la rendront plus facile et plus praticable.

Une autre et dernière référence est nécessaire ; il faudrait lire dans son intégralité un article publié dans un organe de technique de commandement et d'état-major de l'armée de l'Etat de Kansas aux Etats-Unis ; cette revue est tirée à un nombre restreint d'exemplaires, elle est destinée aux officiers, particulièrement aux officiers d'état-major ; son rédacteur en chef est le colonel H.R. Emery.

Le numéro d'Avril 1950 de la "Military Review" contient non seulement la justification, mais encore l'apologie de la guerre bactériologique.

Je vous dois des excuses pour ce chapitre documentaire qui est venu s'intercaler dans un exposé qui ne voulait être que le récit d'un témoin ; mais je crois qu'il était nécessaire de l'écrire pour faciliter l'explication, la clarification et le jugement.

Nous pourrions le compléter par des extraits tirés des aveux des prisonniers américains ; ces aveux ont été rendus publics en ce qui concerne notamment ceux du lieutenant John Quinn, du lieutenant Kenneth Enoch et du soldat Marvin L. Brown.

Ces trois témoignages apportent les éléments d'appréciation suivants : d'une façon sommaire, en ce qui concerne Marvin L. Brown, des indications sur l'emploi des obus bactériologiques ; d'une façon détaillée et précise en ce qui concerne les Lieutenants Quinn et Enoch qui énumèrent les sortes d'opérations aériennes qui leur ont été commandées, qui décrivent les engins qu'ils ont dû jeter sur les villes et les campagnes coréennes, qui rendent compte des conférences d'instruction militaire où leurs chefs et des spécialistes de la guerre biologique les mirent au courant de ce qui était prêt.

Le groupe d'enquête de spécialistes et de journalistes coréens et chinois qui a interrogé le premier lieutenant Kenneth Enoch, navigateur, et le premier lieutenant John Quinn, pilote de l'aviation américaine, tous deux faits prisonniers le 13 janvier 1952, a enregistré les déclarations et les faits suivants :

- Des cours d'entraînement sur la guerre bactériologique étaient donnés à la base d'Iwa Kuni au Japon par un civil, M. Wilson. Vingt-cinq personnes, dix pilotes et quinze navigateurs, sur lesquels Enoch nomme dix de ses camarades officiers, participaient ou assistaient à ces conférences.

- Des instructions pour deux bombardements bactériologiques ont été données à ces officiers à Kunsan le 6 Janvier 1952. Enoch

Yves Farge -

- I 8 -

désigne quatre de ses camarades, dont le capitaine Gilbert Carey, officier d'opération de groupe, comme ayant été témoins des ordres donnés, et Quinn treize de ses camarades et un civil, M; Ashfork, comme ayant participé ou assisté à cette Conférence.

- L'exécution de ces instructions a été effective le 7 et le 11 Janvier 1952 ; Enoch reconnaissait avoir lâché ses bombes "inexplosives" sur la région de Sariwon et sur la ville de Chungwa. Quinn ajoute que ses camarades pilotes Jack Larson, Schmidt et Duffy ont participé à quatre opérations semblables.

- Enfin, ces deux prisonniers apportent des précisions nombreuses et très importantes qui expriment dans tous leurs détails comment est conduite la guerre bactériologique par bombardements aériens.

Dans une conversation privée, j'ai demandé à Enoch et à Quinn s'ils confirmaient leurs déclarations. Ils m'ont répondu oui. Je leur ai demandé s'ils étaient sûrs des noms qu'ils avaient mentionnés. Enoch a été dans sa réponse affirmative très catégorique ; Quinn m'a répondu qu'il maintenait ces noms autant que sa mémoire pouvait être fidèle.

Quand M. Acheson oppose des dénégations méprisantes à ces deux témoignages, il commet une faute. On ne se débarrasse pas d'un fardeau de charges aussi lourdes et d'accusations aussi graves à l'aide de quelques mots à l'emporte-pièce.

Quinn et Enoch donnent les noms de deux civils venus instruire leurs groupes et leurs escadrilles du dispositif bactériologique ; ils donnent encore dix-huit noms d'officiers ayant avec eux reçu ces instructions.

Une première et essentielle question doit être posée à M. Acheson ; ces deux civils et ces dix-huit aviateurs existent-ils ? Et si comme je le crois il y a aux Etats-Unis des hommes de religion dont l'autorité morale est incontestée, ne pourrions pas leur demander de se réunir et d'appeler ces deux civils et ces dix-huit aviateurs à venir jurer sur la bible qu'Enoch et Quinn ont outragé ou dit la vérité ?

Dirai-je que les gouvernements de Chine et de Corée ont eu un grand mérite d'extraire de leur dossier ces témoignages car il est bien évident que dans cette terrible guerre, on est en droit d'avoir le souci de laisser l'ennemi dans l'ignorance de ce que l'on sait.

Dirai-je que je suis persuadé que des éléments d'appréciation plus pertinents encore sont en possession des Chinois et des Coréens ?

Avec mon compagnon de route Claude Roy, j'ai vu Marvin L. Brown, Kenneth Enoch et John Quinn. Nous nous sommes entretenus avec eux hors la présence de chinois et de coréens. Nous avons constaté qu'ils étaient bien portants, et ils nous ont dit qu'ils étaient bien traités et qu'ils avaient parlé librement et sans contrainte.

Yves Farge -

- 19 -

Avec John Quinn, qui est un homme de coeur et de caractère, j'ai cherché l'explication qui pouvait permettre d'apprécier la valeur du témoignage qu'il avait produit et qu'il nous confirmait dans notre tête à tête. Cet officier mesurait la portée de son geste, et ce qu'il nous disait nous permettait de voir quelle était la succession des démarches qui l'avaient amené à libérer sa conscience.

Il était venu combattre en Corée, convaincu qu'il fallait en finir avec le communisme. "Je croyais fermement, nous dit-il, que les Chinois et les Orientaux en général, avaient peu de respect pour la vie humaine".

Le racisme et l'anti-communisme avaient altéré son jugement.

Ce qu'il découvre dès qu'il est prisonnier, c'est l'étendue du mensonge. Il est bien traité, considéré comme un homme dont on respecte la dignité ; il retrouve dans le camp des camarades aviateurs dont on lui avait dit qu'ils étaient morts sous la torture. Les volontaires chinois l'ont considéré comme un camarade en vertu de la règle que l'un d'eux, un jeune professeur officier, m'exposa : "Lorsqu'un ennemi est désarmé, il redevient à nos yeux un intellectuel, un ouvrier et un paysan, et nous discutons avec lui comme nous voulons discuter avec tous les intellectuels, tous les ouvriers, tous les paysans du monde".

Alors, l'étendue du crime apparut à John Quinn : "J'ai compris, m'a-t-il dit encore, la nécessité de l'arrêter immédiatement".

John Quinn est catholique, il sait quelle est la valeur de l'exemple, et c'est pour cela qu'il a lancé cet appel : "Je fais appel non seulement aux Chrétiens, mais à quiconque est capable d'aider à mettre hors la loi la guerre bactériologique, si énergiquement, que plus jamais elle ne doit être utilisée. Je n'ai jamais entendu parler d'une religion qui ne défendrait pas l'usage d'une arme dont la nature la rend particulièrement efficace contre les femmes et les enfants".

Parce que je lui avait demandé comment il conciliait ses obligations d'officier avec son devoir d'homme civilisé, il me répondit :

"Mon devoir est vis à vis du peuple - et pas seulement vis à vis du peuple des Etats-Unis - mais vis à vis des peuples du monde entier".

J'ai alors compris quelle devait être une des résolutions de ce Conseil Mondial : parler au peuple américain, lui tenir le langage simple que comprennent tous les honnêtes gens, c'est à dire s'adresser à leur coeur et à leur raison.

Il y a des centaines et peut-être des milliers de John Quinn que nous devons atteindre. Le trouble qui fut celui des prisonniers américains s'est peut-être déjà emparé de travailleurs scientifiques, d'hommes d'église et de braves gens des Etats-Unis auxquels nous devons donner l'assurance qu'ils ne sont pas isolés et que les peuples attendent d'eux les mots et les geste

Yves Farge -

- 20 -

que dicte la conscience de l'homme moderne.

La guerre bactériologique qui se déroule sur une grande échelle a mis en jeu trop de moyens, c'est à dire utilise trop de personnes obligatoirement au courant d'un aspect ou d'une étape des opérations pour qu'on puisse à Washington garder longtemps l'illusion que cette guerre demeurera secrète.

Quand on examine certaines tentatives de réfutation qu'on nous oppose, nous nous apercevons qu'au lieu de rechercher la vérité comme nous l'avons fait, trop de nos contradicteurs recherchent des alibis. Mettre en cause au moyen d'une accusation aussi grave le gouvernement des Etats-Unis sur lequel on a placé ses derniers espoirs de possédant qui tient à ses privilèges, même aux prix d'une guerre, est un acte que des hommes cupides n'accompliront jamais ; pour se justifier devant les honnêtes gens qu'il trompe, et aussi peut-être pour apaiser quelques remords, il préfère s'obstiner dans la dénégation, faire pression sur les consciences qui s'interrogent et sur les bonnes volontés qui voudraient participer à la recherche de la vérité, tenter de baillonner les peuples qui ont crié leur réprobation.

Si nous voulons rendre compréhensible cet aspect de l'horreur, qu'est la guerre bactériologique, il faut encore tenir compte de cette répugnance qui, pour beaucoup d'hommes et de femmes semble leur interdire d'examiner les faits dans leurs images les plus noires.

Si la guerre de Corée est un banc d'essai pour la guerre que l'on voudrait faire demain, elle est aussi un banc d'épreuve pour chaque homme qui entend réfléchir et juger et agir. Les villes rasées, les populations civiles massacrées, le napalm enflammé qui transforme en torche et en bouillie informe les êtres humains, les gaz asphyxiants dont on n'a pas assez parlé, aujourd'hui les virus, les vibrions et les microbes, demain les engins atomiques. Attention, la densité de l'horreur peut devenir l'étendue de l'horreur !

On dit chez moi que le malheur rapproche les hommes les uns des autres. La Corée est toute proche de nous ; à ceux qui en douteraient, il nous suffirait de rappeler ceci. Le général japonais Shiro Ishii qui a constitué le premier arsenal de la guerre bactériologique, qui travaille comme expert à l'état-major américain et qui prend part à la direction des opérations en Corée, n'est pas le seul rescapé des crimes du passé. Le nazi Walter Schreiber a été lui aussi engagé en 1951 pour prendre part comme expert de la guerre biologique aux travaux de l'Ecole de l'armée de l'air dans l'Etat du Texas. Pour la guerre de demain, on ne peut rien entreprendre sans renouer avec les moyens, avec les hommes, avec le fascisme qui portent la responsabilité de la deuxième guerre mondiale et de ses horreurs.

L'enjeu est tel qu'il est nécessaire de rechercher tous les terrains où l'entente peut être la plus large et la plus profonde.

S'il nous faut condamner des responsables, condamnons Ridgway et l'officier supérieur qui dirige la guerre bactériologique, le brigadier-général Crawford Sams, deux incontestables criminels. Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP83-00415R012500020004-6 Les hommes qui ont été trompés.

Yves Farge -

La condamnation qu'il nous faut obtenir sans tarder, c'est la condamnation des armes de destruction massive : la décision qu'il nous faut arracher, c'est la ratification par les Etats-Unis de la Convention de Genève. Sur cette base d'action, l'union la plus puissante peut et doit être réalisée.

Nos responsabilités sont lourdes : d'abord devant le peuple coréen et le peuple chinois qui nous donnent l'exemple du sang-froid car s'ils défendent avec acharnement et héroïsme leur liberté et leur patrie, ils refusent toutes les provocations qui pourraient aboutir à une généralisation du conflit. C'est un fait que l'on vient encore de vérifier après les bombardements provocateurs des centrales électriques du Yalu qui alimentent la Mandchourie.

Sans doute notre action est difficile.

Mais je demande à tous les combattants de la paix dans le monde, à tous les hommes de courage et de coeur d'avoir présente devant les yeux cette autre image que je rapporte de Corée.

Le soir, lorsque le canon s'est tu, des colloques s'engagent de tranchée à tranchée, sur les horreurs de cette tuerie, sur la sanglante duperie que constitue pour les Américains cette guerre de Corée, sur l'inhumaine guerre bactériologique. Des volontaires chinois et des soldats coréens entament des discussions avec les soldats d'en face.

Des réunions communes ont déjà eu lieu entre les lignes : des combattants ont trouvé la mort en sortant des tranchées pour parler à leurs ennemis.

N'est-ce pas une grande leçon pour le Mouvement de la Paix

Ce que je viens de voir m'a conduit à reconnaître que lorsque l'événement s'aggrave, le devoir commande d'être encore plus patient, plus tenace, plus compréhensif pour rechercher des bases toujours plus larges d'accord et d'action.

Lorsqu'il porte tant de misères et de cruautés, l'événement fait obligation à celui qui aime ses enfants et son pays, à celui qui par tant d'atrocités se sent atteint dans sa qualité d'homme, à prendre position, à élever la voix.

Quelle fut et quelle est la manifestation première de ces tentatives d'asservissement et de conquête de pays riverains de l'Océan Pacifique comme de l'Océan Atlantique ? La volonté d'imposer un 38ème parallèle à tous les continents, à toutes les nations, à toutes les familles dans l'intention de diviser et de déchirer les peuples aux gouvernements desquels ont demandé de consentir à de successives démissions nationales.

Quelle est la destination de ces bases et de ces occupations militaires sur trop de territoires de l'Europe et de l'Asie ? Opposer la violence à la légitime expression de l'indépendance des peuples.

Yves Farge -

- 22 -

25X1

A quoi conduit ~~cette politique~~ guerre et à cette
guerre telle que je viens de la décrire.

Pour les hommes qui n'ont pas encore uni leurs efforts au nôtres, le devoir impose de rendre vaine la tentative de soumettre leur pays à un 38ème parallèle. Pour nous, combattants de la paix, le devoir est impérieux : il nous faut consentir toutes les explications et offrir toutes les garanties d'indépendance et de libre détermination aux hommes de bonne volonté que nous appelons au combat pour la paix.

Devant ces hommes troublés, inquiets ou angoissés, je pose en terminant ces trois questions :

- La guerre biologique intervient dans les six premiers mois de l'année 1952 au cours desquels le gouvernement de Washington rend leurs armes aux criminels de guerre nazis et japonais. Cette guerre bactériologique ne permet-elle pas de renouer - en vue d'une expérimentation sur l'humanité tout entière - avec les cruautés du nazisme et du fascisme ?

- Nous avons connu les guerres qu'on ne déclarait pas. A la guerre biologique, ne sommes-nous pas entrés dans un temps où les guerres peuvent ne plus s'avouer ?

- S'il en est ainsi - et c'est ma troisième question - avons-nous fait tout ce qu'il fallait faire pour qu'on ne soit pas, un jour, amené à convenir que la troisième guerre mondiale, véritablement commencée sur le territoire de la Corée où sont expérimentées les méthodes et les armes de destruction massive ?

En nous interrogeant de la sorte, je crois que nous rejoignons les préoccupations des hommes responsables qui, en Europe particulièrement, se demandent si leur pays ne sera pas entraîné dans une guerre généralisée sans avoir été consultés, et presque par surprise. Et cette guerre, nous voyons ce qu'elle pourrait être

Poser ces questions, c'est prendre l'exacte mesure de nos responsabilités.

Les documents que je vous livre, le témoignage que j'apporte doivent être placés sous les yeux des hommes qui entendent demeurer des hommes. Il faut leur dire : voilà ce qu'est aujourd'hui la guerre, voilà comment elle se déroule sur une partie du monde, voilà ce qu'elle nous promet si nous ne savons pas intervenir dans un profond élan.

Tous ces maux, toutes ces misères, tous ces malheurs évités, nous devons encore dire à ceux qui nous entourent : prenez garde ! l'indifférence et l'inaction constituent déjà la faute que la conscience ne pourra jamais pardonner !

Session extraordinaire du CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX .
BERLIN- 1- 5 JUILLET 1952.



M. Emmanuel d'ASTIER DE LA VIGERIE.

Monsieur le Président, chers amis,

En France , les événements intérieurs de ces dernières semaines, les manifestations du Mouvement de la Paix, le développement de son action , les mesures et les provocations gouvernementales ont dépassé par leur importance et leur conséquences le plan national . Elles ont dans la lutte des peuples pour la Paix une signification internationale .

Le 26 MAI, M.SCHUMANN signait les accords contractuels donnant les mains libres à un gouvernement de l'Allemagne Occidentale qui n'exprime pas la volonté du peuple allemand et qui se met pour des fins de revanche et de reconquête au service d'une politique de guerre .

Le 27 MAI, le Général RIDGWAY arrivait en France pour prendre le commandement des Forces Atlantiques .

Le 27 MAI aussi , M. SCHUMANN, encore, écartant une fois de plus les propositions de Conférence à Quatre signait le traité d'Armée européenne qui met en oeuvre le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest .

La semaine précédente , les Congrès des Partis socialiste et radical socialiste avaient dévoilé les inquiétudes profondes des Partis de la Majorité à l'égard de cette politique . Mais les parlementaires de la majorité qui montraient la plus grande réserve ou la plus grande hostilité contre cette politique ne prenaient pas leurs responsabilités au Parlement en y suscitant un débat . L'Assemblée Nationale se montrait incapable , non seulement d'écartier les dangers qui se précisaient, mais même d'en délibérer .

Dans ces circonstances, il était du devoir du Mouvement de la Paix d'inviter le Peuple français à manifester publiquement son sentiment . Il fallait aussi l'éclairer sur la signification de la nomination du Général RIDGWAY . Ce n'était pas l'homme que l'opinion publique allait juger , mais la politique qu'il incarnait , c'est à dire la volonté américaine d'oc-

25X1

- 2 -

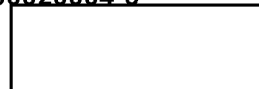
cuper plus fortement une France récalcitrante, de la mater au besoin ; la volonté de réarmer plus vite l'Allemagne contre le voeu des peuples français et allemand ; enfin la volonté d'apporter en Europe les méthodes de provocation et de destruction utilisées en Corée.

Le Mouvement ne pouvait sous-estimer le rôle du peuple français. Celui-ci restait maître, et reste encore maître par son action d'écarter la renaissance d'une Whermacht comme le développement d'une stratégie américaine qui veut faire de l'Elbe un 38 ème parallèle et de l'Europe une Corée.

Le 28 mai se déroulait à Paris, la manifestation à laquelle avait appelée le Conseil de la Paix de la Seine. Le Bureau National du Mouvement avait invité le peuple de France à soutenir l'action de la population parisienne. Mais le Gouvernement qui avait voulu le silence au Parlement voulait aussi le silence dans la rue. Des mesures répressives nouvelles étaient prises contre les Journaux et contre les personnes. Le Gouvernement prenait la responsabilité de la violence.

Il suffit de connaître l'étonnant dialogue entre le Préfet de Police et l'Archevêque de Paris où le Préfet morigène l'archevêque pour l'attitude de ses prêtres et où l'archevêque prend leur défense. Il suffit de lire la lettre des prêtres de la Mission de Paris aux autorités policières pour connaître — au delà de la presse officielle le véritable aspect de cette manifestation. Evoquant le traitement odieux que des prêtres avaient subis la Mission déclare : " cette hypocrisie malsaine et cette violence signifient trop bien la haine que vous portiez ce jour là à des hommes et des femmes qui, non seulement osaient manifester contre la venue du Général RIDGWAY en France à la tête d'une nouvelle coalition militaire qui présage un nouveau massacre mondial, mais voulaient encore se défendre contre les violences policières. Vous avez voulu signifier que vous étendiez cette haine à ceux qui se solidari-

25X1



-3-

saient avec eux et n'hésitaient pas à leur porter secours ...

" La vérité c'est que vous êtes mal à l'aise, vous et quelques autres, parce que ce ne sont pas les seuls communistes qui s'insurgent contre la politique de guerre et s'indignent des violences policières, parce que vous commencez à avoir peur du peuple et que vous avez mauvaise conscience . Vous êtes incapables de comprendre ces chrétiens qui se sentent solidaires de tout un peuple et qui le montrent . C'est pourquoi vous les frappez encore plus que les autres . Vous avez sans doute oublié que récemment encore , dans la Résistance, des chrétiens et des prêtres ont trouvé dans leur foi ~~et~~ le courage d'être au premier rang de la lutte aux côtés d'hommes et de femmes que vous croyez pouvoir rejeter au ban de l'humanité à force de violence et de brutalités . Vous ne pouvez pas savoir quelle fierté c'est pour nous d'exprimer avec d'autres hommes que nous aimons malgré nos divergences, les aspirations de millions de braves gens "

Le Gouvernement appuyé par sa presse allait tenter une diversion . Il s'agissait de dénaturer la manifestation et de la présenter comme un coup de main communiste, comme l'élément d'un complot contre la surêté de l'Etat .

Deux heures après la manifestation le Gouvernement faisait arrêter l'un des chefs de l'opposition parlementaire dans des conditions d'illégalité et d'hypocrisie sans précédent .

Mais, dès le 30 MAI, la Commission Permanente dans une lettre au Président de la République et des Assemblées remettait l'affaire au point et revendiquait ses responsabilités :
" nous avons mené , disait-elle, cette action parce que nous estimons que la surêté de l'Etat n'est assurée que dans le respect total des libertés publiques . Nous l'avons menée parce que nous estimons que la sécurité de la Nation est gravement menacée par le réarmement de l'Allemagne , par la transformation de notre territoire en base étrangère et par une politique de pro-



vocation à la guerre . La représentation nationale ne s'est pas révélée à même de préserver la France de ces terribles dangers . Mais en démocratie, le peuple a le droit et le devoir d'exprimer publiquement son sentiment . C'est pourquoi nous continuerons notre action avec la même ténacité et la même énergie pour exiger avant qu'il ne soit trop tard que la France retrouve son indépendance au service de la Paix ".

Nous croyons que le message de la Commission Permanente Française a contribué grandement à faire échouer les manoeuvres gouvernementales de diversion . Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Justice, et le Préfet de Police récemment revenus d'Amérique avaient tenté de dénaturer nos buts et de séparer les hommes de toutes tendances et de toutes confessions qui assurent la direction du Mouvement . Ces hommes , pasteurs, prêtres et libre penseurs, ouvriers ou patrons, intellectuels , médecins ou fonctionnaires, socialistes , communistes ou chrétiens ont pris fermement leurs responsabilités communes, montrant qu'ils menaient au grand jour une action légale , qu'ils ne se laisseraient pas pousser par des provocations sur le terrain de l'illégalité et qu'ils maintiendraient le droit du peuple à défendre la Paix dans le cadre des libertés constitutionnelles .

Notre contribution à l'action des peuples pour la Paix dont la solidarité s'est manifestée notamment par le message du Bureau du Conseil Mondial, a déjà eu une première conséquence

- 5 -

capitale sur le plan des libertés républicaines. Depuis deux jours la diversion gouvernementale s'est effondrée. Jacques Duclos a été libéré par la Chambre des mises en accusation. Les magistrats français ont pris le parti de la légalité française contre le raison d'Etat américain.

Mais nous ne devons pas nous bercer d'illusions, ni d'un optimisme prématuré. Après ce premier échec dont on ne peut encore prévoir les conséquences, l'opération continuera sous d'autres formes. L'indépendance française est le plus grand obstacle aux plans du gouvernement américain. Celui-ci ne renoncera pas si vite à la juguler. Dans cette occasion, la tâche de notre Mouvement sera d'empêcher que la France ne tombe au rang des nations où les peuples ne peuvent plus s'exprimer, où l'action pour la paix est devenue clandestine. Il continuera son action sans se restreindre, sans négliger les objectifs essentiels posés par le Mouvement Mondial à Varsovie et qui seront éclairés encore par le troisième Congrès Mondial de 1952.

Mais en même temps qu'il affirmera son action légale malgré les provocations et les diversions, en même temps qu'il revendiquera pour tous les citoyens les droits de défendre la paix et de se prononcer pour l'indépendance, le Mouvement cherchera à élargir son audience pour permettre à tous les amis de la paix - qu'ils soient ou non loin de nous encore - de jouer en Europe le rôle essentiel qui leur est dévolu. Car la liberté de défendre la paix, et la paix elle-même nous ne les revendiquons pas pour nous seuls, nous les revendiquons pour tous, pour ceux là même qui sont nos adversaires politiques, mais qui se tournent vers la paix et avec qui, faisant taire nos divergences, nous voulons coopérer.

- 6 -


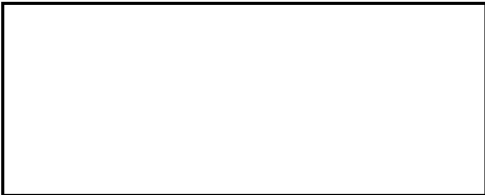
Comme le signalait dans son discours d'introduction notre président Joliot-Curie, "de plus en plus nombreux sont les hommes, que des influences diverses ou des motifs divers empêchent de nous rejoindre, mais qui isolément ou en groupe, dénoncent la politique de leur gouvernement et prennent des initiatives dans le sens de la paix". Et Joliot-Curie concluait : "Nous considérons qu'en agissant ainsi ils renforcent le camp de la paix, même si parfois ils portent encore de faux jugements sur notre mouvement. Nous souhaitons toutes leurs bonnes initiatives.

De ce point de vue je voudrais essayer d'expliquer quelques-unes des données nouvelles récemment apparues qui justifient les avis donnés par notre Président.

En Europe occidentale les signes du réveil des consciences nationales, des responsabilités nationales sont chaque jour plus évidents.

Les événements qui ont depuis quelques semaines hâté ce réveil et l'évolution des esprits hésitants sont la signature des accords de Bonn et de Paris et le sabotage des pourparlers d'armistice en Corée. Chacun reconnaît que les accords de Bonn et de Paris ont été signés malgré l'hostilité évidente d'une grande partie du peuple français et du peuple allemand. Et les difficultés que rencontre la ratification de ces accords devant les Parlements britannique et français notamment montrent que l'opinion parlementaire est enfin remuée par les mouvements de l'opinion publique. Chacun reconnaît aussi que l'opération de Corée, menée au nom de l'Organisation des Nations Unies, n'est qu'une opération du gouvernement américain dont la direction et les initiatives échappent totalement aux autres gouvernements qui en portent en commun la responsabilité. Un éminent parlementaire britannique dont le Parti avait, en 1950, appuyé sans réserve les opérations en Corée, a dû reconnaître à la Tribune

25X1

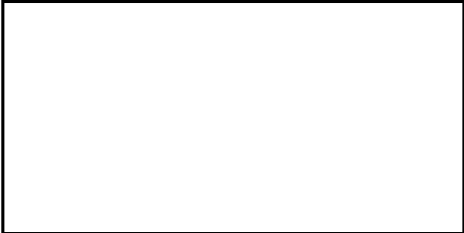


de la Chambre des Communes qu'il avait maintenant des doutes sur l'origine du conflit et les responsabilités nord-coréennes. L'affaire des prisonniers, puis les opérations aériennes sur le Yalu ont enfin soulevé la consternation parmi ceux là même qui étaient trompés depuis deux ans par la propagande américaine. Non seulement des citoyens isolés ou groupés se posent les mêmes problèmes que nous nous sommes posés depuis trois ans, mais les dirigeants eux-mêmes qui ont participé à l'élaboration de la politique gouvernementale depuis 1947, rejoignent certaines de nos positions tout en refusant de combattre encore à nos côtés. Pour mieux isoler les vrais ennemis de la paix, nous devons reconnaître ces citoyens et ces dirigeants, nous féliciter de leur action, les encourager quel que soit leur comportement passé.

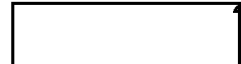
En Grande-Bretagne, c'est dans la question du réarmement de l'Allemagne, le Labour Party qui rejoint certaines de nos positions quand il demande que le peuple allemand soit consulté sur son propre réarmement et qu'il recommande une conférence à quatre. C'est l'angoisse de certains parlementaires conservateurs devant les opérations du Yalu, c'est la volonté travailliste à nouveau manifestée de voir réglé dans son ensemble le problème des relations avec la République Démocratique chinoise.

Au Canada, c'est la motion du Parti Socialiste canadien condamnant formellement les accords de Lisbonne et déclarant que ceux-ci "représentaient un maximum de provocation pour un minimum de résultats."

En Allemagne occidentale, c'est le combat de toute la classe ouvrière, c'est l'opposition des dirigeants sociaux-



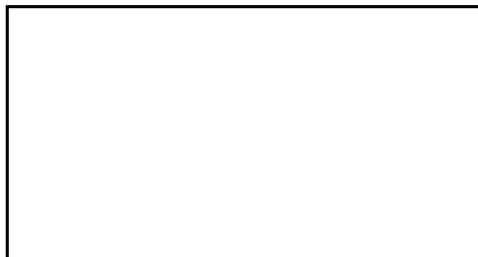
25X1



démocrates, de libéraux de plus en plus nombreux et des notables des Eglises protestantes contre les accords de Bonn et de Paris.

En Italie, c'est la création de l'entente parlementaire pour la paix qui groupe quarante députés des Partis gouvernementaux. C'est le grand écho trouvant, dans les consciences chrétiennes et chez les libéraux, l'appel de notre Vice-président, Nenni.

En France, devant le drame du réarmement allemand, c'est aussi bien dans les rangs des modérés, des radicaux et des socialistes que sont venus les appuis aux thèmes de notre Mouvement. Ce sont les présidents des Commissions des Affaires Etrangères à la Chambre et au Sénat, MM. Bardoux et Plaisant qui ont rappelé au gouvernement ses responsabilités et les droits du Parlement, c'est M. Herriot, Président de l'Assemblée Nationale qui, au Congrès radical, a mis en garde contre les accords de Bonn et de Paris, a proposé la négociation et a rappelé le temps où cette négociation avec l'Union Soviétique dans le cadre de la Société des Nations était fructueuse. C'est M. Jules Moch, lui-même, un des promoteurs de l'Armée Européenne, qui refuse la paternité du projet actuel et déclare publiquement qu'il ne se trouvera pas à la Chambre française un tiers de parlementaires pour voter ce projet. Hier encore, c'était le Parti Socialiste Français, pourtant bien en retard sur les positions prises par le travaillisme britannique et la Social-démocratie allemande qui venait protester auprès



du Chef du Gouvernement contre les développements de l'opération américaine en Corée, décidés sans l'avis de la France et de la Grande-Bretagne.

Ainsi, de plus en plus nombreux sont les hommes en Europe occidentale pour qui le poids de la coalition, la sujétion de la croisade deviennent insupportables, comme de plus en plus nombreuses sont les nations qui veulent échapper à la course aux armements et à la fatalité de la guerre et qui refusent de rejoindre cette nouvelle croisade. Les uns, comme les autres, cherchent par des voies difficiles à alléger cette sujétion, à la rejeter ou à la refuser.

Et dans ce cadre général, je voudrais vous soumettre maintenant quelques réflexions personnelles, à l'attention du Conseil.

Depuis plus de deux ans, les gouvernements qui veulent le maintien de la coalition, son extension et la poursuite de la course aux armements, ne pouvant qualifier ces hommes et ces nations de crypte communistes, leur ont infligé une étiquette à laquelle ils voudraient donner un sens péjoratif. Ils les ont qualifiés de neutralistes. Mais plus le temps passe et plus nombreux sont les hommes et les nations qui agissent de façon à mériter cette épithète.

Il faut ici analyser brièvement ce phénomène dit du neutralisme qui couvre des courants et des attitudes bien différentes mais qui concourent en général à la paix.

Il y a des gouvernements qui s'orientent vers le neutralisme. Il y a aussi des courants d'opinions qui rêvent de neutralisme.

...../.....

25X1

Comment [redacted] nt la politique neutra-

liste d'un gouvernement ? Un gouvernement neutraliste est celui qui refuse de s'associer à une politique de domination. Il refuse de s'engager dans une coalition militaire. Il s'efforce de sauvegarder son indépendance et de la mettre au service de la paix, ne fût-ce qu'en proposant ses bons offices dans les conflits en cours et les conflits menaçants. Le gouvernement du Pandit Nehru, dans l'Inde, en est l'exemple présent à tous les esprits. Mais un certain nombre de pays arabes ou asiatiques, par leur refus de s'associer à la majorité automatique qui est le moyen de l'hégémonie américaine dans l'Organisation des Nations Unies, par leur refus de s'incorporer dans la vaste coalition militaire qui va des rives orientales de la Méditerranée aux rives occidentales du Pacifique, manifestent aussi leur volonté de neutralisme. De même, les pays traditionnellement attachés à la notion de neutralité - position bien différente de la position neutraliste puisqu'elle vaut dans la guerre plutôt que dans la paix - cherchent encore, avec une sincérité ou une volonté plus ou moins grande à s'y tenir malgré les pressions extérieures.

Les courants d'opinion qui rêvent du neutralisme et qui inquiètent si fort les partisans de la croisade sont particulièrement importants en France, en Italie et en Grande-Bretagne. Dans ces pays, de plus en plus nombreux sont les citoyens éloignés de notre mouvement qui voudraient écarter la fatalité d'une guerre dont leur pays n'a plus la décision et qui voudraient se dégager, plus ou moins, d'une association, d'une intégration militaire et économique où ils ne sont plus des participants mais des pions.

...../.....

En France, une enquête menée par l'Institut d'Opinion Publique, dont les relations avec le gouvernement sont excellentes a montré l'importance du courant neutraliste. Mais si 60% des hommes interrogés ont manifesté leurs sentiments naturalistes, 30% seulement ont déclaré qu'un gouvernement menant une politique neutraliste était concevable en France.

Pourquoi un courant si important a-t-il tant de peine à s'exprimer politiquement ?

Dans les pays occidentaux, la radio et la presse agitent le spectre d'une agression venue de l'Est ou d'une subversion dirigée par l'Est. Ainsi les neutralistes crédules influencés par une propagande constante croient se trouver d'une part, devant un risque venant de l'Est mais se trouvent, d'autre part, devant une réalité venant de l'Ouest, c'est-à-dire l'occupation, la mainmise américaine. Ils souhaiteraient pouvoir se libérer de cette mainmise, mais ils voudraient pouvoir trouver des formes de sécurité, des garanties contre le risque qu'on agite devant eux avec une telle insistance.

Cependant aujourd'hui dans leur esprit, la nature même de ce risque a changé. En France, il n'y a aucun homme politique qui ose parler sérieusement d'une menace d'agression de l'U.R.S.S. à l'égard de notre pays. Mais nombreux sont ceux qui croient que leur mode de vie préféré, le mode de vie capitaliste peut être mis en cause s'il n'est plus défendu par l'or et par la puissance américaine.

A ceux là, il faut que le Mouvement de la Paix rappelle les données constantes de son action. Répéter d'une part que la paix que nous cherchons "profitable à tous quel que soit le mode ...

...../.....

12 -

de vie préféré" co [redacted] sident, nous ne la concevrons jamais comme une paix imposée par la force par une fraction du monde à une autre fraction ; paix communiste imposée au monde capitaliste ou paix capitaliste imposée au monde communiste. Le Mouvement de la Paix ne peut être ni pro-soviétique, ni pro-américain, ni anti-soviétique, ni anti-américain, il est avec tous les peuples et tous les gouvernements qui recherchent la voie de la paix par la négociation.

Il nous faut leur rappeler d'autre part qu'à la notion de coexistence pacifique des structures et des régimes doit être jointe constamment la notion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à choisir eux-mêmes leurs gouvernements. Quand tous les hommes accepteront et reconnaîtront ces règles, s'ils ont confiance dans la valeur et la force de leurs idéologies respectives, ils pourront aller sans arrière pensée dans la voie de la paix, dans cette voie où une émulation pacifique et un libre choix national permettra de décider de la qualité et de la permanence des régimes.

Beaucoup d'hommes restent loin du Mouvement de la Paix parce qu'ils pensent que ce Mouvement est d'inspiration soviétique. Notre action, nos rapports doivent leur prouver que notre seule source d'inspiration est la Paix. Et nous devons considérer que ces éléments, malgré leur prévention, sont capables de jouer un rôle important dans la lutte pour la paix. Ainsi nous devons poursuivre le dialogue, rechercher les contacts, les actions communes ; mais nous devons aussi tenir compte de la conception qu'ils peuvent avoir de la sécurité pour leur pays et des garanties qu'ils attendent.

.../...

13 -

Des Français ont crû trouver la sécurité dans la puissance, puis dans la présence américaine. Aujourd'hui, ils sont inquiets, ils rêvent à d'autres formes de sécurité. Disons leur qu'on peut les chercher, les trouver avec eux à condition que ces forces de sécurité ne portent pas atteinte à la sécurité d'autres pays.

Beaucoup de ces Français qui ont accepté que l'on prête leur sol et qu'on concède leurs forces armées pour en faire des contingents dénationalisés d'une coalition, croyant ainsi assurer leur sécurité, reconnaissent qu'elle ne l'est plus. Ils savent qu'ils sont devenus les avant-postes du monde américain et les outils d'une opération dont ils ne connaissent pas la mesure bien plus qu'une nation protégée par l'Amérique. Mais en attendant que soit restituée, dans le cadre d'un Pacte de Paix, la véritable notion de sécurité collective, ils voudraient déterminer la sécurité française dans le cadre de l'indépendance nationale et de la réciprocité.

Mais pour déterminer la sécurité française, il faut d'abord se convaincre qu'on doit refuser de menacer la sécurité des autres pour pouvoir assurer la sienne. Il faut se convaincre que les contingents intégrés, les bases concédées assurent une position à la France dans la guerre - et sans doute la plus dangereuse position - et non pas une position pour la Paix. Il faut se convaincre que les forces nationales ne doivent être tournées ni contre l'U.R.S.S. ni contre l'Amérique pour que la sécurité française puisse être assurée aussi bien par l'Amérique que par l'U.R.S.S. La notion de neutralisation de l'Allemagne a suscité un grand espoir chez tous les hommes d'Europe occidentale

.../...

14 -

qui se rendent compte que le Conseil de l'Europe et l'Armée européenne sont devenus les outils d'une guerre dont l'Amérique seule déterminerait le caractère et où nous serions conduits en aveugles. Certains pensent que cette neutralisation pourrait être étendue sous des formes différentes peut-être à l'Europe occidentale et particulièrement à la France. Déjà en 1949, un savant atomiste américain, Monsieur Szillard avait proposé que l'Amérique permit aux pays occidentaux de se dégager de l'obligation du Pacte Atlantique, qu'elle devait consentir à neutraliser l'Europe Occidentale et à signer un accord avec la Russie qui mettrait fin à la course aux armements et interdirait les bombes atomiques.

Il ne s'agit pas pour ces nations, pour ces hommes dégagés de la croisade, de s'asseoir indifférents au bord de la route. Il faut, comme le disait un journaliste anti-communiste, M; Beuve Méry, qu'ils travaillent de toutes leurs forces à préserver la paix. Mais pour cela, il faut que les forces de paix dans ces pays, qu'elles soient d'opinions marxistes ou d'opinions libérales puissent non seulement coexister pacifiquement mais travailler en commun pour déterminer le choix d'une politique démocratique française, en laissant au suffrage universel et au mouvement historique des peuples dans leur cadre national le choix d'une structure intérieure qui ne serait jamais ni imposée ni maintenue par des impératifs extérieurs.

Je l'ai déjà dit tout à l'heure, nos actions pour une solution pacifique et juste du problème allemand, notre action contre la guerre d'Indochine, notre contribution à la cessation des hostilités en Corée et des expériences d'extermination

15 -

massive, ne doivent pas nous faire perdre de vue nos objectifs essentiels, le désarmement, le Pacte de Paix.

Un immense effort d'éclaircissement et de compréhension doit se poursuivre en Europe Occidentale. Il doit s'étendre à l'Amérique où des secteurs de plus en plus nombreux de l'opinion sont inquiets de la croisade et de l'isolement moral qui en résulte pour l'Américain. Il est significatif que des industriels américains parmi les plus importants soient favorables à la reprise des échanges est-ouest. Il est significatif que le doyen des hommes politiques américain, Monsieur Hoover puisse parler de transformer l'Amérique en forteresse et de rendre leur liberté aux peuples d'Asie ou d'Europe enchaînés par la croisade.

Mais les chances de paix ne seront vraiment assurées que quand le dialogue pourra s'ouvrir entre le peuple américain, qui comme les autres, a le droit à sa sécurité, et les autres peuples sur nos objectifs essentiels, c'est-à-dire les échanges pacifiques, le désarmement, l'interdiction des armes de destruction massive, enfin ce Pacte de Paix qui doit permettre de retrouver les véritables notions de la sécurité collective aujourd'hui si gravement altérée.

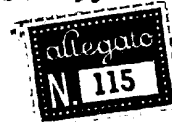
Cet effort d'éclaircissement en Europe Occidentale, ce dialogue avec le peuple américain sera une des tâches capitale du Mouvement Mondial de la Paix.

---oOo---oOo---

VIRE TO

C O N S E I L M O N D I A L D E L A P A I X

Session de Berlin - 1er - 5 juillet 1952.



Prof. Frédéric JOLIOT CURIE (France)
Président du Conseil Mondial de la Paix

Chers amis,

Je veux tout d'abord remercier les personnalités qui ont bien voulu venir assister à cette session du Conseil et je leur souhaite la bienvenue.

Leur présence nous est un grand encouragement et je suis convaincu que l'expérience qu'elles nous apportent sera des plus précieuses et contribuera au grand succès de nos travaux.

Je remercie et je salue tous les membres du Conseil présents à cette séance.

Le Comité de la Paix Allemand et le Secrétariat du Conseil Mondial ont accompli de grands efforts pour nous permettre de délibérer ici, dans de très bonnes conditions. Je suis certain d'être votre interprète en les remerciant de leur activité et de leur dévouement.

Je veux dire aussi combien nous avons été sensibles aux belles paroles qui viennent d'être prononcées par Monsieur EBERT, maire de Berlin et monsieur le Professeur FRIEDRICH, combien nous sommes touchés par l'accueil de tous nos amis allemands.

Si nous nous réunissons à Berlin, ce n'est pas uniquement en souvenir de notre première session au cours de laquelle fut lancé l'Appel pour la conclusion d'un Pacte de Paix entre les Cinq Grandes Puissances. C'est surtout parce que nous avons voulu venir aborder en face les difficiles problèmes de l'heure, dans une capitale à laquelle les récentes décisions diplomatiques et militaires et les visites successives des responsables de la politique occidentale ont conféré une importance considérable.

Les graves événements qui se sont produits au cours des derniers mois ont amené le Bureau du Conseil Mondial de la Paix, réuni à Oslo le 1er Avril, à vous convoquer en session extraordinaire, en vue d'étudier les solutions pacifiques qu'il conviendrait d'apporter aux problèmes qui divisent actuellement l'humanité et de trouver les meilleurs moyens de les mettre en application.

Les décisions récentes prises au sujet de l'Allemagne et du Japon, les entraves apportées à la conclusion d'une armistice en Corée, l'utilisation des armes biologiques montrent clairement l'aggravation de la situation internationale et donnent à notre Session une importance dont nous avons pleinement conscience.

.
. .

Je voudrais, dans cet exposé introductif, procéder à un examen rapide de la situation générale et envisager les conditions de notre action. Notre Secrétaire Général, en introduisant le troisième point à l'ordre du jour, sur le Pacte de Paix, vous exposera l'activité du Mouvement de la Paix et les possibilités d'élargissement.

Le Bureau vous propose ensuite d'entendre, sur les questions à l'ordre du jour, des rapports généraux ou spécialisés qui nous fourniront des éléments précis de discussion. Nous serons amenés à examiner à nouveau, à la lumière de l'expérience acquise, des solutions que nous avions proposées au cours de nos sessions antérieures ; nous formulerons sans doute de nouvelles propositions.

Il ne suffirait pas, dans une session extraordinaire comme celle-ci, de formuler des résolutions, même excellentes ; il nous faudra, en même temps, étudier et trouver les meilleurs moyens de les faire mettre en application. C'est à cette condition que nos résolutions pourront être considérées comme des solutions.

Nous saurons donner le meilleur de nous-mêmes pour proposer des solutions efficaces, mais nous savons bien que nous ne pouvons trouver seuls toutes les solutions. Il nous est indispensable de faire participer à ce travail les milliers d'hommes et de femmes qui nous ont mandatés à notre dernier congrès, tous ceux qui, depuis, les ont rejoints, tous ceux qui, encore éloignés de nous, veulent la paix.

La meilleure manière d'atteindre cet objectif est la préparation d'un grand Congrès Mondial. Les conclusions auxquelles nous allons aboutir à cette Session devraient être la base d'une très large consultation populaire. C'est pourquoi, dès le début de ce rapport, je tiens, au nom du Bureau, à vous proposer formellement d'envisager la convocation d'un tel Congrès pour la fin de cette année.

Je voudrais encore préciser ma pensée à ce sujet. Au cours des travaux que nous allons entreprendre, nous ne devons jamais perdre de vue que nous allons ainsi provoquer partout dans le monde, une fois de plus, un grand travail d'explication et d'analyse des problèmes, travail au cours duquel tous ceux qui veulent agir pour le maintien de la paix prendront conscience que la Paix est leur affaire propre, qu'ils ont la responsabilité d'agir efficacement pour éviter la guerre.

Les résultats de nos travaux, nos conclusions, nos résolutions auront certainement, dès leur diffusion, un grand écho. Mais, outre ces effets immédiats, ils constitueront, je le répète, les thèmes de base de la vaste consultation qui se déroulera dans tous les pays et dans tous les milieux.

C'est par cette voie que se forme et se concrétise le mieux l'action du Conseil Mondial. Permettez-moi de rappeler à ce propos ce que je disais le 23 décembre dernier en ouvrant les Assises Nationales du Mouvement Français de la Paix.

"Soyez bien persuadés que tous les membres du Conseil Mondial ressentent profondément que la possibilité même de leur action et de leur influence repose sur le travail effectué par des hommes et des femmes comme vous, dans toutes les communes de tous les pays.

"Sans le continuel travail d'explication et de confrontation, sans le bénéfice de millions d'expériences individuelles organisées dans les mouvements nationaux, sans votre force, le Conseil Mondial serait vite ramené aux limites d'un simple sérapage de personnalités sans puissance...

"L'influence en faveur de la Paix que le Conseil Mondial doit avoir sur les pouvoirs publics, sur les organisations internationales qui dépendent ou non des gouvernements, sera d'autant plus grande que vos actions propres seront plus justes, massives et énergiques.

"Le Conseil Mondial sera d'autant plus écouté que vous le serez vous-mêmes dans votre pays. Si nous réaffirmons que le maintien de la paix est une affaire qui concerne directement chaque citoyen - c'est dire encore que c'est dans votre action, jointe à celle des peuples épris de paix dans tous les autres pays du monde, que réside réellement la force déterminante..."

Il faudrait, dans la préparation du Congrès, que tous ceux qui réalisent maintenant les dangers de guerre, que tous ceux qui veulent la Paix, étudient les solutions que nous proposons et en découvrent de nouvelles. En acquérant une juste appréciation de l'importance des problèmes et des actions à entreprendre, ils acquerront du même coup la force de persuasion, celle qui permet d'étendre autour de chacun la volonté agissante de la Paix. C'est ainsi que combattront pour sauver la paix les millions d'hommes et de femmes qui ne se sont pas encore associés à notre action et sans l'appui desquels la paix ne pourrait pas être sauvée.

4.

C'est en amenant l'immense majorité des citoyens de tous les pays à faire leurs solutions justes et pacifiques des problèmes qui divisent le monde, que nous obtiendrons la mise en application de ces solutions. En effet, une fois créée une opinion publique vraiment consciente et agissante, il deviendra pratiquement impossible de feindre d'ignorer ces solutions et d'entraîner les peuples vers les solutions de force, c'est-à-dire vers la guerre.

Il ne suffirait pas que le Conseil Mondial soit l'interprète des sentiments des citoyens épris de paix. Il doit les renforcer en leur donnant des supports concrets. Il doit agir en sorte que ces sentiments, que ces aspirations se transforment en exigences fondées sur la raison.

La puissance de l'opinion publique, alertée par le Mouvement de la Paix, s'était déjà manifestée grâce à l'Appel de Stockholm qui empêche l'utilisation de la bombe atomique en Asie.

De nombreuses déclarations ont déjà insisté sur ce rôle de l'opinion publique. Je citerai, par exemple, les quelques lignes ci-dessous extraites d'un article publié en février 1951 dans le Bulletin of Atomic Scientists (1) par le spécialiste américain de la bombe atomique, J.R. Oppenheimer :

"Je suis sûr d'avoir raison quand j'affirme que l'opinion publique est un facteur de la plus haute importance quant à l'utilisation des armes atomiques. J'en ai reçu l'assurance de beaucoup d'experts militaires."

Sur un autre plan, je rappellerai qu'à Vienne nous avons porté l'accent sur les problèmes du désarmement, déjà traités d'ailleurs dans l'Adresse aux Nations Unies adoptée à Varsovie. Au cours de la dernière Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à Paris, l'opinion publique s'est manifestée sous de multiples formes et le Président de l'Assemblée Générale, Mr. Padilla NERVO, tint à déclarer devant la délégation du Conseil Mondial combien il était nécessaire que l'opinion publique s'exerçât fortement, afin d'orienter vers un travail efficace pour la Paix, l'activité de cet organisme.

Pendant cette session elle-même, nous avons pu faire remettre à tous les représentants de l'Organisation des Nations Unies, le texte de nos résolutions de Vienne. De nombreuses délégations furent reçues par les représentants des principales puissances et l'on peut, sans craindre de déformer la vérité, assurer que cette pression a joué un grand rôle dans la création de la Commission de Désarmement à laquelle était confiée la tâche de répondre à deux revendications essentielles : éliminer la menace des armes de destruction en masse et parvenir à un accord sur la réduction générale et contrôlée des armements.

Le 15 juin, la Commission du Désarmement a remis au Conseil de Sécurité un premier rapport bien décevant. S'il en a été ainsi, c'est peut-être aussi parce que l'opinion publique n'a pas été suffisamment vigilante et agissante et ceci doit nous donner des indications sur l'action que nous devons entreprendre.

Nous avons tous pu constater, dans les mois qui viennent de s'écouler, comment on tente d'accréditer l'idée que seules

les solutions de force étaient possibles et que la seule issue offerte était de constituer une force armée suffisante pour être en mesure de dicter sa volonté ou de l'imposer par la guerre. Pas de concessions, par d'apaisement ! Mais une autre idée était lancée, qui a cheminé lentement et sûrement dans l'esprit de millions d'hommes : l'idée de la négociation, en opposition à l'idée des solutions de force.

L'appel pour la conclusion d'un Pacte de Paix entre les cinq Grandes Puissances, tel qu'il a été lancé ici même, les larges discussions qui se sont instaurées au cours de la campagne de signatures et qui ont permis à chacun d'en comprendre le contenu et d'en saisir toute la portée, ont démontré que l'épreuve de force n'était aucunement fatale et que tous les problèmes, tous les différends pouvaient être réglés par la voie des négociations. Nous sommes certains d'avoir ainsi largement contribué à créer cet état d'esprit favorable à la négociation dont les manifestations se font de plus en plus nombreuses et dans des parties de l'opinion encore éloignées du Mouvement de la Paix. Je n'en mentionnerai qu'un exemple parmi beaucoup d'autres, le Synode National de l'Eglise Réformée de France, réuni à Paris au mois de Juin 1952, adoptant la résolution suivante :

"Le Synode, ému de la tension qui exaspère la méfiance entre les nations et au sein de chacune d'elles, rendant de plus en plus redoutables les risques de guerre, décidé à mettre sans cesse son autorité au service de la Paix, persuadé que sont toujours possibles des entretiens entre les gouvernements pour établir leurs rapports dans la justice, la bonne foi et le respect de la parole donnée ;

Fait sien l'ordre du jour de la récente Assemblée Générale de l'Eglise Méthodiste des Etats-Unis qui insiste pour que tous les gouvernements négocient sans se laisser et laissent la porte ouverte à toute proposition, de quelque source qu'elle vienne, qui contiendrait une possibilité de paix."

Notre Mouvement se félicite de voir se développer de telles initiatives qui ne peuvent que concourir au maintien de la paix.

..

Je voudrais maintenant passer brièvement en revue quelques uns des problèmes qui seront examinés au fond, dans les rapports qui vous seront présentés.

Deux étapes très dangereuses dans la préparation à la guerre sont les signatures des traités avec le Japon et avec l'Allemagne Occidentale.



Le traité de Paix avec le Japon, signé à San Francisco en 1951, ni l'Union Soviétique, ni la Chine ne sont parties, a un caractère réellement agressif contre ces deux pays.

La reconstitution, sous les ordres des Américains, des forces armées japonaises, la présence de troupes américaines, l'installation de bases navales et aériennes ont fait du Japon un élément d'agression.

Dans un discours prononcé à Paris le 5 mai 1952, devant l'Institut des Sciences Politiques, Mr. John Foster Dulles tente de justifier ce traité - dont il a été le principal artisan - en déclarant que le Japon étant fortement industrialisé et ayant été, dans le passé, porté au militarisme, il est nécessaire pour la sécurité des Etats-Unis, qu'il entre dans le camp du monde dit libre. S'il n'en était pas ainsi, il affirme qu'il deviendrait un instrument possible d'une agression soviétique, sans vouloir songer un instant que les Russes, et les Chinois peuvent considérer à bon droit le traité de San Francisco comme faisant du même Japon un instrument possible d'une agression américaine.

Des solutions pacifiques avaient été proposées pour régler le problème du Japon, solutions qui garantissaient la sécurité de tous les pays en même temps qu'elles permettaient au Japon de vivre, en s'assurant des matières premières et des débouchés chez ses voisins d'Asie. Le Japon, précise Mr. Dulles, doit payer le charbon qui lui parvient par les longues routes maritimes, trois fois plus cher que s'il le recevait de ses voisins.

Comment, dans les conditions actuelles, résoudre les problèmes économiques qui écrasent le Japon. Quelles contradictions ? Pour assurer "leur sécurité", les Etats-Unis créent une situation économique absurde dans un pays qu'ils colonisent en fait, situation qui, devenant intolérable, pourrait conduire tôt ou tard le Japon à redevenir dangereux pour tous.

Cependant, les déclarations officielles américaines affirment que la situation dans ce pays est bonne et a l'agrément de l'immense majorité des citoyens.

Mais on ne peut pas être dupe; des manifestations monstres comme celles du 1er Mai de cette année, comme celles non moins puissantes qui ont eu lieu il y a quelques jours dans tout le Japon sont édifiantes à cet égard.

Dans le même discours, Mr. Foster Dulles déclare (1)

"Les Asiatiques n'ont pas profondément enracinées, les mêmes traditions de liberté civile et politique; de plus, effrayés par le spectre du vieux colonialisme, ils redoutent la forme d'association que leur demande l'Ouest pour renforcer la position économique et militaire du monde libre".

1 Bulletin OIF. A n.15 du 6 mai 1954

Mr. Foster Dulles veut-il sans doute condamner le vieux colonialisme mais non cette "forme d'association" qui relève en fait du colonialisme qui se manifeste par l'aliénation des souverainetés, au profit d'une nation dirigeante, par l'installation de bases militaires, par une ingérence dans toutes les affaires nationales, par des privilèges de juridiction, par des priorités pour des matières premières, etc ... - en bref, on peut qualifier cette forme d'association de "néo-colonialisme". La majeure partie des nations du monde dit libre n'en sont-elles pas déjà les victimes ?

La substitution, sous prétexte de défense mutuelle, de ce "néo-colonialisme" américain au "vieux colonialisme" des anciennes puissances impériales n'est pas sans susciter de graves difficultés.

J'en ai donné un exemple à notre Session de Vienne, lorsque j'évoquais les sanglants incidents d'Egypte. Depuis, un nouvel exemple très significatif des contradictions qui surgissent entre ces formes de colonialisme - qui tendent d'ailleurs à des fins identiques - est apparu avec les affaires de Tunisie. L'indépendance de la Tunisie, réclamée justement par l'immense majorité des Tunisiens, indépendance qui serait un gage de paix, est bien un problème dont l'Organisation des Nations Unies devrait avoir à connaître. Les Tunisiens, appuyés par de nombreuses nations, ont demandé à l'Organisation des Nations Unies de porter leurs revendications et leurs accusations à son ordre du jour. En cette occasion, les Etats-Unis se sont trouvés dans l'embarras car ils affectent de condamner les puissances colonialistes, mais aspirent à se substituer à celles-ci; or ils ont besoin de ces dernières dans leur dispositif militaire général. Se réfugiant alors dans l'abstention, ils ont ainsi empêché la question tunisienne d'être inscrite à l'ordre du jour.

Cet exemple ne montre pas seulement toutes les contradictions d'intérêt dans le dispositif atlantique, il illustre aussi le fait grave que cette politique fautive délégitime le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies de **paix et menace la Paix. C'est exactement ce que démontrait le 12 juin le Pandit Nehru devant le Parlement des Indes :**

" Les nations arabes et asiatiques pourraient se trouver obligées de "prendre la décision tragique" de se retirer des Nations Unies" si deux ou trois nations puissantes peuvent y empêcher les discussions.

" Nous ne prenons pas à la légère la décision de l'Organisation des Nations Unies" de ne pas discuter la question tunisienne, a-t-il poursuivi, si les nations asiatiques et africaines ne peuvent faire entendre leur voix, il se pourrait qu'elles décident d'avoir une organisation à elles."

Le Premier Ministre a reconnu que la Charte des Nations Unies est une bonne chose, mais il a ajouté :

8.

" Je pense de plus en plus qu'on ne la respecte pas assez et que l'Organisation des Nations Unies, quittant son port d'attache primitif, se fait la protectrice des puissances coloniales. De nombreux pays commencent à croire que l'Organisation, qui a été fondée pour préserver la Paix est devenue une organisation pour préparer la guerre."

Mais sous quelle influence l'Organisation des Nations Unies quitte-t-elle son port d'attache et se transforme-t-elle en une organisation de préparation à la guerre ?

Le Mouvement de la Paix voit dans ces événements des raisons supplémentaires pour soutenir les peuples qui luttent pour leur indépendance et pour continuer à exiger le retour à la lettre et à l'esprit de la Charte de San-Francisco.

°
°

Je signalais, il y a un instant, les graves dangers que font courir à la Paix les mesures adoptées unilatéralement concernant le Japon.

En Europe, nous assistons à un déroulement analogue et qui présente, lui aussi, de grands périls.

Il est révélateur que ceux-là mêmes qui, depuis des années, préparaient l'organisation actuelle de l'Europe, n'ont pas cru possible d'avouer dès l'abord leurs intentions.

Devant le Parlement de mon pays, le Ministre des Affaires Etrangères dénonçait le 24 novembre 1949 les dangers d'une "participation militaire active de l'Allemagne au système de défense de l'Europe", participation "qui conduirait à une tension internationale immédiate, à un danger de conflit dont la France ne veut assumer ni les risques ni les responsabilités."

Ce n'est pas en recouvrant les faits du manteau trompeur de la "Communauté Européenne de Défense" que l'on fait disparaître les dangers énoncés il y a si peu de temps avec tant de solennité.

Sous prétexte d'unification et de coordination économique, sous prétexte de création de forces militaires purement défensives, on vient en fait de procéder à l'intégration du militarisme et de l'impérialisme allemands, ressuscités au sein d'un bloc construit et animé en vue d'entreprendre une nouvelle croisade.

Il nous faut dénoncer et la duperie de cette "Communauté Européenne" et les périls qu'elle fait courir à la paix.

L'unification de l'Allemagne, par des voies pacifiques, est exclue par la politique que l'on voudrait faire ratifier par les Parlements des pays signataires des accords récents.

Au lieu de cette unification, on tente de créer toutes les conditions qui permettront à un gouvernement militariste - qui n'a nullement dissimulé ses intentions - de réaliser par la force militaire l'unité de l'Allemagne et de conquérir des territoires polonais, tchèques et français. Le mécanisme même par lequel le troisième Reich a déclenché la seconde guerre mondiale est sciemment remis en place et si les peuples n'y prennent garde, il provoquera les mêmes catastrophes.

Ces dangers sont maintenant perçus par un très grand nombre d'Allemands et de citoyens dans tous les pays.

Les centaines de milliers de Français et d'Italiens, provenant de toutes les couches sociales, qui ont manifesté publiquement leur indignation contre la venue en Europe du Général Ridgway, en est un éclatant témoignage.

Si l'indignation s'empare chaque jour d'un nombre toujours plus grand de citoyens de ces pays, c'est qu'ils savent que ce Général est venu pour constituer une armée européenne agressive avec, au centre, une Wehrmacht maîtresse et revancharde, c'est parce qu'ils savent que ce général ferait de leur pays ce qu'il a fait de la Corée.

Le Times ne déclarait-il pas, après la signature des accords de Bonn : "Il s'agit d'un dramatique renversement des alliances".

M. Hubert Beuve-Méry, dans un article du Monde très remarqué (1), concluait :

" Une large fraction de la "bonne société" occidentale opte aujourd'hui pour le réarmement de l'Allemagne avec les mêmes sentiments, dans les mêmes perspectives qui l'amenèrent un jour à Munich. Mieux valait ménager l'Allemagne bien qu'elle fût hitlérienne et quel que fût le prix demandé, puisqu'elle devait, tôt ou tard, entrer en lutte avec Moscou. Lui résister, l'affaiblir, c'était fortifier le bolchevisme. Aujourd'hui, l'illusion demeure que réarmer l'Allemagne est le seul moyen de faire reculer Moscou, et comme alors, quiconque ose en douter est cloué au pilori ..."

Le Monde, 11 juin 1952.

10.

Dans tous les pays intéressés, la lutte est engagée pour s'opposer à cette course vers la guerre et je tiens à saluer spécialement ici les efforts courageux et prometteurs entrepris dans ce sens par une très grande partie du peuple allemand.

Le Conseil Mondial de la Paix avait déjà examiné ces problèmes et propose des solutions.

Des offres de négociations, assorties de propositions concrètes de discussion, ont été faites par le gouvernement soviétique.

Nous pensons, comme le propose la note soviétique, que l'Allemagne ne devrait faire partie d'aucun groupement de puissances dirigées contre un état pacifique quelconque.

Il est clair que dans les conditions actuelles du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, cette neutralisation ne peut être sérieusement assurée par la simple admission de l'Allemagne à cet organisme, comme le suggère la note des trois Grands du 13 mai de cette année.

Une proposition est encore soumise à l'heure actuelle, de conférence à Quatre, en dépit de la signature des accords de Lisbonne et de Bonn.

Nous devons agir pour que ces négociations soient entreprises.

Il faut que chaque partisan de la paix saisisse l'importance de l'avertissement adopté à la récente conférence internationale pour la solution du problème allemand dans le refus du militarisme, dans la paix et la coopération internationale, qui s'est tenue très récemment au Danemark, à Odensee.

Après avoir expliqué "qu'un pas très grave vient d'être franchi vers la guerre", ce texte rappelle que des possibilités existent de régler pacifiquement le problème allemand.

" Les grandes puissances peuvent s'entendre à propos de l'Allemagne, à condition que soient reconnus à ce pays les droits que la Conférence énonce ainsi :

- droit à l'unité nationale;
- droit à un gouvernement librement élu;
- droit à un traité de paix;
- droit à la souveraineté et à la sécurité.

" Nous sommes persuadés que des garanties suffisantes peuvent être trouvées pour la sécurité des peuples voisins; sans vouloir les préciser, en l'absence des délégués allemands, nous affirmons cependant que l'une des plus importantes réside dans les mesures à

11.

prendre pour assurer à toutes les forces pacifiques allemandes leur libre expression et leur libre développement."

" Comme l'ont fait les délégués des nombreuses nations participant à cette conférence, nous devons nous engager "à alerter l'opinion dans un suprême effort pour éviter l'irréparable et pour faire sortir de la pire menace le commencement d'une paix durable."

°
° °

Il y a tout juste un peu plus de deux ans que s'est engagée la guerre de Corée.

La préoccupation constante du Mouvement de la Paix a été d'agir pour que cessent les combats, pour que ce malheureux peuple puisse relever ses ruines et pour que la guerre ne s'étende pas au reste du monde.

Il est impossible, en ce second anniversaire, de dresser sans frémir, le bilan de cette guerre sur le déroulement de laquelle seront apportées de terribles précisions.

Des forces armées américaines, auxquelles se sont joints quelques contingents étrangers, ont été appelés, et les opinions publiques de dizaines de nations ont été mobilisées pour soi-disant libérer les Coréens.

En fait de libération, toutes les villes ont été rasées, des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants ont été tués par les bombes ou brûlés vifs par le napalm; les découvertes de la biologie y sont utilisées non pour sauver les malades mais pour provoquer des épidémies ... et tout cela pour remettre et maintenir au pouvoir un dictateur dont ses alliés eux-mêmes ne peuvent s'empêcher de critiquer l'attitude et de stigmatiser la corruption systématique qu'il a installée !

Depuis un an maintenant, l'armistice espéré par toutes les familles de Corée, de Chine et des Etats-Unis n'arrive pas à être conclu. L'historique sera fait devant vous de ces négociations d'armistice perpétuellement mises en échec. La volonté de ne pas aboutir est flagrante. Pourquoi cette obstination à décevoir les désirs de paix de l'immense majorité du monde ?

La Corée n'est-elle pas considérée comme un champ d'expérience par ceux qui préparent la guerre ?

On veut conserver des bases militaires à proximité de la Chine à laquelle les dirigeants américains ne pardonnent pas d'avoir éliminé le maréchal Tchang Kai-Chek qui se laissait et se laisse encore - si facilement diriger.

25X1



12.

Ensuite, la conclusion d'un armistice risquerait de ruiner le prétexte invoqué par le Président Truman pour annexer en fait, l'île de Formose.

De même, la fin de cette guerre rendrait plus difficile encore le maintien à l'écart de l'Organisation des Nations Unies des représentants incontestables de 450 millions de Chinois.

Imagine-t-on, par exemple, une convention de désarmement adoptée à l'Organisation des Nations Unies et à laquelle la Chine ne serait pas partie, uniquement pour que le délégué de Formose soit maintenu comme élément permanent de la majorité mécanique ?

Toutes ces raisons ont animé ceux qui, mois après mois, ont inventé de nouvelles méthodes pour empêcher les pourparlers d'aboutir.

La dernière en date des entraves imaginées concerne le rapatriement des prisonniers de guerre.

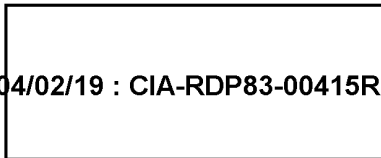
Au travers des nouvelles sensationnelles et contradictoires qui se sont succédées depuis plusieurs semaines, il est possible cependant de constater que les conventions internationales sur les prisonniers ont été systématiquement violées. N'est-il pas caractéristique que le Général Colson - négociant la libération de son prédécesseur retenu par les prisonniers qu'il avait la charge de faire garder - ait pu donner l'assurance "qu'à l'avenir les prisonniers de guerre pourraient compter dans le camp sur un traitement humain en accord avec les principes du droit international". En particulier, le Général Colson s'engageait à mettre fin au tri forcé des prisonniers de guerre, en reconnaissant que de nombreux prisonniers avaient été tués ou blessés par les forces des Nations Unies.

Le Washington Post pouvait écrire à propos de ces déclarations "Au nom du ciel, qu'avons-nous bien pu faire aux prisonniers communistes dans le passé si on leur promet toutes ces choses dans l'avenir."

Les événements survenus dans le camp de prisonniers, dans l'île de Koje, ont une grande valeur démonstrative. De véritables scènes de guerre s'y sont déroulées et plusieurs morts sont à déplorer.

Enfin, comment ne pas juger avec la dernière sévérité les intentions de ceux qui ont demandé aux agents du régime corrompu de Formose de procéder à l'examen des prisonniers chinois ?

Pour éviter à tout prix un accord de cessez-le-feu, l'aviation américaine vient de lancer une offensive aérienne extrêmement puissante à la frontière de la Chine. Certains se demandent même si l'objectif poursuivi n'était pas aussi



25X1

de provoquer chez les Chinois une réaction telle que la troisième guerre mondiale soit déclenchée.

L'immense majorité de l'opinion publique dans le monde réprouve ces procédés.

Il n'est que voir l'émotion qui s'est emparée de la Chambre des Communes, à Londres, et la vive déclaration du Pandit Nehru aux Indes pour constater que cette entreprise rencontre des oppositions sérieuses.

Il est intéressant de noter la réaction violente des journaux américains aux paroles pourtant si prudentes de Monsieur Eden. Les Etats-Unis ne tolèrent plus la critique de leurs alliés et les solutions de force leur sont devenues si habituelles qu'ils n'hésiteraient sans doute pas à en menacer leurs propres alliés.

Notre position à nous reste claire. Par tous les moyens en notre pouvoir et avec une ardeur que doit renforcer la conscience des souffrances atroces représentées par cette guerre, nous devons agir pour que cessent d'abord les combats et pour que le peuple coréen soit rendu à la liberté et à l'indépendance.

Je ne voudrais pas terminer ces quelques remarques sur le drame coréen sans aborder un des chapitres les plus sinistres de l'histoire de l'humanité : l'utilisation par les forces armées des Etats-Unis des armes biologiques.

Une grande émotion s'est emparée du monde à l'annonce de la mise en oeuvre de cette nouvelle forme de destruction qui, plus encore peut-être que les autres, possède le caractère de perversion de la science.

Les démentis et les dénégations se sont multipliés en dépit de l'accumulation des documents accusateurs.

Vous connaissez tous l'importante résolution que votre Bureau a adoptée à Oslo.

Quant à moi, quels que soient les appels qui me sont adressés et les pressions que l'on tente d'exercer, je reste fidèle à l'appel que j'ai lancé au reçu des documents que m'envoie M. Kuo Mo Jo et je tiens à réaffirmer tous les termes de la lettre que j'adressai, le 3 mai 1952, à M. Warren Austin.

Si les accusations d'emploi des armes biologiques n'ont pas encore eu partout l'écho désirable, il n'en reste pas moins qu'elles ont provoqué de vives préoccupations dans beaucoup de milieux et notamment chez les scientifiques. Dans le propre pays de M. Warren Austin, des groupements de travailleurs scientifiques, avec à leur tête

te, le professeur Théodor Rosebury, qui fut, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale le directeur des laboratoires spécialisés dans l'arme biologique, ont solennellement adjuré le gouvernement américain, dans une lettre publique adressée à M. Truman, de ratifier le protocole de Genève du 17 juin 1925. La même exigence s'exprime également dans beaucoup d'autres pays et dans des couches sociales très diverses.

La résolution prise à Oslo prévoyait, sur la proposition du Comité Chinois de Défense de la Paix, la constitution d'une commission internationale appelée à se rendre en Corée et en Chine.

Déjà, une Commission composée de juristes, qui se trouvait sur place avant cet appel, avait constaté les faits et elle vient de publier son rapport.

D'autre part, une commission composée de scientifiques de divers pays, répondant à l'appel d'Oslo, est actuellement en Chine. D'autres spécialistes les rejoindront prochainement. Nous avons tous conscience de l'importance qu'aura le travail de cette commission.

Il est apparu, au cours des contacts avec des scientifiques compétents, qu'il y aurait lieu d'envisager la constitution d'une Commission permanente composée de spécialistes, commission qui devrait pouvoir être en mesure d'envoyer, sans délai, des équipes sur les lieux où il aurait été signalé un début d'attaque par des armes biologiques.

Je voudrais tout de suite faire la remarque suivante : tout en redoublant d'efforts pour faire cesser la guerre biologique, pour en empêcher le retour et pour faire châtier les coupables, nous ne devons pas perdre de vue le grand danger que constitue pour l'humanité l'accumulation des armes atomiques. Que l'horreur provoquée par l'utilisation pour la mort des découvertes de la biologie ne nous amène pas à commettre une faute grave qui consisterait à laisser considérer les bombes atomiques comme des armes de type classique. L'arme atomique, comme l'arme biologique, sont des armes de destruction en masse dont nous devons, plus que jamais, exiger l'interdiction.

Cette question de l'interdiction des armes de destruction en masse m'amène à reprendre le problème du désarmement que j'évoquais en commençant mon exposé.

Nous avons, à Varsovie, puis à Vienne, proposé des solutions de plus en plus précises.

Au cours de l'assemblée générale des Nations Unies à Paris, un premier pas important a été accompli : les problèmes des armes classiques et ceux des armes de destruction en masse ont été liés et confiés à l'étude d'une seule commission.

Cette dernière, qui vient de remettre un premier rapport bien décevant, s'est heurtée, sans pouvoir la résoudre, à la difficulté essentielle de définir l'ordre dans lequel les diverses opérations et engagements devront être échelonnés dans le temps.

Le Conseil Mondial soutient qu'il est nécessaire que par la signature d'une Convention préalable, les nations s'engagent d'une part, à interdire les armes de destruction en masse et à contrôler cette interdiction et, d'autre part, à réduire leurs armements. Une fois ces engagements souscrits, il sera obligatoire de procéder au recensement et à la mise en place du contrôle. Il est clair que la procédure inverse, recensement général avant de s'engager à éliminer et réduire, présente de grands dangers car un agresseur éventuel aurait le plus grand intérêt à connaître par le recensement préalable les moyens de défense du pays qu'il voudrait attaquer.

Il faut reconnaître que l'importance de l'ordre de succession des opérations n'a pas encore été pleinement appréciée. Il sera essentiel, dans nos travaux, de préciser encore cette question de façon à éliminer toutes les confusions.

J'ai eu l'occasion de faire quelques remarques sur le désarmement et notamment, sur le contrôle de l'énergie atomique dans un exposé qui a été publié dans le numéro de mars 1952 de la revue "Défense de la Paix". Je voudrais seulement rappeler que les Etats-Unis continuent d'opposer à toutes les propositions concrètes de contrôle qui ont été formulées, le plan Baruch ou un plan analogue.

Je rappelle que ce plan prévoit la propriété, par un organisme international statuant à la majorité, des gisements de minerais d'uranium et de thorium, des matières premières et des installations industrielles nucléaires. Ceci revient à donner aux Etats-Unis, par le jeu de la majorité mécanique, un véritable monopole sur toutes les activités atomiques et sur tous les gisements d'uranium dans le monde.

Le Conseil Mondial de la Paix doit reconnaître comme le font de nombreux spécialistes de l'Energie atomique, que les conditions de contrôle proposées par le délégué de l'Union Soviétique sont effaçées. Il faut remarquer qu'elles impliquent des abandons de souveraineté importantes mais ces abandons sont acceptables car ils sont consentis au profit de tous, en faveur de la paix.

Dans le plan Baruch, il s'agit aussi d'abandon de souveraineté, mais au profit, en fait, d'une seule nation, ce qui n'est pas juste et n'est certainement pas en faveur de la Paix.

Il faut éclairer ceux qui se laissent tromper et leur montrer comment, une fois de plus, les dirigeants des Etats-Unis masquent les opérations les plus égoïstes sous les aspects de la générosité.

La minorité qui veut instaurer dans le monde entier le système de mode de vie qui lui est profitable fait, à chaque instant, appel à l'esprit de sacrifice des peuples.

Ils fondent cette exigence sur le sentiment répandu que le souci exagéré de souveraineté des nations avait été à l'origine de nombreuses guerres et qu'il convenait d'en prévoir l'abandon. Mais comme je le disais à Pleyel il y a trois ans, certes l'évolution normale du monde est dans le sens de la disparition des souverainetés, et ceci d'autant plus que les applications de la Science tendent de plus en plus à lier entre eux les intérêts de toutes les nations. Il est des abandons de souveraineté qui peuvent être consentis lorsqu'ils sont au profit de toutes les nations du monde, pour le bien-être de tous et la Paix.

Mais ces abandons ne peuvent être consentis de manière irraisonnée et au seul profit d'une nation dominante. Ce serait alors faire le jeu d'un impérialisme qui conduirait ceux qui abandonnent ainsi à être colonisés. Beaucoup qui ne croyaient pas alors à ces considérations simples ressentent maintenant les effets néfastes de la politique qu'ils ont soutenue jusqu'alors et commencent à exprimer leur désapprobation.

La participation de certains d'entre eux à la Conférence Economique de Moscou, la portée de cette conférence dans ces milieux est un témoignage de prise de conscience et de l'existence d'un courant croissant s'opposant à la politique de conquête des hommes d'affaires américains.

Mais l'Uranium n'est pas la seule matière première qui préoccupe les dirigeants des Etats-Unis. Et il est important de connaître toutes ces préoccupations pour bien comprendre un des mobiles - et non des moindres - de la politique étrangère des Etats-Unis. Le rapport sur l'évolution probable des matières premières de 1950 à 1975, rédigé par la Commission présidentielle des Etats-Unis (1) est plein d'enseignements.

(1) Bulletin U.S.A. N° 1592, 19 juin 1952

Aux taux actuel d'augmentation de la production américaine, qui est de doubler tous les 25 ans, et dans un monde qui resterait divisé en blocs, n'entretenant pas de rapports économiques, les Etats-Unis ne pourraient que très difficilement se procurer les matières premières nécessaires sans en priver presque complètement tous leurs alliés.

Par exemple, pour le pétrole, le caoutchouc, le minerai de fer, le minerai de zinc, le minerai de manganèse, ils ont absorbé jusqu'ici plus de la moitié de la production mondiale tout en n'ayant que moins de 10% de la population des nations industrielles.

En ce qui concerne l'uranium, dont ils sont très pauvres, en minerai, c'est presque la totalité de la production de leurs alliés, provenant principalement du Congo Belge, qu'ils utilisent et accumulent sur leur territoire.

Ne doit-on pas voir dans cette crainte d'une famine de matières premières un des motifs profonds de la politique de croisade ?

Mais il faut bien souligner qu'il y a là un faux dilemme : ou ralentir le progrès ou faire la guerre.

S'il est très louable de vouloir doubler sa production tous les 25 ans, ce ne doit pas être en provoquant la misère dans d'autres nations du monde et ce ne doit pas être au prix de la guerre.

La vérité est qu'en déchargeant l'humanité du fardeau écrasant des armements, en orientant vers la paix les applications de la Science et en acceptant la coexistence pacifique des divers systèmes, on pourra aisément doubler en 25 ans la production des richesses utiles, non seulement aux Etats-Unis, mais dans toutes les nations du monde.

°
°

J'ai voulu, dans cet examen préliminaire des événements qui concourent à l'aggravation de la tension internationale et qui rendent plus apparent le danger d'une guerre mondiale, mettre en évidence quelques-unes des tâches qui me semblent essentielles pour le Mouvement de la Paix.

Il est indéniable que notre action pour faire reculer la guerre est déjà un grand succès. Toutefois, devant le danger qui se précise de plus en plus, il nous faut encore intensifier la lutte en rendant les objectifs successifs plus clairs, plus simples pour chacun.

Notre Mouvement est ouvert à tous les hommes épris de Paix, et il doit être bien compris par tous que notre seul objectif est d'éviter le terrible conflit mondial que certains préparent et de contribuer à établir une paix solide et juste.

Sous des influences diverses, parmi lesquelles il faut mettre au premier plan la propagande mensongère, des hommes honnêtes doutent encore de la sincérité de notre action et ne veulent pas se joindre à nous. Mais beaucoup ne sont pas suffisamment aveugles pour ne pas percevoir, à la lumière des événements, les causes réelles des dangers de guerre. De plus, en plus, isolément ou en groupes, ils dénoncent les dangers de la politique de leurs gouvernements et prennent des initiatives dans le sens de la Paix. Nous considérons qu'en agissant ainsi, ils renforcent le camp de la Paix, même si parfois ils portent encore de faux jugements sur notre Mouvement.

Il faut qu'en dépit des contradictions qui les troublent encore, ces hommes prennent confiance dans la valeur de la force qu'ils peuvent représenter pour le maintien de la Paix, et cela est à leur portée. Nous souhaitons toutes leurs bonnes initiatives.

Nous savons bien que toutes ces contradictions s'effaceraient s'ils persistent à suivre le chemin qu'ils ont commencé de prendre et qui les mènera vers les solutions pacifiques des graves problèmes de l'heure.

L'objectif qui est d'établir une paix solide, profitable à tous, quel que soit le mode de vie préféré, n'est-il pas le point de convergence de tous ces chemins différents que prennent, à l'origine de leur lutte, les hommes divers qui veulent vivre en paix?

Pour mener à bien notre tâche, il nous faut, à tout instant, faire une analyse objective et pénétrante des faits et de leur enchaînement. Il nous faut bien comprendre par quel processus une fraction très importante des êtres humains qui désirent vivre en paix, a été jusqu'alors amenée à soutenir ou à laisser se développer dans de nombreux pays, une politique que nous savons mener inévitablement à la guerre.

Sans prétendre que nous sommes les seuls défenseurs de la Paix, nous pouvons affirmer que la valeur de nos principes de base, notre maturité, la composition large de notre Mouvement qui est une expression vivante de la coexistence pacifique, nous permettent d'accomplir ces tâches avec succès, de contribuer à la détente internationale et de faire aboutir les solutions pacifiques les plus efficaces. Si nous constituons un facteur de paix aussi puissant, c'est que chez chacun de nous, chez chaque partisan de la Paix, il n'existe pas de contradiction entre ses convictions personnelles, politiques ou autres et les moyens qu'il préconise ou qu'il soutient pour maintenir la Paix.

Il ne peut y avoir de telles contradictions lorsqu'on s'est fixé comme objectif d'éviter un nouveau et terrible conflit armé, sans se faire le champion d'un régime particulier.

Nous rallions déjà une forte opinion publique avec laquelle les forces de guerre doivent compter et les succès que nous obtenons expliquent leur colère et la campagne de calomnies qu'ils répandent contre notre Mouvement.

Mais ceux qui préparent la guerre s'efforcent de créer les conditions psychologiques favorables à leur politique. Ils savent très bien que si l'immense majorité de l'opinion publique leur était opposée, ils ne pourraient plus poursuivre cette politique sans dommages. C'est pourquoi, ils tentent de masquer leurs actions les plus mauvaises, les plus sordides, en invoquant à tout instant les notions chères à tout être civilisé normal. C'est au nom de la liberté, du progrès social, de la valeur humaine, de la sécurité et de la paix, qu'ils s'efforcent de conduire le monde dit libre à se soumettre à l'hégémonie militaire et économique d'une seule nation, au seul profit de cette nation, et, en fin de compte, à une guerre d'extermination contre ceux qui ne sont pas de leur avis. Ils tentent de faire porter la responsabilité de toutes les difficultés présentes sur ceux qu'il désignent comme agresseurs en puissance, en faisant le tableau le plus terrifiant du mode de vie pratiqué par ceux-ci. Leur soi-disant dispositif de paix n'est autre qu'un dispositif de guerre destiné à imposer, au nom de je ne sais quelle mission divine, un mode de vie qui, seul à leurs yeux, est digne d'être vécu.

C'est un véritable "esprit de croisade" qu'ils s'efforcent de développer, esprit qui veut comme aboutissement l'extermination, au nom de la liberté, de ceux qui préfèrent un autre mode de vie que le leur. Comment interpréter autrement cette allocution du président Truman, s'adressant le 5 mai de cette année, à une délégation d'émigrés roumains? (1)

" Vous survivrez encore comme pays libre. Vous allez avoir toute notre collaboration pour vous aider à survivre. Et si je puis poursuivre le programme que j'ai lancé, vous allez redevenir à nouveau un pays libre avant de quitter cette terre".

On ne peut avouer plus clairement que ce programme est un programme de guerre.

Il n'est souvent passible pour ceux que leur origine sociale, leur philosophie conduisent à préférer un mode de vie particulier, de résister à la propagande qui veut leur faire croire que, pour conserver ce mode de vie, ils n'ont d'autre issue que de soutenir une politique qui, ils le sentent bien, peut conduire à la guerre. Il faut que ces hommes sachent que c'est leur droit de préférer un mode de vie particulier et qu'il n'est pas question de soutenir une politique qui voudrait leur en imposer un dont ils ne veulent pas. C'est le droit de chaque peuple de choisir lui-même le régime qui lui plaît. C'est le principe de la coexistence pacifique entre des régimes différents qui est une des bases fondamentales de notre lutte pour la paix, qui doit être opposé à la politique de croisade. Dès que l'on admet ce principe, tous les différends entre nations peuvent être aplanis par la voie des négociations qui implique des concessions réciproques et qui conduit à la mise en application de solutions pacifiques, pour le profit de tous.

(1) Bulletin U.S.A. No. 1578, 29 mai 1952.

Il est inutile d'insister sur les avantages économiques que toutes les nations peuvent tirer de la coexistence pacifique. Les ressources en matières premières et les débouchés sont accessibles pour tous, dans le monde entier.

Le grand succès de la Conférence Economique de Moscou, je le répète, témoigne de cette vérité.

Si l'on n'admet pas ce principe de coexistence, en voulant la paix sous la condition du triomphe d'une idéologie ou d'un régime particulier, alors on refuse de négocier, on ne veut plus faire de concessions, on veut imposer sa volonté par la force, c'est-à-dire par la guerre.

Cette politique qui consiste à agir par coup de force et à mettre les peuples devant les faits accomplis provoque de plus en plus d'inquiétude chez ceux qui, pour les raisons que je signalais il y a quelques instants, ont été entraînés à la soutenir.

Je citerai pour témoignage quelques lignes d'un excellent article intitulé "Coexistence ou Croisade?" du professeur Maurice Duverger, paru dans un journal conservateur français (1):

" On pourrait s'interroger d'abord sur le niveau militaire que l'occident veut finalement atteindre : s'agit-il d'un équilibre ou d'une supériorité? Ici, les responsables sont discrets. Officiellement, on parle surtout d'équilibre; pratiquement, beaucoup songent à une marge de supériorité. En soi, la question n'a guère de sens. D'ailleurs, il sera toujours difficile de mesurer si l'équilibre est atteint ou dépassé, tous les conquérants battus s'étaient cru les plus forts au départ.... Le vrai problème concerne le but suprême du réarmement: s'agit-il de maintenir la paix ou de détruire le bolchévisme?

Veut-on la coexistence ou la croisade?

Qui pose brutalement cette question est généralement considéré comme un neutraliste, un "crypto", un traître, et il termine: Serait-ce que l'Occident a mauvaise conscience? "

Un nombre toujours plus grand de braves gens mis en face de la calomnie et des contradictions flagrantes entre les paroles et les actes des dirigeants de la politique de croisade commencent à percevoir les dangers qu'ils courent. Ils découvrent que les objectifs réels de cette politique qu'ils soutenaient étaient à l'opposé de leurs aspirations les plus profondes. Ce

(1) Le Monde, 12 avril 1952.

renversement d'opinions en faveur du vrai chemin qui mène à la paix s'effectue actuellement dans la conscience d'un nombre considérable d'êtres humains.

Il est explicable que ce potentiel croissant de paix ne puisse encore s'exprimer puissamment. Lorsqu'un homme a soutenu honnêtement pendant des années une fausse politique de paix et qu'il prend conscience qu'il a été trompé, il passe par une période de confusion et ne voit plus d'issue. Un certain temps est nécessaire pour qu'il reprenne confiance et trouve une issue.

C'est une partie essentielle de notre tâche de redonner confiance à ceux, et ils sont très nombreux, que la confusion conduit à l'inertie, à la fatalité de la guerre.

Mais il y a aussi ceux qui ne se rendent pas encore compte des dégâts qu'ils préparent pour eux-mêmes et pour les autres en soutenant la politique de croisade et au premier rang desquels il faut placer, un très grand nombre de citoyens américains.

Il faut reconnaître que le peuple américain qui a fait preuve de tant de qualités, dont le magnifique travail productif peut être si utile au monde, subit les effets d'une propagande effrénée et d'un système dit de sécurité intérieure qui l'isole de plus en plus du reste du monde.

On lui fait croire que sa sécurité, le mode de vie qu'il aime, sont en danger et qu'il en est de même d'ailleurs pour de nombreux peuples amis, et pour assurer une défense mutuelle indispensable ou pour défendre la liberté, l'humanité, le progrès social on demande à ce peuple de très lourds sacrifices d'argent et de travail et même la vie de beaucoup de ses jeunes. Sans réfléchir confiants dans la parole de leurs hommes d'Etat et de leurs généraux, ils sont prêts à se lancer et à lancer le monde dans une aventure effroyable.

Comment le peuple américain peut-il concilier les principes invoqués de liberté, d'humanité, de progrès social, avec le fait que partout où s'exerce ce qu'ils croient être l'aide américaine, sont mis au pouvoir des gouvernements ennemis du progrès social, de la liberté et de l'honnêteté?

Comment concilier ces principes avec le fait d'installer un Tchang Kai-Chek à Formose, un Syngman Rhee en Corée, un Bao-Daï en Indochine?

Cela signifierait-il que la défense mutuelle ne peut être assurée que par ce qu'il y a de plus corrompu et de rétrograde dans le monde?

Cette grossière contradiction est déjà reconnue par de nombreux Américains qui luttent courageusement pour éclairer leurs concitoyens.

Et puis il y a les récits des soldats, employés, commerçants, touristes qui retournent aux Etats Unis après avoir séjourné quelque temps dans les pays sous ingérence américaine. Ils apprennent à leurs concitoyens que les peuples de ces pays ne leur ont aucune reconnaissance.

Ils apprennent que l'Amérique y a fait de nombreuses inscriptions sur les murs, dans les chaussées, demandant aux Américains de revenir chez eux. Ils savent que ce qu'ils voyaient être l'aide américaine a pu servir, dans les pays où elle est allée, la pire réaction sociale, l'appauvrissement, la perte de l'indépendance nationale, les persécutions contre les patriotes et que cette appréciation émane de toutes les couches sociales de ces pays.

Nous devons aider le peuple américain à sortir de l'isolement dans lequel on veut le maintenir. En lui faisant connaître la vérité sur les conséquences de la politique qu'il soutient, nous lui enlèverons ses dangereuses illusions et nous lui donnerons conscience de la part de responsabilité qu'il porte dans la préparation à la guerre.

Nous devons lui assurer que ses vrais amis ne sont pas là où on croit les trouver. La préparation du Congrès Mondial ne pourrait-elle pas être l'occasion pour que des milliers d'hommes et de femmes, jeunes et vieux, qui suivent la vraie voie qui mène au bien-être et à la paix éclairent des milliers de citoyens et de citoyennes américains pour les éclairer.

Toutes ces actions, au premier rang desquelles il faut placer celles des partisans de la Paix américains contribueront à créer aux Etats-Unis un puissant courant salutaire.

Nous devons aussi avoir présent dans nos pensées que devant les menaces qui se précisent d'un troisième conflit mondial, l'inquiétude, la fatigue, la confusion qu'attérilise, se sont emparées d'un très grand nombre de braves gens. Dans cette situation, où il est à tout instant question, dans les faits, dans les paroles, dans les écrits, de misère et de guerre, la vie de tous devient insupportable et beaucoup ont commencé à dire "il faut en finir". Cet état d'esprit, lorsqu'il s'est généralisé a déjà conduit, dans le passé, à faire accepter le déclenchement de la guerre. C'est notre devoir, au contraire, en montrant les solutions et les bénéfices de la paix, de transformer à temps ce désespoir en une volonté de changer le cours des événements.

Oui, "il faut en finir" par le chemin de la Paix.

J'ai voulu, dans la dernière partie de ce rapport, dégager quelques aspects de l'esprit qui me semble devoir animer notre Mouvement si nous voulons entraîner la plus large opinion publique à se dresser invinciblement contre la guerre.

Si la proposition qui vous est faite de préparer un très grand Congrès Mondial de la Paix pour la fin de cette année reçoit votre assentiment, nous aurons à envisager au cours de cette session, le thème général de ses travaux.

Ceux-ci devraient s'inspirer de la volonté de changer le cours des événements et de conduire aux solutions de la détente internationale.

Jamais depuis le début de notre Mouvement, depuis Pleyel, nous n'avons eu à affronter une situation qui comporte

des dangers de guerre si multiples et si grands.

Malgré je suis convaincu que sans le poids du Mouvement
pour la Paix, la situation serait beaucoup plus grave. N'avons-nous
pas déjà réussi à créer de grandes fissures dans le dispositif
de guerre ?

Plus que jamais, il nous faut intensifier l'action.
Des milliers de réunions, de discussions, de rencontres, qui
vont constituer la préparation du grand Congrès Mondial que nous
prévoyons nous en donnant de puissants moyens.

Nous avons des raisons d'être optimistes car nous
constatons que par bien des côtés, le dispositif de guerre
commence à être ébranlé.

Dans cette course entre la guerre et la Paix, nous
saurons éveiller à temps la conscience universelle, en faire
une force invincible et c'est la Paix qui l'emportera.

-oOo-

THIS IS AN ENCLOSURE TO
DO NOT DESTROY



Session Extraordinaire
du
CONSEIL MONDIAL de la PAIX

A N A L Y T I Q U E

4ème séance

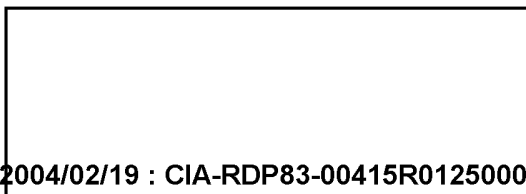
(après-midi du mercredi 2 Juillet 1952)

Président de séance :

- M. FADEEV,
Membre du Bureau du Conseil Mondial de la Paix.

Sont intervenus au cours de la discussion :

- M. MEIR YAARI (Israël)
- M. Jacques DENIS (France)
- M. FRENKEL (Allemagne)
- Mme FASSBINDER (Allemagne)
- M. NITTI (Italie)
- M. A. BOUCHAMA (Algérie)
- M. le Dr. MAY (France)



M. MEIR YAARI - (Israël) -

L'orateur souligne tout d'abord la gravité de la situation actuelle : renaissance du néo-nazisme, emploi de l'arme bactériologique et extermination des prisonniers de guerre en Corée.

Le peuple d'Israël sait qu'il n'y a pas de garanties pour lui en dehors d'une paix mondiale durable. La lutte du peuple d'Israël est liée à la lutte des Mouvements nationaux de libération des pays coloniaux et dépendants.

Il évoque ensuite le succès de la campagne pour un Pacte de Paix en Israël, où 43% de la population adulte ont signé l'appel. La lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne et contre les pourparlers menés avec l'Allemagne occidentale par le gouvernement d'Israël a été liée à cette campagne.

Le Mouvement de la Paix Israélien a montré à notre peuple les dangers de cette remilitarisation et les avantages qu'apporteraient les solutions proposées par l'U.R.S.S.

qui/

La montée du fascisme se développe parallèlement dans certains pays ne peut non plus laisser Israël indifférent.

Abordant l'examen du projet de Pacte du Moyen-Orient, l'orateur note que la lutte du Mouvement de la Paix et de libération nationale, contre les réactionnaires de l'intérieur et les impérialistes étrangers, est un grand obstacle à la réalisation de ce Pacte. Le Congrès de la Paix des peuples de ces pays apportera au contraire la Paix et la fraternité entre les peuples du Moyen-Orient. Notre pays occupe une place exceptionnelle dans les plans impérialistes de guerre. Notre Mouvement de la Paix ne leur permettra pas de l'utiliser comme une base. Notre lutte n'est nullement dirigée contre les intérêts du peuple américain dont elle sert au contraire les intérêts profonds.

M. MEIR YAARI conclut en montrant que sans l'appui des peuples opprimés la guerre ne sera pas possible.

Jacques DENIS - (France) -

Pour constituer les nouvelles armées allemande et japonaise, il faut utiliser de nombreux jeunes gens et, pour leur faire accepter de mettre leurs capacités au service de la guerre, il faut les tromper.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP83-00415R012500020004-6 "Europe nie", et dans ce cadre celui de la "Jeunesse Européenne".

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP83-00415R012500020004-6

L'orateur rappelle que les promoteurs de cette idée sont des agents de renseignements, des militaires, des hommes d'affaires américains et que leur principale tâche consiste, à l'aide des journaux et des publications, à préparer les jeunes à l'Armée européenne, à l'esprit de revanche contre l'URSS.

Mais les jeunes ne sont pas prêts d'accepter ces mensonges. L'orateur donne de nombreux exemples des échecs de cette propagande. Par contre, il ne faut pas sousestimer l'effort permanent mené pour distiller le poison dans la jeunesse, surtout à l'école, avec tous les moyens de propagande possibles, alors que les traditions nationales sont foulées au pied.

Il faut être attentif à tous ces aspects de la préparation de la jeunesse à la guerre, car les conditions de vie qui deviennent sans cesse plus angoissantes peuvent entraîner plus facilement les jeunes vers l'armée.

C'est pourquoi la F.M.J.D. soutient sans réserve l'heureuse initiative d'une Conférence Internationale de la Jeunesse.

L'orateur donne ensuite de nombreux exemples montrant la contribution dans l'unité, des jeunes de toutes opinions à la lutte générale pour la Paix. L'unité se réalise également contre la propagande de guerre à l'école et dans les cités. Mais la lutte contre cette propagande "européenne" est aussi l'affaire du mouvement de la paix.

Il est vrai que les jeunes de l'Europe trouvent des intérêts communs dans des relations pacifiques fructueuses. Ces véritables relations unitaires développent une noble cause, plus belle, plus exaltante. Mais ce n'est pas seulement la cause de la jeunesse, c'est notre cause à tous, ce sont de nouvelles forces dans notre combat pour la paix qu'il faut conquérir.

Monsieur FRENKEL - (Allemagne) -

L'orateur rappelle que les accords de Bonn et de Paris ont été signés sans que les peuples et les parlements aient même eu connaissance des textes. A présent, devant la résistance croissante des peuples, on tente d'accélérer la réalisation de ces accords. La seule base internationale valable pour une solution pacifique du problème allemand, ce sont les accords de Potsdam et ceux-ci étaient valables pour toute l'Allemagne. Et si les propositions soviétiques pour un traité de paix sont conformes à ces accords, il n'en est pas de même pour les accords de Bonn qui prévoient que l'Allemagne Occidentale sera intégrée dans les forces militaires atlantiques et que la division de l'Allemagne sera prolongée d'une façon indéterminée.

De plus, ils privent le peuple allemand de toute souveraineté. En outre, l'Etat de Bonn, provisoire, n'est pas souverain et ne peut, légalement, conclure de tels accords, le pouvoir sur le territoire de cet état étant entre les mains des puissances occupantes. Ces accords sont entachés de nullité juridique et tous les peuples, le peuple allemand en tête, s'opposeront à la mise en vigueur des accords de Bonn ; c'est là un des impératifs les plus importants.

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP83-00415R012500020004-6

Mme FASBINDER - (Allemagne) -

Mme FASBINDER indique que son intervention sera axée sur la neutralité ou la neutralisation de l'Allemagne, et que, inscrite comme membre à la "Communauté d'aide pour la Paix en Europe" "Notgemeinschaft für den Frieden Europas" et travaillant en étroite relation avec le Pasteur Niémoller et d'autres personnalités, son intervention reflètera les conceptions de ces personnalités, en général identiques aux siennes.

L'oratrice indique ainsi les racines de l'idée de neutralité : l'exemple de la Suisse et de la Suède - la crainte que l'Allemagne pourrait être un nouveau champ de batailles - la conscience que notre force militaire ne suffit pas aux exigences des armements d'aujourd'hui, etc....

Comment des personnalités politiques comme le Pasteur Niemöller, le Dr. Heinemann et Mme Hélène Wessel se représentent-ils cette neutralité?

- Pas de traité général liant l'Allemagne occidentale au Pacte Atlantique,
- Pas d'Allemagne de l'Est liée au bloc de l'Est,
- Pas d'Allemagne unifiée, liée à la Russie, mais pas non plus d'Allemagne unifiée liée au Pacte Atlantique, comme le prévoient les accords contractuels.

Mme FASBINDER rejette ensuite le dilemme que se posent certains : l'Allemagne devant un adversaire gigantesque, l'U.R.S.S., n'ayant qu'un moyen de se sauver, se jeter dans les bras de l'Amérique.

Les neutralistes démontrent par contre, poursuit l'oratrice, que la Russie est intéressée à une neutralité allemande. "La Russie n'attaquera donc pas l'Allemagne neutre si les Etats-Unis garantissent cette neutralité, de même que l'Amérique doit savoir qu'une attaque de sa part entraînerait l'entrée en guerre de la Russie." Cette neutralité est aussi désirable pour les voisins immédiats de l'Allemagne.

Reste à décider si cette neutralité doit être armée ou non armée, ou très peu armée? Puis l'oratrice indique qu'elle est, et le Pasteur Niemöller également, pour cette dernière solution.

Cette neutralité de l'Allemagne ne doit évidemment pas se limiter à ce domaine, mais comme le prévoit la proposition soviétique, malheureusement pas encore discutée, l'Allemagne doit recevoir la liberté complète d'action dans les domaines économiques et culturels.

Mme FASBINDER précise que ce qu'elle a déclaré précédemment ne représente pas des conditions, mais des possibilités.

Dans une telle Allemagne, neutre et non armée, les idées nazies tellement redoutées auraient peu de terrain. Et, poursuit l'oratrice, on peut observer actuellement en Allemagne de l'Ouest, un certain pessimisme et la "terreur des Russes" est devenue un cas pathologique, qu'il faut combattre.

En conclusion, Mme FASBINDER stipule que la voie de la neutralité certifiée de l'Allemagne ne peut être trouvée que dans la Paix. Chercher cette voie est le devoir de tous les chrétiens. "Malheur si nous échouons!"

Intervient au nom de la délégation de la Conférence d'Odense qui suit les travaux de la Session en observateur.

L'orateur dresse un rapide historique de cette Conférence en soulignant son caractère autonome, la diversité des adhésions qu'elle a suscitées et les difficultés rencontrées auprès des deux gouvernements occidentaux, Français et Danois.

Mr. Nitti démontre que la solution pacifique du problème allemand ne pourra prévaloir si ce pays reste divisé ; s'il ne retrouve pas sa souveraineté au terme d'un véritable traité de Paix. Les accords contractuels qui sont une violation ouverte des accords de Potsdam, aggrave la cassure entre deux parties du monde.

La Conférence d'Odense a montré que les chances de paix résident dans la reconnaissance des droits du peuple allemand, d'une part et de véritables garanties pour les pays voisins d'autre part. La Conférence n'a pu régler tous ces problèmes en l'absence des délégués allemands ; c'est pourquoi une autre conférence aura lieu.

Toutefois, à Odense ont été dégagés des moyens d'action efficaces pour dresser un plan concret acceptable de négociation.

L'orateur conclue en lançant un appel pour qu'il soit fait échec à la ratification et à l'ampliation des accords de guerre.

Monsieur Abderhamann BOUCHAMA (Algérie)

Mr. Bouchama fait tout d'abord état des services exercés dans les pays de l'Afrique du Nord par les colonialistes, emprisonnant, torturant, assassinant même les meilleurs des partisans de la paix.

Les entraves de toutes sortes tentant de paralyser l'action des peuples tunisien, marocain, lybien et égyptien s'unissant pour leur indépendance nationale, sont touterois incapables d'empêcher ces peuples de manifester efficacement en faveur de leurs aspirations.

En Algérie aussi les provocations des colonialistes se heurtent à la volonté aguerrie et irréductible du peuple algérien aidé dans sa lutte par le peuple français.

La simultanéité de cette lutte, du Caire à Casablanca, du Maroc à l'Egypte en passant par Alger, Tunis, Benghazi, son intensifié trouvent leurs raisons non seulement dans la lutte pour l'indépendance et contre la répression mais aussi dans le fait que l'accélération des préparatifs de guerre dresse les peuples de l'Afrique du Nord contre les colonialistes qui tentent de les leur faire accepter précipitamment. C'est ainsi que, tout naturellement, poursuit Mr. Bouchama, la lutte qui soulève nos peuples se relie, contribue même à la solution des problèmes japonais et allemand et à la cessation de la guerre en Corée.

Analysant ensuite les données essentielles contenues dans le rapport connu sous le nom de Rapport Fechteler, Mr. Bouchama explique que la Mer Méditerranée est considérée par les U.S.A. comme un vaste secteur stratégique essentiel pour une future guerre ; c'est dans ce but que toutes les régions le bordant se voient armées militairement au [redacted] tions que l'on spolie et que l'on brime.

Ainsi s'expliquent les entrées approuvées à la séance de la Conférence du Proche et du Moyen-Orient.

Cela montre que c'est dans la Méditerranée et en Afrique du Nord qui reposent essentiellement les plans des incursions pour cette Région du globe. Ainsi se vérifie le fait que la lutte des populations soucieuses de préserver ou de reconquérir leur indépendance nationale, porte des coups décisifs à ceux qui préparent la guerre et apportent une première et décisive contribution à la solution des problèmes cruciaux allemand et japonais ainsi qu'à celui de la guerre de Corée.

Mr. Bouchama poursuit en indiquant la grande résonance de la lutte courageuse des peuples allemand et japonais et de l'héroïsme du peuple coréen, dans les populations de l'Afrique du Nord et du Proche et Moyen-Orient.

Puis Mr. Bouchama explique qu'il nous faut nous adresser à tous, même à ceux qui sont restés encore insensibles, méfiants voire hostiles à nos appels pour la Paix, mais qui se dressent lorsqu'il s'agit de leur patrie, de leur indépendance nationale ou de leur libération d'un joug exécré. L'action pour l'indépendance nationale s'ajoute, se superpose, se confond même avec l'action pour la défense de la Paix.

Cette prise de conscience, avec l'aide du Conseil Mondial de la Paix a compromis la signature du Pacte Méditerranéen. De plus, Mr. Bouchama mentionne le sévère avertissement donné au gouvernement des U.S.A. par la demande de discussion de la question tunisienne à l'Assemblée Générale des Nations Unies, demande appuyée par 20 voix dont celles de 13 états arabes et asiatiques et par près d'un milliard d'êtres humains.

Mr. Bouchama, exprimant la certitude que la puissance des peuples peut faire aboutir cette légitime demande, indique que c'est là une illustration éclatante des liens étroits unissant les problèmes de l'indépendance et ceux de la paix.

Mr. Bouchama souligne encore toute l'importance de cette question et il appelle à rassembler, à l'occasion de la préparation du prochain Congrès, toutes les forces de Paix, la conférence du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord restant, plus que jamais, à l'ordre du jour.

L'orateur conclut en disant :

"Il nous revient, plus qu'jamais, en particulier à la faveur de cette circonstance, de faire la démonstration éclatante à tous les nationalismes, aussi bien arabes qu'allemands ou japonais, que les voies de la paix sont aussi les voies de l'indépendance.

Monsieur le Docteur MAY (France).

L'orateur rappelle que le Conseil Mondial de la Paix avait appelé les peuples à être vigilants et à imposer par toutes les actions possibles la convocation d'une conférence pour la conclusion d'un traité avec une Allemagne démilitarisée, unifiée et pacifique, gage de Paix pour l'Europe et le Monde.

C'est dans ce sens que tous les peuples d'Europe ont également contribué à cette lutte et plus particulièrement le peuple allemand, tant à l'Est qu'à l'Ouest et, ajoute l'orateur,

"nous le saluons, car il a acquis ainsi le droit à notre admiration et à notre reconnaissance".

M. le Dr. MAY parlant de la campagne lancée par le Mouvement Français à propos du problème allemand, indique les accords nombreux et de plus en plus favorables qui sont venus encourager l'action entreprise. Dans les Congrès des différents partis politiques, aux Commissions des Affaires étrangères des deux Assemblées, dans les journaux des diverses tendances politiques, chez les personnalités de toutes opinions, l'inquiétude se fait jour et à la Conférence d'Odense, soutenue par notre Mouvement, il fut permis de faire une synthèse de cette diversité d'opinions allant vers le même but.

M. le Dr. MAY poursuit son discours en examinant la substance même des accords prévus à Lisbonne et signés à Bonn et à Paris. C'est en réalité un allié que se sont fait les trois puissances occidentales et c'est la renaissance d'une armée allemande de douze divisions, soit près de 500.000 hommes qui a été consacrée sous les appellations les plus fallacieuses.

Notre attitude reste constante, en face de cette situation poursuit l'orateur, parce que :

- 1°.- Ces accords consistent à réarmer la moitié de l'Allemagne contre l'autre moitié et contre l'U.R.S.S. au préjudice de l'unité allemande et de la sécurité de l'Europe et du monde.
- 2°.- La plus grande partie de la population de l'Allemagne de l'Ouest est opposée à sa remilitarisation forcée par certains vainqueurs d'hier
- 3°.- Nous respectons les accords signés par la France et particulièrement le Pacte franco-soviétique - toujours en vigueur - mais qui est violé par ces accords.

La proposition soviétique en faveur d'une Conférence à quatre pour la solution pacifique du problème allemand est juste et raisonnable et est la seule issue possible.

Et l'orateur rappelant la ligne de conduite du Mouvement Français de la Paix opposée aux accords contractuels et à la Communauté de Défense Européenne, et favorable à une Conférence à quatre sur le problème allemand, conclut en affirmant qu'avec l'aide de l'opinion publique, avec l'aide des forces pacifiques d'Allemagne et des autres pays, se renforcera la lutte pour l'obtention d'un vrai règlement pacifique du problème allemand.

• •
•

25X1

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP



THIS IS AN ENCLOSURE
DO NOT DETACH

25X1A



LA QUESTION
ALLEMANDE

Un résumé documentaire
de son évolution depuis l'automne 1951



25X1



Comité Allemand de la Paix

Approved For Release 2004/02/19 : CIA-RDP

Un résumé documentaire de son évolution depuis l'automne 1951

Le 12 septembre 1951, à Washington, se terminait une conférence des ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, MM. Acheson, Morrison et Schuman. Elle venait de décider que l'Allemagne occidentale aurait à fournir des troupes aux forces armées de l'organisation du pacte de l'Atlantique du Nord, qu'un accord militaire serait, à cet effet, conclu avec le gouvernement de Bonn, que 250.000 jeunes Allemands seraient, pour commencer, enrôlés et formeraient 12 divisions, qu'enfin l'industrie d'armement d'Allemagne occidentale serait reconstituée à l'aide du plan Schuman et qu'elle serait soustraite à toute influence des forces nationales et démocratiques d'Allemagne.

Le Conseil Mondial de la Paix, dans la résolution prise lors de sa réunion de Vienne sur la question allemande, s'est exprimé à ce sujet comme suit:

"Les accords de Washington et d'Ottawa qui, sans même que le peuple allemand ait été consulté, ont décidé de la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, ont placé tous les peuples devant le fait accompli et devant un danger redoutable."

L'initiative de la Chambre du Peuple

Le 15 septembre 1951, la Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande lança deux appels, l'un adressé au parlement de la République Fédérale d'Allemagne, l'autre à tous les Allemands et à tous les partis et organisations démocratiques allemands. Dans ces appels, la Chambre du Peuple proposait une conférence inter-allemande de représentants de la République Démocratique Allemande et de l'Allemagne occidentale.

La conférence inter-allemande devait avoir les objectifs suivants:

1.- fixer pour toute l'Allemagne des élections libres, égales, démocratiques et au scrutin secret pour une Assemblée Nationale, en vue de la création d'une Allemagne unie, démocratique et pacifique.

2.- revendiquer la conclusion accélérée d'un traité de paix avec l'Allemagne et le retrait consécutif de toutes les troupes d'occupation.

- 2 -

Dans une déclaration gouvernementale [redacted] de le vote de ces appels, le président du Conseil M. Otto Grotewohl avait dit:

"Notre proposition pour des consultations en vue de la convocation d'un Conseil Constituant pour toute l'Allemagne a été repoussée par le gouvernement de Bonn et la Chambre Fédérale. A cette occasion, on a utilisé l'argument qu'il était impossible de se réunir sur une base paritaire parce que la République Fédérale, disait-on, englobait les deux tiers du peuple allemand. Dans notre proposition de composition paritaire, nous nous sommes laissés guider par l'idée qu'il ne pouvait s'agir, dans les consultations, de mettre en minorité les uns ou les autres, mais uniquement d'aboutir à une entente entre Allemands de l'est et de l'ouest. Le nombre des participants à la consultation n'est donc point, dans de tels débats, d'une importance essentielle.

L'autre argument déterminant qui fut employé contre notre proposition était la question des élections dans toute l'Allemagne. Dans ma déclaration du 14 mars 1951 devant la Chambre du Peuple, j'ai déjà dit:

'Les organismes de la République Démocratique Allemande n'ont laissé aucun doute là-dessus: ils sont prêts, à tout moment, à envoyer des représentants munis de pouvoirs, pour discuter ensemble avec les représentants de la République Fédérale les conditions pour la réalisation d'élections libres, générales, égales et directes, à scrutin secret, dans toute l'Allemagne.'

Nous nous en tiendrons à ce principe d'élections libres dans l'avenir comme par le passé. Nous pensons qu'il va de soi que l'on doit assurer une pleine liberté d'action à tous les partis démocratiques dans toute l'Allemagne, et que les élections doivent avoir lieu dans toute l'Allemagne dans des conditions absolument identiques. On doit garantir, à cette occasion, à toutes les personnes, à tous les partis démocratiques et à toutes les associations l'entière liberté personnelle et civique et l'égalité de droits, dans toutes les parties de l'Allemagne. Aux organisations démocratiques doit être assuré le droit de présenter leurs candidats sans entrave et de former des coalitions et des blocs électoraux. Avant tout, il ne doit pas y avoir, avant les élections, d'interdiction de journaux, comme c'est le cas par exemple, régulièrement, pour les journaux communistes en Allemagne occidentale, avant [redacted] ons."

L'attitude soviétique

Le 20 septembre 1951, le président de la Commission de Contrôle Soviétique en Allemagne, le général d'armée V.I. Tchouikov, accorda à un représentant de l'agence de presse A.D.N. (Allgemeiner Deutscher Nachrichtendienst) une interview au cours de laquelle il exprima son attitude à l'égard de la proposition de la Chambre du Peuple. Le général Tchouikov déclara notamment:

"Nous pensons que le peuple allemand et les organes qu'il a élus ont le droit de prendre en mains eux-mêmes le rétablissement de l'unité de l'Allemagne sur une base démocratique et pacifique, de même qu'ils ont le droit de dire qu'il est nécessaire de hâter la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne. Ce droit du peuple allemand découle directement des décisions de la conférence de Potsdam.

En ce qui concerne la seconde proposition de la Chambre du Peuple, celle qui vise à faire exprimer la revendication de la conclusion hâtée du traité de paix avec l'Allemagne par une conférence inter-allemande de représentants de l'Allemagne orientale et occidentale, il n'est pas douteux que cette proposition est juste, elle aussi, et que des actions communes des représentants de l'Allemagne occidentale et orientale dans cette question pourraient contribuer grandement au règlement pacifique du problème allemand et à la préparation et à la signature accélérées du traité de paix avec l'Allemagne.

On sait que le gouvernement soviétique défend, aujourd'hui comme hier, la thèse du rétablissement de l'unité de l'Allemagne sur une base démocratique et pacifique et de la conclusion hâtée d'un traité de paix avec l'Allemagne entraînant le retrait d'Allemagne de toutes les troupes d'occupation. Vous pouvez donc être assuré que tous les efforts faits dans ce sens par les représentants de l'Allemagne orientale comme de l'Allemagne occidentale trouveront l'appui le plus énergique et en même temps absolument désintéressé de l'Union Soviétique."

Le 23 septembre 1951, fut publiée une lettre du président de la Chambre du Peuple, M. Johannes Dieckmann, au bureau du parlement de Bonn. Il y était dit qu' "une partie importante de la presse occidentale, ignorant de toute évidence le texte intégral

et, du même coup, le contenu complet de nos propositions, ne les a pas publiées". M. Dieckmann demandait qu'il'on fit "en sorte que nos propositions puissent être discutées en toute loyauté et en toute équité par notre peuple".

La réaction du gouvernement fédéral

Le lendemain de l'appel de la Chambre du Peuple, le 16 septembre 1951, le journal "Neue Zeitung", qui porte en sous-titre: "Journal américain pour l'Allemagne", publia l'information suivante:

"Bonn (A.P.). - Un porte-parole gouvernemental de Bonn a qualifié la proposition de la 'Chambre du Peuple' de la zone soviétique de 'manœuvre de propagande'. La déclaration de Grotewohl, a-t-il dit, tente de 'faire miroiter aux yeux de l'opinion publique allemande le vain espoir d'une réunification de l'Allemagne, en la présentant comme réalisable dans les circonstances actuelles'."

Le 18 septembre 1951, M. Adenauer répondit à l'appel lancé par la Chambre du Peuple au parlement de Bonn par un discours sur la situation intérieure et extérieure, discours diffusé par toutes les stations de radio d'Allemagne occidentale. Il y dit notamment:

"Les ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis, de la France et de l'Angleterre ont publié sur la conférence tenue par eux à Washington le 14 septembre dernier des communiqués qui sont de la plus haute importance pour nous Allemands, mais pas pour nous seuls, mais pour toute l'Europe et pour le monde.

Le contenu de ces communiqués vise en tout premier lieu à faire participer l'Allemagne à la défense de l'Occident et à unifier l'Europe.

Or, voici qu'à la suite des déclarations faites à Washington par les trois ministres des Affaires Etrangères, M. Grotewohl, soudainement, s'adresse dans un appel à la Chambre Fédérale. Il dit qu'il souhaite l'organisation d'élections dans l'ensemble de l'Allemagne, en vue de la réunion d'une Assemblée Nationale qui aurait à créer une Allemagne unifiée, démocratique et pacifique. Dans un long discours

du Peuple de la zone orientale, il [redacted] avant,
le retrait de toutes les troupes d'occupation. M. Grotewohl avait
déjà dit la même chose précédemment, et il l'a fait à plusieurs
reprises.

L'appel actuel de M. Grotewohl est un pendant à la note du
gouvernement soviétique adressée au gouvernement français avant
la conférence de San Francisco. Dans cette note, le gouvernement
soviétique s'est efforcé d'influencer la France afin qu'elle
s'abstienne de signer le traité de paix avec la Japon. Dans
son appel d'aujourd'hui, le S.E.D. (Parti Socialiste Unitaire
d'Allemagne), ou plutôt son leader M. Grotewohl, à la demande
de la Russie Soviétique, tente d'empêcher l'intégration de
l'Europe. Tout cela est tellement clair, c'est trop clair pour
que qui que ce soit s'y laisse prendre. C'est pourquoi nous
voulons l'intégration de l'Europe."

Ce discours de M. Adenauer fut publié dans la presse de la
République Démocratique Allemande.

A la séance du parlement de Bonn du 27 septembre 1951, la
proposition de la Chambre du Peuple figurait à l'ordre du jour.
Le chancelier Adenauer, dans sa déclaration gouvernementale
approuvée par la majorité du parlement, annonça que le cabinet
de Bonn présenterait au parlement fédéral un règlement électoral
dont les points techniques. Ce règlement général
pour la désignation d'une Assemblée Nationale, dit-il, doit
être élaboré sans que des pourparlers directs aient lieu entre
des représentants de l'Allemagne orientale et occidentale.
Adenauer affirma que des élections dans l'ensemble de l'Alle-
magne "devaient être préparées et organisées sous le contrôle
des Nations Unies". C'était là, dit-il, une affaire qui concernait
les puissances d'occupation. Ni M. Adenauer ni les porte-parole
du groupe parlementaire du S.P.D. (Parti Social-Démocrate d'Alle-
magne) ne consacrèrent un seul mot à la question du traité de paix.

Le 6 octobre 1951, on annonça à Bonn que le gouvernement fédéral
avait remis aux Hauts-Commissaires, avec prière de transmettre
aux Nations Unies, une note où était proposée la formation d'une
commission neutre qui devait, sous contrôle des Nations Unies,
examiner les conditions d'élections libres à une Assemblée
Nationale pour l'ensemble de l'Allemagne.

Second appel de la Chambre du Peuple au Parlement fédéral

Le 10 octobre 1951, la Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande, dans une séance extraordinaire, et après avoir entendu une déclaration gouvernementale du président du Conseil M. Grotewohl, adressa un nouvel appel au parlement fédéral de Bonn. Elle y enregistra que le parlement fédéral avait discuté l'appel de la Chambre du Peuple du 15 septembre, mais qu'il n'avait pas donné de réponse directe à la proposition concernant la convocation d'une conférence inter-allemande. "Nous ignorons", y lit-on, "pourquoi la Chambre Fédérale n'a pas répondu aux propositions clairement formulées dans l'appel de la Chambre du Peuple." Et plus loin:

"Bien qu'un ordre du jour précis ait été proposé pour cette conférence inter-allemande, la Chambre Fédérale s'est bornée à exposer uniquement son point de vue quant à la question de procéder à des élections pour l'ensemble de l'Allemagne afin de constituer une Assemblée Nationale. Quant au deuxième point de négociation qui avait été proposé, à savoir: l'accélération de la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne, la Chambre Fédérale n'a point pris position, elle a éludé cette question en la passant sous silence. Et pourtant, la question de l'accélération de la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne est d'une importance capitale pour le destin ultérieur de l'Allemagne, et constitue à l'heure actuelle l'une des revendications essentielles du peuple allemand.

La Chambre du Peuple juge acceptables la plupart des propositions faites par la Chambre Fédérale dans sa séance du 27 septembre quant aux conditions dans lesquelles devraient être effectuées des élections pour l'ensemble de l'Allemagne (les 14 points). A part ces questions, il existe cependant d'autres problèmes encore que les représentants de l'Allemagne de l'est et de l'Allemagne de l'ouest doivent examiner au cours de la conférence inter-allemande, afin de garantir des élections démocratiques dans toute l'Allemagne.

La Chambre du Peuple juge opportun d'examiner, au cours de la conférence inter-allemande, la question d'un contrôle international des élections."

En terminant, la Chambre du Peuple demande à la Chambre Fédérale de répondre clairement à la proposition d'une conférence inter-allemande devant discuter de l'organisation d'élections libres et de la concl

- 7 -

Au cours de la même séance, la Chambre du Peuple vota une protestation contre les négociations secrètes menées par M. Adenauer avec les trois Hauts-Commissaires sur l'incorporation de l'Allemagne occidentale dans le pacte atlantique. Le président du Conseil M. Otto Grotewohl, dans sa déclaration gouvernementale, avait dit entre autre:

"Dans nos propositions en vue de la convocation d'une conférence inter-allemande, nous n'avons posé aucune exigence ni aucune condition. Nous sommes profondément convaincus que ces conceptions concordent de la façon la plus étroite avec la conviction et les aspirations de l'immense majorité de notre peuple.

Ce serait une grosse erreur de penser que les puissances étrangères puissent rétablir l'unité de l'Allemagne sans notre coopération. Même si les puissances d'occupation prennent cette décision sur l'unité de l'Allemagne, il n'en subsiste pas moins, pour nous Allemands, le devoir de nous entendre entre nous, afin de donner vie à ces décisions des puissances d'occupation et de les rendre effectives. Dans le meilleur des cas, toutes ces décisions peuvent se réduire à un cadre formel et d'organisation. La tâche des Allemands est et reste d'apporter eux-mêmes la substance politique dans cette réglementation formelle. Le rétablissement de l'unité de l'Allemagne, l'accélération de la conclusion d'un traité de paix sont la tâche des Allemands eux-mêmes. C'est pourquoi nous avons besoin de négociations inter-allemandes."

Le 16 octobre 1951, parlant devant la Chambre Fédérale, M. Adenauer rejeta à nouveau les propositions de la Chambre du Peuple. Il disait que l'on "ne pouvait entrer en pourparlers qu'avec ceux qui sont prêts à reconnaître sans réserves un ordre basé sur la liberté, la protection des droits de l'homme et la sauvegarde de la paix".

Echange de lettres entre MM. Wilhelm Pieck et Theodor Heuss

Le 2 novembre 1951, le Président de la République Démocratique Allemande, M. Wilhelm Pieck, adressa au Président de la République Fédérale, M. Theodor Heuss, une lettre où il déclare notamment:

- 8 -

"Le refus qu'opposent à toutes les propositions du gouvernement et de la Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande le gouvernement Adenauer et la majorité de la Chambre Fédérale laisse discerner l'intention d'empêcher toute entente entre l'Allemagne de l'est et l'Allemagne de l'ouest. Etant donné leur haute responsabilité envers le peuple, les Présidents des deux parties de l'Allemagne ont le devoir d'agir en sorte qu'il ne soit point fait appel à ces décisions étrangères pour trancher des questions cruciales de l'Allemagne, mais qu'en première ligne, les Allemands s'entendent entre eux.

C'est pourquoi je vous propose une entrevue au cours de laquelle nous examinerons la façon de frayer la voie à la convocation d'une conférence commune pour l'ensemble de l'Allemagne, afin d'amener l'unification pacifique de l'Allemagne et d'accélérer la conclusion urgente et nécessaire d'un traité de paix avec l'Allemagne.

En ce qui concerne la vérification des conditions préalables pour l'organisation d'élections libres, je vous communique que le gouvernement de la République Démocratique Allemande est d'accord avec cette vérification dans toutes les parties de l'Allemagne. Mais il est d'avis que cette vérification pourrait être effectuée le plus utilement par les Allemands eux-mêmes, par une commission composée de représentants de l'Allemagne de l'est et de l'Allemagne de l'ouest, sous le contrôle des quatre puissances, contrôle exercé par les représentants de l'Union Soviétique, des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de la France."

La réponse à cette lettre fut remise le 7 novembre 1951. Elle apportait le rejet des propositions formulées par le Président Pieck. Le Président Heuss disait notamment:

"Le jugement que vous portez sur la situation actuelle et le ton que vous employez pour l'exprimer doivent faire douter dès l'abord de la possibilité du contact que vous suggérez. Votre polémique contre le gouvernement fédéral et la Chambre Fédérale est telle qu'elle ébranle le sérieux de votre proposition. Une discussion menée sur ce plan est a priori inutile et deviendrait seulement la source de nouvelles déceptions. Je crains également que la tentative de trouver une base commune de définition, par exemple

[redacted] [redacted]

pour le slogan 'remilitarisation' employé par vous, ou pour la notion de ce qui est 'démocratique', ne soit vouée à l'échec.

Vous rejetez, en ce qui concerne les conditions de l'organisation d'élections libres, la proposition du gouvernement fédéral et de la Chambre Fédérale visant à charger une commission neutre des Nations Unies de la contrôler. En accord avec votre gouvernement, vous suggérez qu'une commission composée de représentants de l'Allemagne orientale et occidentale et travaillant sous contrôle quadriparti soit instituée à cet effet. Je considère que cette proposition, qui revient au fond à redonner vie au Conseil de Contrôle Interallié, constitue une régression par rapport à l'aspect que prend pour l'ensemble de l'Allemagne le chemin de l'indépendance de l'Etat."

A cette lettre, le Président Wilhelm Pieck répondit le 20 novembre 1951 par un second message au Président Heuss. Il y dit notamment:

"Du moment qu'il existe l'aspiration sincère vers une Allemagne unie, démocratique et pacifique ainsi que la volonté loyale de mettre les intérêts de l'unité de notre patrie et la reconquête de sa pleine souveraineté au-dessus des intérêts étroits des partis ou des groupes, ou des désirs de certaines forces étrangères, il n'y a aucun obstacle à une entente.

Je suis profondément convaincu que par des négociations inter-allemandes, une entente est possible sur deux questions fondamentales:

- a) sur la tenue d'élections libres à une Assemblée Nationale ayant pour but l'établissement d'une Allemagne unie, démocratique et pacifique, ainsi que sur la loi électorale nécessaire à cette fin.
- b) sur la revendication d'accélérer la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne.

Tous les intérêts particuliers doivent être subordonnés à ces deux questions fondamentales pour l'existence et l'avenir pacifique de notre peuple. C'est pourquoi la haute responsabilité de leurs fonctions impose aux présidents des deux parties de l'Allemagne de favoriser le plus efficacement possible une entente sur ces questions vitales de la nation.

Vous déclarez voir dans la décision du gouvernement Adenauer et de la majorité de la Chambre Fédérale de s'adresser à l'O.N.U. pour examiner les possibilités de tenir des élections libres, une 'proposition positive et constructive'. Le gouvernement Adenauer, en s'adressant avec une telle demande à l'O.N.U., met le peuple allemand au même niveau qu'un peuple colonial, ce contre quoi le peuple allemand protestera avec énergie. C'est le droit légitime des Allemands de s'entendre eux-mêmes sur l'organisation d'élections libres et d'en examiner les possibilités dans toutes les parties de l'Allemagne."

La question allemande et les Nations Unies

Le 8 novembre 1951, parlant devant l'Assemblée Plénière des Nations Unies à Paris, le ministre des Affaires Etrangères des Etats Unies, M. Acheson, annonça:

"Nous sommes en présence d'une proposition devant être mise à l'ordre du jour de l'Assemblée Plénière et prévoyant la constitution d'une commission internationale impartiale sous contrôle des Nations Unies. La commission devra procéder à des enquêtes simultanées en Allemagne occidentale, à Berlin et dans la zone orientale de l'Allemagne. L'objectif de ces enquêtes serait de vérifier si les conditions qui y règnent permettent de tenir dans ces territoires des élections réellement libres.

C'est là un effort constructif qui offre l'occasion de prouver leur bonne volonté à ceux qui affirment qu'ils appuient une réunification de l'Allemagne."

Au cours du débat de l'Assemblée Plénière sur la mise à l'ordre du jour de la proposition des puissances occidentales concernant la question allemande, le ministre soviétique des Affaires Etrangères M. Vychinski déclara:

"Souvenons-nous que l'article 107 fixe avec rigueur les limites de la compétence des Nations Unies. Il interdit l'ingérence de l'organisation des Nations Unies dans des actions entreprises ou sanctionnées, à la suite de la seconde guerre mondiale, par des gouvernements responsables de telles actions, en ce qui concerne tout Etat ayant été pendant la seconde guerre mondiale l'ennemi d'un des signataires de la Charte des Nations Unies.

L'article 107 déclare expressément que la Charte n'enlève à aucune action de ce genre sa validité légale et ne s'oppose pas à ces actions. Ce serait donc une violation ouverte et grossière de l'article 107 de la Charte, ce serait en conséquence une violation des engagements pris en vertu du traité international qu'est la Charte, que de mettre la question allemande sous une forme quelconque à l'ordre du jour."

M. Vychinski poursuit:

"La proposition de créer une commission internationale pour enquêter en Allemagne ne peut venir que de ceux qui ne comprennent pas ce fait simple qu'on ne peut considérer l'Allemagne comme une colonie sans culture, sans droits et arriérée, où il n'existe pas de partis politiques et où il n'y a pas encore eu d'élections parlementaires. Il ne faut pas oublier que l'Allemagne a vécu pendant plus d'un siècle sous un régime parlementaire comportant des élections générales et des partis politiques organisés. Ce serait donc une insulte à la nation allemande que de lui présenter des exigences comme on les présente habituellement à des pays arriérés comme la Tunisie et le Maroc.

Le seul chemin efficace pour résoudre la question allemande est celui qu'a proposé le gouvernement de la République Démocratique Allemande.

Ce sont les Allemands eux-mêmes, par le moyen d'une commission où seraient représentées l'Allemagne orientale et occidentale, qui peuvent sous le contrôle des quatre puissances d'occupation, effectuer une enquête sur les conditions de l'organisation d'élections libres dans l'ensemble de l'Allemagne, s'ils considèrent que cela est indiqué."

Le 4 décembre 1951, la deuxième commission politique des Nations Unies décida d'inviter des représentants de l'Allemagne occidentale et de la République Démocratique Allemande à participer aux débats qui devaient avoir lieu à Paris sur la question d'élections dans l'ensemble de l'Allemagne.

Le 8 décembre, les délégués de la République Fédérale d'Allemagne se présentèrent devant la commission "ad hoc" des Nations Unies à Paris. Leur porte-parole, le député à la Chambre Fédérale

M. von Brentano, déclara que le gouvernement fédéral donnait son accord à l'envoi d'une commission internationale chargée d'enquêter sur les conditions d'élections en Allemagne. Il fit un réquisitoire prolongé contre la République Démocratique Allemande où, prétendit-il, des élections libres n'étaient pas réalisables. (Le discours de M. von Brentano n'a pas été reproduit dans son texte original par la presse d'Allemagne occidentale. Nous ne pouvons donc le citer ici.)

Le chef de la délégation de la République Démocratique Allemande, le vice-Président du Conseil M. Lothar Bolz, dans la déclaration qu'il fit devant la commission le 11 décembre 1951, souligna:

"Nos propositions en vue d'organiser des élections libres dans toute l'Allemagne et de faire hâter la conclusion d'un traité de paix par la convocation d'une conférence englobant l'ensemble de l'Allemagne, ont trouvé l'appui du peuple allemand pacifique tout entier, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Cela est de notoriété mondiale et a été reconnu par les journaux les plus réactionnaires. Et pourtant, les puissances d'occupation occidentales et le gouvernement de l'Allemagne occidentale qui dépend d'elles, ont opposé à ces propositions un refus catégorique. Ils ont montré qu'ils étaient opposés à des élections d'où doit sortir une Assemblée Nationale pour l'ensemble de l'Allemagne en vue de créer une Allemagne démocratique et unie; qu'ils étaient opposés à la rapide conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne entière.

Cette attitude négative n'est point due au hasard. Elle résulte au contraire de l'attitude fondamentale de leur politique à l'égard de l'Allemagne. Quand on veut la remilitarisation, on ne peut vouloir des élections libres dans l'ensemble de l'Allemagne, car il est impossible d'obtenir par de telles élections l'accord du peuple allemand à la politique de remilitarisation. Bien au contraire: des élections à une Assemblée Nationale allemande conduiront à la formation d'un Etat uni et pacifique...

La décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies de mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée générale la constitution d'une commission de vérification met en doute la possibilité d'élections dans l'ensemble de l'Allemagne. Pour la majorité du

- 13 -

peuple allemand qui aspire à l'unité de sa patrie et à la paix, il n'existe pas le moindre doute sur la nécessité et la possibilité d'élections libres dans toute l'Allemagne. La seule question qui se pose et qui puisse se poser, c'est l'élaboration entre Allemands eux-mêmes des conditions dans lesquelles ces élections peuvent avoir lieu et peuvent aboutir à une solution...

Nous sommes décidés à apporter notre contribution pour que la question de la tenue d'élections allemandes ne dégénère pas en délibérations infinies et stériles, pour être finalement enterrée. Le peuple allemand épris de paix se dressera de toutes ses forces et de toute son énergie pour faire échouer de tels plans. Il repousse la constitution d'une commission de vérification des Nations Unies comme une immixtion dans ses affaires intérieures..."

Le 19 décembre 1951, la deuxième commission politique des Nations Unies approuva la formation, proposée par les puissances occidentales, d'une commission des Nations Unies chargée d'enquêter sur les conditions d'élections dans l'ensemble de l'Allemagne. Des représentants du Brésil, de l'Islande, des Pays-Bas et du Pakistan devaient faire partie de cette commission. Etant donné que le gouvernement de la République Démocratique Allemande considère la formation de la commission comme illégale, qu'il considère l'existence de la commission et l'activité qu'elle se propose comme contraires à la Charte des Nations Unies et aux accords internationaux sur l'Allemagne, la commission n'est pas entrée en fonctions.

La loi électorale en vue d'élections dans l'ensemble de l'Allemagne

Le service de presse du gouvernement fédéral de Bonn diffusa, le 2 novembre 1951, un projet de loi voté par le cabinet sur "les principes de base d'élections libres à une Assemblée Nationale Constituante allemande". Le Conseil Fédéral et la Chambre Fédérale devaient prendre position au sujet de ce projet avant qu'il ne fût transmis aux puissances d'occupation.

De son côté, le gouvernement de la République Démocratique Allemande soumit, le 2 janvier 1952, à l'opinion publique un projet de loi électorale en vue d'élections dans l'ensemble de l'Allemagne. Le 9 janvier 1952, la Chambre du Peuple vota la résolution suivante:

- 15 -

- 1.- La Chambre du Peuple approuve le projet, présenté par le gouvernement, d'une loi électorale en vue d'élections à une Assemblée Nationale dans l'ensemble de l'Allemagne.
- 2.- Ce projet est la contribution de la République Démocratique Allemande à la délibération sur une loi électorale applicable à l'Allemagne entière.
- 3.- La contribution de la République Démocratique Allemande à l'établissement d'une loi électorale en vue d'élections à une Assemblée Nationale dans l'ensemble de l'Allemagne sera transmise au parlement fédéral de Bonn et est soumise au peuple allemand, de sorte qu'un échange de vues libre et franc peut s'ouvrir sur le projet de loi.
- 4.- La Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande délègue cinq représentants dans une commission inter-allemande qui comprendra en outre cinq représentants de l'Allemagne occidentale, et qui aura à délibérer sur une loi électorale valable dans toute l'Allemagne. La commission sera chargée d'examiner le projet de la Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande et celui de la Chambre Fédérale de l'Allemagne occidentale."

Le projet de loi électorale de la République Démocratique Allemande fut remis le 10 janvier 1952 au président de la Chambre Fédérale de l'Allemagne occidentale, M. Ehlers.

Le 15 janvier 1952, un porte-parole du gouvernement fédéral fit savoir que le gouvernement fédéral allait réviser son projet de loi électorale pour l'ensemble de l'Allemagne, afin de réunir une majorité aussi importante que possible. Le texte alors existant, dit-il, avait peu de chance de trouver une telle majorité.

Le 6 février 1952, le gouvernement fédéral présenta à la Chambre Fédérale son projet dans une forme nouvelle, modifiée ou abrégée en plusieurs points. La majorité l'approuva. Le projet fut transmis aux puissances d'occupation occidentales et à la commission "ad hoc" des Nations Unies. Ni le gouvernement, ni la Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande ne le reçurent.

Les projets respectifs des gouvernements de Berlin et de Bonn se différencient surtout par les points suivants:

Le projet de la République Démocratique Allemande prévoit de faire une région électorale de chacun des Laender ("pays") qui composent l'Allemagne. Bonn désire que l'Allemagne entière forme une région électorale unique.

La République Démocratique Allemande propose que l'âge minimum donnant droit au vote soit fixé à dix-huit ans. Bonn propose que cet âge soit fixé à vingt ans.

Des listes de candidats de partis nouveaux, n'ayant pas existé jusqu'à présent, doivent, d'après le projet de la République Démocratique Allemande, porter la signature de 500 électeurs. Le projet de Bonn fixe ce nombre à 10.000 électeurs.

Selon le projet de Bonn, une liste de candidats qui ne réunit pas au moins 5 pour cent des votes exprimés dans un "pays", n'a aucun élu. Le projet de la République Démocratique Allemande ne contient aucune restriction de ce genre.

Pour un traité de paix

Le 13 février 1952, le gouvernement de la République Démocratique Allemande adressa aux quatre puissances un message les priant de hâter la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne. On y lisait:

"Bien que près de sept ans soient passés depuis la capitulation de l'Allemagne hitlérienne, l'Allemagne n'a pas encore le traité de paix auquel elle a droit.

Le peuple allemand est pleinement conscient de la responsabilité que lui a laissée la guerre hitlérienne; cependant il ne croit pas qu'il est traité avec justice.

Le traité de paix avec l'Allemagne est nécessaire au peuple allemand afin d'en terminer avec la division du pays et de créer un Etat unifié, indépendant, démocratique et pacifique.

Le traité de paix rendrait possible le développement pacifique de l'Etat allemand et assurerait, en accord

- 16 -

avec les intérêts nationaux du peuple allemand, la paix en Europe.

Le traité de paix avec l'Allemagne est nécessaire afin d'écartier le danger de la renaissance du militarisme allemand et d'empêcher que celui-ci ne tente de nouvelles agressions.

Le traité de paix permettrait au peuple allemand de mettre ses forces pleinement et entièrement au service de la construction pacifique.

Le traité de paix assurerait également l'établissement rapide de relations normales entre l'Allemagne et les autres Etats, et placerait le peuple allemand dans une situation d'égalité avec tous les peuples pacifiques du monde.

Le gouvernement de la République Démocratique Allemande déclare qu'il s'emploiera avec fermeté et résolution à la réalisation de ces principes. Il combattra résolument toute tentative de ranimer le militarisme allemand qui menace d'entraîner l'Allemagne dans une nouvelle guerre mondiale."

En même temps que ce message était lancé, le président du Conseil M. Grotewohl s'adressa au gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, auquel il faisait parvenir une copie du message lancé aux quatre grandes puissances. Il exprima l'espoir "que le gouvernement de la République Fédérale donnerait son adhésion à ces propositions conformes aux vœux et aux intérêts du peuple allemand".

La réponse du gouvernement soviétique au message du gouvernement de la République Démocratique Allemande fut remise le 20 février 1952. Le gouvernement soviétique faisait savoir qu'il partageait les conceptions du gouvernement de la République Démocratique Allemande au sujet de la nécessité de conclure sans délai un traité de paix, et poursuivit:

"Conscient que la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne est de la plus haute importance pour l'affermissement de la paix en Europe, le gouvernement soviétique, de son côté, fera tout ce qui est dans son pouvoir pour hâter la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne et le rétablissement de l'unité de l'Etat allemand."

- 17 -

Le 22 février 1952, le gouvernement fédéral de l'Allemagne occidentale prit position négativement à l'égard de la proposition du président du Conseil M. Grotewohl. En guise de motif, il invoqua que la lettre du gouvernement de la République Démocratique Allemande ne mentionnait pas expressément une participation allemande à la conférence de paix:

"L'Allemagne devrait être représentée à la conférence de paix par un gouvernement désigné par le peuple allemand entier dans un vote libre et secret. La première étape vers la conférence de paix serait donc constituée par des élections générales, libres et secrètes dans l'ensemble de l'Allemagne, sous contrôle international."

Le conseil des ministres de la République Démocratique Allemande vota alors, le 3 mars 1952, une déclaration disant notamment:

"Le gouvernement de Bonn a déclaré qu' 'un traité de paix garantissant l'unité, la liberté, l'indépendance et la sécurité de l'Allemagne était et demeure le but du gouvernement fédéral'. Mais en même temps, il a eu recours, dans sa déclaration, à des prétextes inadmissibles, afin d'éluder la question principale, c'est-à-dire la proposition concernant la conclusion hâtée d'un traité de paix avec l'Allemagne."

Le gouvernement de Bonn déclare maintenant que l'Allemagne doit d'abord être unifiée, et qu'ensuite seulement il pourra être question d'un traité de paix. Or, il a rejeté, voici quelques semaines, la proposition de la République Démocratique Allemande en vue de l'unification pacifique de l'Allemagne. A ce moment-là déjà, il a évité de se prononcer clairement sur la question d'un traité de paix."

Après avoir énuméré les efforts de la République Démocratique Allemande en faveur de l'unité de l'Allemagne, et dénoncé le "traité général" (accords contractuels) que le gouvernement de Bonn se préparait à conclure avec les puissances occidentales, le gouvernement de la République Démocratique Allemande conclut:

"Les faits prouvent que la politique de Bonn signifie la préparation d'une troisième guerre mondiale, le déclenchement d'une guerre fratricide entre Allemands et la destruction de l'Allemagne;

une telle politique est contraire aux intérêts vitaux du peuple allemand.

Notre peuple exige du gouvernement de Bonn une réponse franche disant si celui-ci est pour ou contre la conclusion hâtée d'un traité de paix avec l'Allemagne. Cette réponse doit être claire et ne comporter aucune ambiguïté."

Quant aux gouvernements des puissances occidentales, ils n'ont pas répondu au message du gouvernement de la République Démocratique Allemande.

Proposition soviétique pour un traité de paix

Le 10 mars 1952, le gouvernement soviétique remit aux ambassades des puissances occidentales à Moscou une note contenant un projet de "principes du traité de paix avec l'Allemagne", proposant de discuter ce projet et affirmant que le gouvernement soviétique était prêt à considérer également d'autres propositions qui pourraient être éventuellement formulées sur cette question. Voici le projet soviétique:

"Principes du traité de paix avec l'Allemagne"

Participants:

Grande-Bretagne, Union Soviétique, Etats-Unis, France, Pologne, Tchécoslovaquie, Belgique, Pays-Bas et autres Etats dont les forces armées ont pris part à la guerre contre l'Allemagne.

Principes politiques:

- 1.- L'Allemagne est rétablie en tant qu'Etat unique. Un terme est ainsi mis à la division de ce pays, et l'Allemagne unifiée obtient la possibilité de se développer comme Etat indépendant, démocratique et pacifique.
- 2.- Toutes les forces armées des puissances occupantes doivent être retirées d'Allemagne un an au plus tard après l'entrée en vigueur du traité de paix. En même temps seront liquidées toutes les bases militaires étrangères en territoire allemand.
- 3.- Les droits démocratiques doivent être garantis au peuple allemand, de sorte que tous les ressortissants allemands,

sans distinction de race, de sexe, de langage ou de religion jouissent des droits de l'homme et des libertés essentielles, y compris la liberté de la parole, de la presse, des cultes, des convictions politiques et des réunions.

- 4.- Doit être assurée en Allemagne la libre activité des partis et organisations démocratiques; ceux-ci auront le droit de régler librement leurs affaires intérieures, de tenir des congrès et réunions, d'user de la liberté de la presse et de publications.
- 5.- L'existence d'organisations hostiles à la démocratie et à la paix ne doit pas être tolérée sur le territoire de l'Allemagne.
- 6.- Tous les anciens militaires allemands, y compris les officiers et les généraux, tous les anciens nazis, à l'exception de ceux qui purgent des peines pour les crimes qu'ils ont commis, doivent bénéficier des mêmes droits civiques et politiques que tous les autres citoyens allemands, afin de pouvoir participer à l'édification d'une Allemagne pacifique et démocratique.
- 7.- L'Allemagne s'engage à n'adhérer à aucune coalition ou alliance militaire dirigée contre une quelconque des puissances dont les forces armées ont pris part à la guerre contre l'Allemagne.

Territoire:

Le territoire de l'Allemagne est délimité par les frontières établies par les décisions de la conférence des grandes puissances à Potsdam.

Principes économiques:

Aucune restriction n'est imposée au développement de l'économie civile de l'Allemagne, qui doit contribuer au mieux-être du peuple allemand.

Aucune restriction ne sera non plus imposée à l'Allemagne en ce qui concerne le commerce avec les autres pays, la navigation maritime, l'accès aux marchés mondiaux.

Principes militaires:

- 1.- L'Allemagne sera autorisée à avoir les forces armées nationales (terrestres, aériennes et navales) nécessaires à la défense du pays.

2.- L'Allemagne est autorisée à produire du matériel de guerre dont la quantité et les catégories ne doivent pas dépasser le cadre de ce qui est indispensable aux forces armées établies pour l'Allemagne par le traité de paix.

L'Allemagne et l'organisation des Nations Unies:

Les Etats signataires du traité de paix soutiendront la candidature de l'Allemagne à l'Organisation des Nations Unies."

Echange de notes entre les puissances occidentales et l'Union Soviétique

Les gouvernements des trois puissances occidentales remirent le 25 mars 1952 leur réponse au gouvernement soviétique. Ils y déclarèrent que des élections libres ne peuvent avoir lieu que dans des conditions "garantissant les libertés nationales et individuelles du peuple allemand". La note poursuivait:

"L'Assemblée Plénière des Nations Unies a nommé une commission chargée de vérifier si cette première condition existe. La commission doit effectuer des enquêtes simultanées dans la République Fédérale, dans la zone soviétique et à Berlin."

Et plus loin:

"Les propositions du gouvernement soviétique ne donnent aucune indication en ce qui concerne la position internationale d'un gouvernement de l'ensemble de l'Allemagne avant la conclusion d'un traité de paix allemand. Le gouvernement américain pense que le gouvernement de l'ensemble de l'Allemagne devrait être libre de conclure, avant comme après la signature d'un traité de paix, des alliances conformes aux principes et aux objectifs des Nations Unies.

En formulant ses propositions pour un traité de paix allemand, le gouvernement soviétique s'est déclaré prêt à considérer également d'autres propositions. Le gouvernement des Etats-Unis a pris note de cette déclaration. Il pense qu'il ne sera pas possible d'entrer dans une discussion détaillée d'un traité de paix avant que n'existent les conditions d'élections libres et qu'ait été formé un gouvernement libre pour l'ensemble de

l'Allemagne pouvant prendre part à de telles discussions. Plusieurs questions de principe se posent qui devraient également être résolues.

C'est ainsi que le gouvernement américain prend note de la déclaration du gouvernement soviétique selon laquelle le territoire sur lequel s'étend la souveraineté allemande serait déterminé par les frontières fixées dans les décisions de la conférence de Potsdam. Le gouvernement américain désire rappeler qu'en réalité les décisions de Potsdam n'ont pas fixé de frontières allemandes définitives, qu'elles prévoient clairement que la décision définitive sur les questions territoriales doit être réservée à un règlement de paix.

Le gouvernement américain constate également que le gouvernement soviétique est actuellement d'avis que le traité de paix doit prévoir la constitution de forces armées nationales allemandes sur terre, dans les airs et sur mer, tout en limitant la liberté de l'Allemagne de conclure des alliances avec d'autres pays. Le gouvernement américain pense que de telles stipulations signifient un pas en arrière et sont susceptibles de mettre en danger le commencement d'une ère nouvelle en Europe où les relations internationales reposent sur la coopération, et non sur la rivalité et la méfiance.

Convaincu de la nécessité d'une politique d'unité européenne, le gouvernement américain appuie pleinement les plans qui doivent assurer la participation de l'Allemagne à une communauté européenne purement défensive, sauvegarder la liberté, prévenir l'agression et exclure la renaissance du militarisme. Le gouvernement américain est d'avis que la proposition du gouvernement soviétique concernant la constitution de forces armées nationales allemandes est incompatible avec la réalisation de ce but. Il est en outre convaincu que cette politique d'unité européenne ne peut menacer les intérêts d'aucun autre pays et constitue le véritable chemin vers la paix."

Le 9 avril 1952, le gouvernement soviétique, en réponse aux notes des puissances occidentales du 25 mars, adressa une nouvelle note au gouvernement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. On y lit:

"L'urgence de la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne exige que les gouvernements de l'Union Soviétique, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France prennent des mesures immédiates pour unifier l'Allemagne et former un gouvernement pour l'ensemble de l'Allemagne.

En ce qui concerne la proposition qu'une commission des Nations Unies soit chargée d'examiner si les conditions d'élections libres dans l'ensemble de l'Allemagne existent, cette proposition est contraire à la Charte des Nations Unies, dont l'article 107 exclut une ingérence des Nations Unies dans les affaires allemandes. Une telle vérification pourrait être faite par une commission formée par les quatre puissances qui exercent en Allemagne des fonctions d'occupation.

Le gouvernement des Etats-Unis avait la possibilité de se familiariser avec le projet de principes d'un traité de paix avec l'Allemagne proposée par le gouvernement soviétique. Or, il n'a pas consenti à entrer dans la discussion ~~des~~ projet, et il n'a de son côté proposé aucun autre projet de traité de paix.

Dans le projet soviétique d'un traité de paix avec l'Allemagne, il est dit: 'L'Allemagne sera autorisée à avoir les forces armées nationales (terrestres, aériennes et navales) nécessaires à la défense du pays.' Il ne peut y avoir de doute que, tant dans l'intérêt de la paix que dans celui de la nation allemande, il vaudrait beaucoup mieux créer de telles forces armées destinées à la défense, plutôt que de constituer en Allemagne occidentale des troupes de mercenaires dévoués aux revanchards et commandés par des généraux fascistes hitlériens qui sont prêts à précipiter l'Europe dans l'abîme d'une troisième guerre mondiale.

En ce qui concerne les frontières de l'Allemagne, le gouvernement soviétique considère que les décisions prises à ce sujet par la conférence de Potsdam, acceptées par le gouvernement des Etats-Unis comme par ceux de l'Union Soviétique et de la Grande-Bretagne, et auxquelles la France a adhéré, sont parfaitement suffisantes et définitives.

Le gouvernement soviétique propose encore une fois au gouvernement des Etats-Unis d'entrer, ensemble avec les gouvernements de la

Grande-Bretagne et de la France, dans l'examen d'un traité de paix avec l'Allemagne et de la question de l'unification de l'Allemagne et de la formation d'un gouvernement pour l'ensemble de l'Allemagne. Le gouvernement soviétique ne voit aucune raison d'ajourner la solution de ces questions."

Dans sa séance du 17 avril 1952, le conseil des Ministres de la République Démocratique Allemande examina la situation actuelle, extrêmement sérieuse pour le peuple allemand. Il vota une déclaration dans laquelle on lit:

"Le gouvernement de la République Démocratique Allemande déclare une fois de plus en toute clarté qu'il considère l'organisation d'élections libres dans l'ensemble de l'Allemagne comme possible et extrêmement urgente. Un gouvernement démocratique de l'ensemble de l'Allemagne issu d'élections libres aurait pu depuis longtemps être formé comme partenaire lors de la discussion et de la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne, si le gouvernement Adenauer n'avait pas saboté tout accord entre Allemands. La reconnaissance de la nécessité de telles élections par les quatre puissances d'occupation, dans le sens des propositions du gouvernement soviétique, rendrait possible leur réalisation dans le délai le plus bref.

C'est pourquoi le conseil des Ministres de la République Démocratique Allemande souligne une fois de plus: l'heure est extrêmement grave et le temps presse! Dans quelques semaines, il peut être trop tard pour réaliser des élections dans l'ensemble de l'Allemagne; car Adenauer et les incendiaires de guerre américains agissent, pendant que de nombreux députés du parlement de Bonn, qui se prononcent pour l'unité et l'entente, ne font que parler.

Le gouvernement de la République Démocratique Allemande appelle tous les patriotes allemands à s'unir dans la lutte pour le salut de la nation et pour une vie nouvelle dans la paix, la liberté et le bien-être."

Le 13 mai 1952, les réponses des puissances occidentales à la note soviétique du 9 avril furent remises au gouvernement de l'U.R.S.S. Dans la première partie de cette réponse, au cours d'une longue polémique contre les conceptions soviétiques, on lit:

"Un traité de paix avec l'Allemagne ne peut être élaboré que s'il existe un gouvernement de l'ensemble de l'Allemagne issu d'élections libres et capable de participer en pleine liberté à la discussion sur un tel traité. Il n'est par conséquent pas possible de négocier actuellement sur les stipulations d'un traité de paix allemand."

Dans la seconde partie de la note, la proposition suivante est à nouveau formulée:

"Une commission impartiale devrait vérifier sans délai si dans la zone soviétique de l'Allemagne ainsi que dans la République Fédérale d'Allemagne et dans tous les secteurs de Berlin existent les conditions nécessaires à l'organisation d'élections libres.

Les quatre puissances devraient se servir à cet effet de la commission des Nations Unies déjà disponible. Cela semble être le chemin le plus court et le plus pratique."

Nouvelle proposition soviétique

Le 24 mai 1952, une troisième note soviétique sur le traité de paix fut adressée aux puissances occidentales. Dans la première partie de cette note, le gouvernement soviétique rappelle "l'urgence de la solution du problème allemand et les retards apportés par les puissances occidentales à l'échange de notes sur cette question". Résumant ce point, la note déclare:

"Dans ces conditions, en Allemagne comme à l'étranger, l'opinion se répand inévitablement que le gouvernement des Etats-Unis ne souhaite pas, en réalité, que soit conclu le traité de paix avec l'Allemagne. Cependant, à moins de conclure le traité de paix et de réunifier l'Allemagne, il est impossible de rétablir un Etat allemand indépendant et souverain exprimant la volonté authentique du peuple allemand."

Dans sa seconde partie, la note soviétique parle des "accords séparés des puissances occidentales avec l'Allemagne de l'ouest et de leurs tentatives de se dérober à la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne". Cette partie conclut ainsi:

"On ne saurait pourtant, d'une part, reconnaître la nécessité du traité de paix et de la réunification de l'Allemagne et, d'autre part, tout faire pour entraver et empêcher la conclusion du

traité de paix avec l'Allemagne et le rétablissement d'un Etat allemand uni. Cette politique de duplicité a pour effet de compromettre toute confiance dans les puissances qui la pratiquent et oblige le peuple allemand à chercher son propre chemin vers le traité de paix et l'unité nationale de l'Allemagne."

La note termine par la proposition soviétique suivante au sujet du problème allemand:

"Malgré les divergences qui existent relativement au traité de paix avec l'Allemagne, à l'unification de l'Allemagne et à la formation d'un gouvernement commun à toute l'Allemagne, le gouvernement soviétique propose à nouveau au gouvernement des Etats-Unis ainsi qu'aux gouvernements de Grande-Bretagne et de France d'aborder sans plus de retard l'examen en commun de ces questions.

L'examen de ces questions poursuivi par la voie de l'échange de notes ne saurait être aussi efficace que des négociations directes; il ne peut qu'entraver la réalisation d'un accord. Or, l'ajournement de la question du traité de paix et de l'unification de l'Allemagne ne manquera pas de provoquer le légitime mécontentement du peuple allemand; il va sans dire que cet ajournement est préjudiciable à l'établissement de relations normales et stables entre l'Allemagne et les Etats-voisins, préjudiciable aux intérêts de la consolidation de la paix universelle.

Le gouvernement soviétique s'inspire de ce principe qu'en élaborant le traité de paix avec l'Allemagne, le gouvernement de l'U.R.S.S. aussi bien que les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France se laisseront guider par les clauses des accords de Potsdam, notamment en ce qui concerne la question des frontières de l'Allemagne, comme le gouvernement soviétique l'a déjà précisé dans sa note du 9 avril.

Pour ce qui est du gouvernement commun à toute l'Allemagne et de ses pouvoirs, il va de soi que ce gouvernement doit, lui aussi, s'inspirer des clauses de Potsdam et, après la conclusion du traité de paix, des clauses de celui-ci qui devra contribuer à l'établissement d'une paix durable en Europe. Le gouvernement soviétique considère comme un droit inaliénable du peuple

- 26 -

allemand de posséder des forces armées nationales indispensables à la défense du pays, faute de quoi le problème des pouvoirs du gouvernement commun à toute l'Allemagne ne saurait être résolu équitablement et dignement.

En proposant d'aborder sans retard des négociations directes sur le traité de paix avec l'Allemagne et la formation du gouvernement commun à toute l'Allemagne, le gouvernement soviétique part de ce principe également qu'aucun accord séparé entre telle ou telle partie de l'Allemagne et les gouvernements d'autres Etats ne saurait engager à aucun degré le gouvernement commun à toute l'Allemagne, et que ce gouvernement, signataire du traité de paix, jouira de tous les droits que possèdent les gouvernements d'autres Etats indépendants et souverains."

Signature des "accords contractuels"

Le 26 mai 1952, à Bonn, les ministres des Affaires Etrangères MM. Acheson, Eden et Schuman signèrent avec le chancelier fédéral M. Adenauer le "traité général sur les rapports entre la République Fédérale d'Allemagne et les trois puissances" (accords contractuels).

Le lendemain 27 mai 1952, fut signé à Paris l'accord sur la "communauté européenne de défense" (armée européenne). Outre les signatures des ministres des Affaires Etrangères de la France, de l'Italie et des pays du Benelux, l'accord porte celle du chancelier fédéral M. Adenauer.

Les conséquences pour le peuple allemand

Le 1er mai 1952, dans son discours prononcé devant un million de travailleurs berlinois au cours de la manifestation du 1er mai, le Président Wilhelm Pieck avait déclaré:

"La situation créée par le traité général de guerre et par les intrigues bellicistes des impérialistes exige impérieusement de nous que nous organisions la préparation et la capacité de combattre pour la protection de notre pays et de nos conquêtes démocratiques, afin d'empêcher ou de châtier tout attentat de l'ennemi contre notre République.

- 27 -

Si la conscription militaire de la jeunesse comme mercenaires au service de l'impérialisme américain et le traité général de guerre ne sont pas empêchés par la population d'Allemagne occidentale, si le danger aggravé de la guerre américaine contre l'Est est ainsi créé, il en résulte pour la République Démocratique Allemande la nécessité d'organiser la défense armée de notre pays. Mais il faut bien comprendre que cela ne signifie pas une remilitarisation, que nous ne faisons point du militarisme, comme c'est le cas en Allemagne occidentale avec les troupes mercenaires du gouvernement de vassaux de Bonn, au service de la politique agressive des industriels d'armement américains et à l'encontre du peuple allemand. Les forces armées de la République Démocratique Allemande ne serviront qu'à la protection de notre pays, à la sauvegarde de la paix, à la protection de la grande œuvre de construction et du régime démocratique."

Et dans une déclaration du gouvernement de la République Démocratique Allemande, publiée le 30 mai 1952 et prenant position au sujet de la note soviétique du 24 mai 1952, on lit:

"Le peuple allemand demande que soient ouvertes sans délai des négociations entre les grandes puissances, ce qui permettra de parvenir à des résultats rapides et positifs, afin de provoquer des élections dans l'ensemble de l'Allemagne et la conclusion du traité de paix.

En cette heure grave, le gouvernement de la République Démocratique Allemande appelle tous les patriotes allemands, à l'Est et à l'Ouest de notre patrie, à employer désormais toutes leurs forces pour le salut de la nation. La ratification du traité général de guerre par le parlement de Bonn et son application doivent être empêchées par tous les moyens d'une résistance nationale suprême! Pas un Allemand ne doit devenir complice du crime! Les plans de haute trahison du gouvernement Adenauer doivent être anéantis!"

- - - - -

Mardi, premier juillet 1952

THIS IS AN ENCLOSURE TO
DO NOT DETACH

25X1A

25X1

Le Caire (Egypte)

Le cabinet égyptien présidé par M. Hilaly Pacha a démissionné samedi dernier. Le nouveau gouvernement qui le remplace est présidé par M. Siri Pacha, indépendant.

Fusan (Corée du Sud)

M. Syngman Rhee, chef du gouvernement sud-coréen, a posé au parlement un ultimatum: si le parlement refuse d'accepter les modifications constitutionnelles réclamées par Syngman Rhee, celui-ci menace de le dissoudre.

Oslo (Norvège)

Le général Ridgway, commandant en chef des forces atlantiques, est arrivé en Norvège pour une visite d'inspection. Le parlement norvégien a, par ailleurs, voté la prolongation du service militaire obligatoire de 12 à 18 mois.

Berlin (Allemagne)

Les trois Hauts-Commissaires Occidentaux ont adressé au général V.I. Tchouikov, chef de la Commission de Contrôle Soviétique en Allemagne, des notes affirmant que les mesures de protection prises récemment par les autorités de l'Allemagne orientale "visent à séparer les deux parties de l'Allemagne".

Vienne (Autriche)

M. Dean Acheson, Secrétaire d'Etat américaine, se prépare à quitter Vienne pour Rio de Janeiro (Brésil). Pendant son séjour à Vienne, il s'est entretenu avec des hommes politiques autrichiens. Au cours d'une réception, il a rencontré M. V.P. Sviridov, Haut-Commissaire Soviétique.

Paris. (France)

Quatre énergumènes ont tenté, dans la nuit de samedi à dimanche, de s'introduire de force dans l'appartement privé de M. Jacques Duclos, le secrétaire du Parti Communiste Français actuellement emprisonné. La police a refusé d'intervenir.

25X1

Francfort (Allemagne occidentale).

Les délégués de 60 000 membres du parti social-démocrate du district de Wiesbaden (Allemagne occidentale) ont réclamé, dimanche dernier, un referendum au cours duquel le peuple déciderait lui-même de la ratification du traité de Bonn (accords contractuels).

New York (Etats-Unis).

" Les experts militaires abordent la question de la guerre bactériologique d'un point de vue stratégique, et non d'un point de vue moral", écrit le magazine américain "Look". Il poursuit : "Il n'est pas moins humain de tuer des hommes par les gaz et les bactéries que de le faire par des canons ou des lance-flammes."

Pékin(China)

"Aucun leader chrétien possédant le sens de sa responsabilité ne peut imaginer que l'usage de l'arme bactériologique en Corée par les Américains soit de la "propagande communiste", a déclaré le Dr Hewlett Johnson, doyen de Canterbury, qui se trouve actuellement en visite dans la République Populaire de Chine.

Commentaires sur la Session du Conseil Mondial de la Paix.

Tous les journaux du secteur démocratique de Berlin consacrent une place importante à la réunion du Conseil Mondial de la Paix qui s'ouvre aujourd'hui. Le "Neues Deutschland" (organe du Parti Socialist Unitaire), dans son éditorial, déclare : "Tous les allemands épris de paix saluent de tout coeur la réunion du Conseil Mondial de la Paix. Ils sont profondément reconnaissants de l'aide fraternelle qu'ils reçoivent de lui, et ils s'engagent à mener avec plus d'énergie encore leur lutte de résistance active contre les traités de guerre de Bonn, pour un traité de paix. " Le peuple allemand affronte ce combat avec confiance, car il sait qu'il a derrière lui toute la force du camp de la paix dans le monde entier. Les journaux de Berlin-Ouest passent la réunion du Conseil Mondial sous silence, à l'exception de la "Neue Zeitung", organe des autorités d'occupation américaines, qui publie une brève information d'agence sans la commenter.

25X1

SECURITY INFORMATION

Dimanche, 6 juillet 1952

25X1A

THIS IS AN ENCLOSURE TO

DO NOT DETACH

délégués du Parti Républicain arrivent actuellement à Chicago pour le congrès qui aura à désigner le candidat du parti aux élections présidentielles. Selon les derniers pronostics, 530 d'entre eux donneraient leur appui à M. Taft, 427 au général Eisenhower, 131 à d'autres candidats. L'attitude de 118 délégués n'est pas encore connue.

Téhéran, Iran: Le président du Conseil M. Mossadegh a remis sa démission au Shah. Dans une déclaration radiodiffusée, il a dit: "Je ne suis ni vieux ni affaibli. Si le parlement le désire, je pourrais former le nouveau cabinet."

Leipzig, République Démocratique Allemande: 31 mineurs parmi les meilleurs ont été distingués hier par le titre honorifique de "mineur émérite", au cours de la célébration du Jour des Mineurs. Des délégations professionnelles venues d'Allemagne occidentale, d'Union Soviétique, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de France et de Belgique ont assisté à la manifestation.

Berlin: On annonce que des industriels d'Allemagne occidentale ont conclu à Berlin, fin juin, un accord commercial avec la Chine. Des échanges portant sur des marchandises d'une valeur de 150 millions de roubles sont prévus dans le cadre de l'accord. Celui-ci est l'un des résultats de la conférence économique internationale tenue à Moscou en avril dernier.

Dusseldorf, Allemagne occidentale: Dans une usine de Dorsten, des grévistes ont empêché hier, en se couchant sur les rails, le départ de l'usine d'un train qui avait pu être chargé grâce à l'intervention d'équipes de briseurs de grèves.

Tokio, Japon: Le commandement militaire américain annonce que des avions américains ont exécuté un nouveau raid massif contre des objectifs situés sur le Yalu, à la frontière entre la Corée et la Mandchourie.

25X1

Paris: Dans son édition datée du 3 juillet, le journal "Le Monde" publie un compte-rendu de son correspondant berlinois sur la session du Conseil Mondial de la Paix. Voici la conclusion de cet article:

"On ne manquera pas de répéter à l'Ouest que le Conseil Mondial de la paix n'est qu'un instrument de la politique soviétique. Les délégués réunis à Berlin les savent bien, et c'est pour-quoi ils tentent d'organiser leurs débats en faisant intervenir le moins possible les notions politiques ou idéologiques. Mais le fait que la question de la guerre bactériologique ait été placée au centre du débat dominera désormais la 'campagne pour la paix'."

Par le bulletin de ce jour, la rédaction de "Nouvelles du Jour" prend congé de ses lecteurs. Elle espère leur avoir été utile pendant leurs travaux. Elle saisit cette dernière occasion pour consacrer quelques lignes à un sujet qui n'est frivole qu'en apparence:

Plusieurs délégués, en effet, se sont demandés si la cage aux ours qu'ils voyaient tous les jours en arrivant aux séances et en les quittant, avait une signification particulière. Elle en a une en effet, l'ours étant depuis toujours le symbole de la ville de Berlin, dans les armoiries de laquelle il figure d'ailleurs. Les ours de la cage ont été offerts à la municipalité, après la guerre, par un grand journal démocratique. Ils symbolisent aujourd'hui, aux yeux des Berlinois, la volonté de revivre, la volonté de contruire un avenir radieux dans la paix et le progrès. Qu'ils soient, à ce titre, particulièrement populaires, tous les délégués ont pu s'en convaincre pendant ces jours derniers.

THIS IS AN ENCLOSURE TO

DO NOT DETACH

président du gouvernement sud-

coréen, M. Syngman Rhee, a ordonné l'arrestation par la police de 65 membres "absents" du parlement pour les faire amener de force en séance. Il voudrait, par ce procédé, réunir le quorum nécessaire au vote des modifications constitutionnelles qu'il exige.

L'agence A.P. rapporte de Pan Mun Yong que la délégation sino-coréenne menant les pourparlers pour un cessez-le-feu a demandé mercredi, "de manière inattendue", une interruption d'un jour. "On croit", dit l'agence, "que la délégation désire étudier un mémorandum sur le problème des prisonniers de guerre que les négociateurs alliés lui ont remis mardi."

Par ailleurs, les partisans coréens ont complètement mis hors de service le port de Ulsan, à 25 kilomètres au nord de Fusan, en faisant sauter un très important dépôt de munitions qui y était installé.

Bonn (Allemagne occidentale). Le groupe parlementaire du "Parti Démocrate Libre" a dressé une liste d'une centaine de grands criminels de guerre qui devraient, selon ce parti, être relâchés sans délai. On trouve dans la liste des noms de chefs militaires nazis tels que les maréchaux List, Manstein, Kesselring et les généraux Hoth et Reinhardt. Les autorités britanniques en Allemagne occidentale ont, par ailleurs, mis en liberté hier les criminels de guerre David Messerle, reconnu coupable de l'assassinat de soldats alliés, et Max Stahl, reconnu coupable de l'assassinat d'un Polonais. La libération est motivée par la "bonne conduite" des condamnés.

Tokio (Japon). 11 000 ouvriers japonais de la base d'approvisionnement britannique de Kure, dans le sud du Japon, se sont mis en grève pour protester contre la réduction de leurs salaires. Les agences de presse occidentales rapportent que la grève pourrait sérieusement affecter le ravitaillement des troupes britanniques en Corée.

Düsseldorf (Allemagne) de 4 millions d'Allemands de l'ouest ont, au total, donné leur adhésion à l'appel pour un traité de paix équitable et contre les traités de Bonn (accords contractuels), annonce le "Groupement d'Etudes pour l'entente inter-allemande". Le groupement fait en outre savoir que tous les préparatifs sont actuellement en cours en Allemagne occidentale pour qu'un referendum général soumettant cette question au peuple ait lieu.

Le comité directeur du parti social-démocrate du district de Hesse-Sud a, par ailleurs, voté une résolution demandant, préalablement à toute ratification des traités de Bonn, un referendum.

On annonce de la plaine de Lunebourg, dans le nord de la zone britannique en Allemagne, que les unités de chars britanniques qui y tiennent des manoeuvres ont à nouveau dévasté de grandes étendues de terres agricoles et renversé des centaines d'arbres.

Berlin.- Les volontaires berlinois qui, dans leurs heures de loisir, le soir et les dimanches, travaillent au déblaiement des ruines laissées par la guerre ont, du 1er janvier au 30 juin 1952, enlevé un total de près de 400 000 tonnes de décombres. Ils ont récupéré plus de 24 millions de briques utilisables pour les constructions nouvelles et plus de 6 000 tonnes de ferraille. Environ 30 000 personnes ont, chaque semaine, participé au travail volontaire sur les chantiers de déblaiement. Ces travaux s'effectuent dans le cadre du grand Programme National de Reconstruction, entièrement basé sur les apports volontaires et s'ajoutant aux réalisations prévues dans le plan quinquennal.

Londres (Grande-Bretagne).- Le congrès Européen du Congrès Juif Mondial, qui vient de se terminer à Londres, a voté une résolution réclamant en termes énergiques que le gouvernement de l'Allemagne orientale extirpe la haine raciale et les discriminations de race. "Jusqu'ici", déclare la résolution, "le gouvernement fédéral n'a pris aucune mesure efficace dans ce domaine."

Revue de la Presse

Le "New York Times", dans son édition du 2 juillet, consacre une place importante à l'ouverture de la session du Conseil Mondial de la Paix. Il cite l'annonce, faite par M. Joliot-Curie, qu'un congrès mondial de la paix est projeté cette année encore.

La plupart des journaux de Berlin-Ouest et de l'Allemagne occidentale s'obstinent toujours à ignorer la session du Conseil Mondial. Le journal "Tag", organe du "Parti Chrétien-Démocrate" de Berlin-Ouest, publie douze lignes sous le titre significatif: "Le Conseil Mondial de la Paix siège aux Bains Turcs". La "Neue Zeitung", organe des autorités américaines en Allemagne, parle de la session dans son éditorial sous le titre: "La colombe de Picasso a les ailes faibles".

Les journaux du secteur démocratique de Berlin publient, quant à eux, de longs compte-rendus, allant jusqu'à consacrer la moitié de leur place aux informations concernant la session. Quelques manchettes caractéristiques: "Un Congrès Mondial de la Paix cette année encore" et: "Les peuples du monde réclament un règlement pacifique en All."

Nouvelles du jour

News and Views

25X1

THIS IS AN ENCLOSURE TO

NO POST DETACH

Mercredi 2 juillet 1952

mondial de la Paix

re/et la séance de travail de mardi soir

prennent une place très importante dans l'ensemble de la presse du secteur démocratique de Berlin. La plupart des journaux de Berlin-Ouest, par contre, persistent à ignorer la session. Seul le journal chrétien-démocrate "Tag" publie une brève information intitulée:

"D'éminentes personnalités rouges à Berlin-Est".

Washington (USA). Le Sénat américain a ratifié hier les traités de Bonn (accords contractuels) par 77 voix contre 5. Parlant en faveur de la ratification des traités, le sénateur démocrate Connally a déclaré: " Nous avons plus à gagner et moins à perdre par ces traités qu'aucun autre Etat."

Londres (Grande-Bretagne).

Le parlement britannique a rejeté, par 300 voix contre 270, une motion de censure présentée par le Labour Party. La motion visait à blâmer le gouvernement pour avoir admis que les forces des Nations Unies bombardent les usines hydro-électriques sur la frontière mandchouro-coréenne sans que les autorités britanniques aient été consultées.

Paris (France). M. Jacques Duclos, secrétaire du parti communiste, détenu depuis plusieurs semaines à la prison de la Santé, a été mis en liberté hier, les autorités judiciaires ayant dû reconnaître qu'il n'avait pas été arrêté en flagrant délit, comme la police l'avait prétendu. De ce fait, l'immunité parlementaire de M. Duclos ne peut être suspendue. En ce que concerne M. André Stil, rédacteur en chef du journal "l'Humanité", il est toujours emprisonné.

Dortmund (Allemagne occidentale). Plus de 15 000 auditeurs appartenant à toutes les couches de la population ont assisté, lundi soir, à une imposante manifestation des forces de paix de la région industrielle de la Ruhr. L'ancien chancelier du Reich M. Joseph Wirth (catholique), le président du Parti Communiste Allemand, M. Max Reimann, la vice-présidente de la section de Munich de l'Union Chrétienne-Sociale, Mme Charlotte Fleischmann, et le syndicaliste social-démocrate M. Friedel Baehr, unanimement acclamés, ont réclamé la conclusion d'un traité de paix et dénoncé les traités de Bonn comme une menace immédiate contre la paix du monde et l'avenir de l'Alle-

- 2 -

magne. "L'immense majorité du peuple allemand", a déclaré avec force M. Reimann, "ne reconnaît point la signature donnée par Adenauer." Et M. Joseph Wirth, sous les applaudissements chaleureux de l'assistance, soulignait: "La preuve que des contacts positifs sont possibles entre l'Ouest et l'Est, c'est que nous deux, M. Reimann et moi-même, sommes réunis ici, ce soir, dans la volonté commune de tout faire pour défendre la paix!" De son côté, Mme Fleischmann a protesté contre les plans visant à faire de l'Allemagne une seconde Corée.

Düsseldorf (Allemagne occidentale). Sur l'initiative du "Groupement d'Etudes pour l'entente inter-allemande", 212 représentants des associations et organisations les plus diverses, appartenant à toutes les couches sociales et comptant des membres de presque tous les partis politiques, ont tenu dimanche une importante conférence dont l'objet était la lutte contre les traités de Bonn et pour l'obtention d'un traité de paix. De nombreuses personnalités conservatrices avaient envoyé des messages de sympathie.

Regensburg (Allemagne occidentale). Plusieurs milliers d'habitants de la ville ont commémoré la mémoire du jeune partisan de la paix Philipp Müller, tué récemment par la police, à Essen, au cours de la rencontre des jeunes pour la paix.

Helsinki (Finlande). L'ancien président du Conseil M. Mauno Pekkala est mort lundi à l'âge de 62 ans.

Le Caire, (Egypte). La crise du cabinet égyptien continue. M. Hussein Sirti Pacha a dû renoncer à former un gouvernement. Le roi Farouk a chargé M. Wahieddin Barakat Pacha, ancien ministre d'Etat, de le former.

Tokio (Japon). Selon le "Nippon Times" de mardi, le gouvernement japonais à l'intention de demander aux Etats-Unis de "lui louer plusieurs grands destroyers."

Nouvelles du jour

News and Views

Approved For Release 2001/02/24 : CIA-RDP88-00430R002500020004-6

Approved For Release 2001/02/24 : CIA-RDP88-00430R002500020004-6

SECURITY

DO NOT DETACH

Mercredi 2 juillet 1952

Mondial de la Paix

Berlin. La séance d'ouverture/et la séance de travail de mardi soir prennent une place très importante dans l'ensemble de la presse du secteur démocratique de Berlin. La plupart des journaux de Berlin-Ouest, par contre, persistent à ignorer la session. Seul le journal chrétien-démocrate "Tag" publie une brève information intitulée: "D'éminentes personnalités rouges à Berlin-Est".

Washington (USA). Le Sénat américain a ratifié hier les traités de Bonn (accords contractuels) par 77 voix contre 5. Parlant en faveur de la ratification des traités le sénateur démocrate Connally a déclaré: " Nous avons plus à gagner et moins à perdre par ces traités qu'aucun autre Etat."

Londres (Grande-Bretagne). Le parlement britannique a rejeté, par 300 voix contre 270, une motion de censure présentée par le Labour Party. La motion visait à blâmer le gouvernement pour avoir admis que les forces des Nations Unies bombardent les usines hydro-électriques sur la frontière mandchouo-coréenne sans que les autorités britanniques aient été consultées.

Paris (France). M. Jacques Duclos, secrétaire du parti communiste, détenu depuis plusieurs semaines à la prison de la Santé, a été mis en liberté hier, les autorités judiciaires ayant dû reconnaître qu'il n'avait pas été arrêté en flagrant délit, comme la police l'avait prétendu. De ce fait, l'immunité parlementaire de M. Duclos ne peut être suspendue. En ce que concerne M. André Stil, rédacteur en chef du journal "l'Humanité", il est toujours emprisonné.

Dortmund (Allemagne occidentale). Plus de 15 000 auditeurs appartenant à toutes les couches de la population ont assisté, lundi soir, à une imposante manifestation des forces de paix de la région industrielle de la Ruhr. L'ancien chancelier du Reich M. Joseph Wirth (catholique), le président du Parti Communiste Allemand, M. Max Reimann, la vice-présidente de la section de Munich de l'Union Chrétienne-Sociale, Mme Charlotte Fleischmann, et le syndicaliste social-démocrate M. Friedel Baehr, unanimement acclamés, ont réclamé la conclusion d'un traité de paix et dénoncé les traités de Bonn comme une menace immédiate contre la paix du monde et la réunification de l'Alle-

Approved For Release 2001/02/24 : CIA-RDP88-00430R002500020004-6

25X1

25X1A

- 2 -

magne. "L'immense majorité du peuple allemand", a déclaré avec force M. Reimann, "ne reconnaît point la signature donnée par Adenauer." Et M. Joseph Wirth, sous les applaudissements chaleureux de l'assistance, soulignait: "La preuve que des contacts positifs sont possibles entre l'Ouest et l'Est, c'est que nous deux, M. Reimann et moi-même, sommes réunis ici, ce soir, dans la volonté commune de tout faire pour défendre la paix!" De son côté, Mme Fleischmann a protesté contre les plans visant à faire de l'Allemagne une seconde Corée.

Düsseldorf (Allemagne occidentale). Sur l'initiative du "Groupement d'Etudes pour l'entente inter-allemande", 212 représentants des associations et organisations les plus diverses, appartenant à toutes les couches sociales et comptant des membres de presque tous les partis politiques, ont tenu dimanche une importante conférence dont l'objet était la lutte contre les traités de Bonn et pour l'obtention d'un traité de paix. De nombreuses personnalités conservatrices avaient envoyé des messages de sympathie.

Regensburg (Allemagne occidentale). Plusieurs milliers d'habitants de la ville ont commémoré la mémoire du jeune partisan de la paix Philipp Müller, tué récemment par la police, à Essen, au cours de la rencontre des jeunes pour la paix.

Helsinki (Finlande). L'ancien président du Conseil M. Mauno Pekkala est mort lundi à l'âge de 62 ans.

Le Caire, (Egypte). La crise du cabinet égyptien continue. M. Hussein Sirl Pacha a dû renoncer à former un gouvernement. Le roi Farouk a chargé M. Bahieddin Barakat Pacha, ancien ministre d'Etat, de le former.

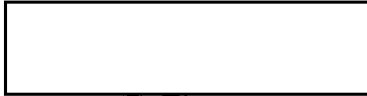
Tokio (Japon). Selon le "Nippon Times" de mardi, le gouvernement japonais a l'intention de demander aux Etats-Unis de "lui louer plusieurs grands destroyers."

25X1

Y

THIS IS AN ENCLOSURE TO
DO NOT DETACH

25X1A



SECURITY INFORMATION



Session Extraordinaire
du CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX
(Berlin: du 1er au 5 juillet 1952)

A N A L Y T I Q U E

-:-

3ème séance

(matin du mercredi 2 juillet 1952)

Présidence de la séance:

- Mr. LOMBARDI Riccardo
Membre du Bureau du Conseil Mondial de la Paix

Orateurs:

- Mr. Bruno FREI (Autriche)
- Mme Isabelle BLUME (Belgique)
- Mr. Saverio BRIGANTE (Italie)
- Mr. Léon KRUCZKOWSKI (Pologne)
- Mme Elin APPEL (Danemark)
- Mr. Arnold ZWEIG (Allemagne)
- Mr. ZACHARESCU (Roumanie)



25X1

-1-

M. Bruno FREI - (Autriche) -

Le peuple autrichien sait que son indépendance est menacée par la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest. Aussi soutient-il la lutte du peuple allemand contre le traité de guerre. Nous savons, déclare l'orateur, qu'une solution pacifique du problème allemand, telle que l'a proposée le gouvernement soviétique, signifierait aussi une solution pacifique du problème autrichien.

Les Etats-Unis veulent faire de l'Autriche une place forte entre l'Allemagne et les Balkans. Certains gouvernants autrichiens favorisent ces plans, en liaison notamment avec le gouvernement yougoslave.

Ce sont eux qui procèdent au réarmement de la partie occidentale de notre pays. La division de l'Allemagne peut entraîner la division de l'Autriche: des projets existent pour un traité de paix séparé entre les puissances occidentales et l'Autriche. Dans ces conditions, poursuit l'orateur, un traité quadripartite avec l'Autriche ne peut être que le fruit d'une grande compréhension et d'une volonté d'entente.

On veut faire de l'Autriche un "rempart" entre l'Ouest et l'Est, alors qu'elle est tout naturellement un pont entre ces pays. Mais notre peuple s'oppose à cette politique voulue par les Etats-Unis. L'orateur cite à ce sujet l'exemple de la population de Salzbourg qui, maire en tête, s'oppose à la transformation de la ville en forteresse. Le plan Marshall qui a ruiné l'économie du pays a ouvert les yeux à nos compatriotes; nos intellectuels luttent contre la dégradation de la culture.

En terminant, M. Bruno FREI affirme que se renforce chaque jour en Autriche la volonté de ne participer à aucune combinaison militaire, la volonté de neutralité.

• •
•

Mme Isabelle BLUME - (Belgique) -

Après avoir salué le courage, l'abnégation et l'intelligence des peuples Coréen et Chinois qui luttent pour la Paix, l'oratrice montre la liaison existant entre les différents problèmes, tels que la guerre de Corée, la préparation de la guerre en Europe, la politique menée en Afrique et dans le Moyen-Orient, etc... Il serait donc souhaitable que nos résolutions forment un tout harmonieux. C'est à ce prix que nous inspirerons confiance aux peuples.

25X1

25X1

-2-

C'est du Conseil de l'Europe, poursuit l'oratrice que, malgré les échecs apparents, est née la "Communauté de défense" qui a permis la renaissance de l'armée allemande.

Nous ne devons pas oublier que le Conseil de l'Europe fut et reste l'organisme chargé de tromper le grand public sur les buts véritables du Plan Schuman, de la Communauté européenne et du réarmement allemand et que, s'il n'a pas complètement réussi, il est loin pourtant d'avoir échoué.

Si nous n'y prenons garde, à la fin de cette année, on nous mettra devant le fait accompli de l'application du Plan Schuman, "d'une communauté de défense" élargie aux pays scandinaves et d'une armée allemande reconstituée sans aucune ratification par les parlements des pays intéressés.

L'oratrice attire l'attention sur le danger que constitue, en tant que pouvoir politique, une union européenne étendue aux pays scandinaves, et montre que, malgré qu'elle soit une absurdité, beaucoup de gens s'y sont laissés prendre.

L'autre action nocive du Conseil de Strasbourg, c'est qu'il a inventé des pouvoirs supra-nationaux, tels que le Plan Schuman et la communauté européenne de défense. Ces pouvoirs supra-nationaux présentent un grave danger pour la démocratie, parce qu'ils échappent au contrôle des Parlements, et qu'ils permettent à des hommes non responsables devant leur peuple, de créer les conditions d'un conflit sans que nous puissions intervenir. Si, par là-dessus venait se greffer la "Constituante" avec un pouvoir exécutif de caractère forcément fasciste puisqu'il ne serait plus tenu de prendre l'avis des différents parlements, l'action des Partisans de la Paix deviendrait très difficile.

Mme BLUME souligne l'aggravation du danger caractérisé par des atteintes répétées à la liberté dans ces mêmes pays, et salue toutes les victimes des nouvelles démocraties autoritaires.

Il ne suffit d'ailleurs pas de mener la lutte contre cette démocratie autoritaire de la même façon que nous l'avons menée contre le fascisme. Il nous faut mener notre lutte de concert avec tous les autres peuples pour empêcher que se constitue le centre international d'un pouvoir autoritaire américano-européen qui nous conduirait à la guerre.

L'oratrice définit ensuite les moyens d'action dans les six pays de la communauté de défense. Le Mouvement de la Paix doit conquérir dans chaque pays, ses parlementaires et si possible son gouvernement; il doit chercher à entraîner avec lui l'Eglise catholique et les partis socialistes - les parlements des pays moins entraînés que les nôtres dans le

25X1

25X1

-3-

réarmement allemand pourraient lancer des appels aux parlementaires des six pays intéressés - un document sur la communauté de défense européenne serait nécessaire, de même qu'une brochure sur l'armée de défense nationale, - il faut faire entendre notre voix au Conseil de l'Europe et gagner les peuples par un profond travail d'éclaircissement.

Enfin, nous devons mener une vaste action auprès du peuple des Etats-Unis pour lui faire connaître la vérité sur ces problèmes et aborder d'une façon moins polémique les soldats des Etats-Unis en Europe.

Mme BLUME conclut en demandant de discipliner, de mieux spécialiser l'action du Mouvement de la Paix, jusqu'aux confins de toutes les classes sociales, jusqu'aux confins du monde.

• •
•

M. Savario BRIGANTE - (Italie)

L'orateur se propose de traiter d'un point de vue juridique la constitution de l'armée européenne. Il rappelle que, dans l'histoire, jusqu'au 19^{ème} siècle, les écrivains et juristes ont considéré la guerre comme une forme de lutte à bannir et comme un moyen normal d'assurer la justice entre les nations.

L'élargissement considérable de la guerre de 1914 à de nombreux pays, a modifié cette conception; de là est née la Société des Nations comme moyen de rechercher la Paix. A l'emploi de la violence a succédé la méthode judiciaire. La Société des Nations n'a pas réussi à empêcher la guerre, mais l'Organisation des Nations Unies profita de son expérience. Elle fut créée, non pas pour établir ou maintenir, à l'aide de coalitions militaires, certains systèmes d'équilibre, mais pour réaliser l'action mondiale unique en vue de la Paix. Pour assurer l'application de ce nouveau principe, il n'y a qu'une force, celle représentée par l'Organisation des Nations Unies.

Les accords militaires actuellement conclus dans le cadre de la Convention sur l'armée européenne, et concernant l'installation de bases, le passage et le stationnement de troupes sur un territoire étranger, sont en contradiction avec la Charte de l'O.N.U. Celle-ci prévoyait en effet, que de tels accords ne pouvaient être pris et conclus que sur l'initiative et avec la participation du Conseil de Sécurité.

La Convention sur l'armée européenne est en contradiction avec la Charte des Nations Unies et sa valeur juridique est nulle. Ces accords ne peuvent d'ailleurs être justifiés par leur caractère préventif, puisque le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. est habilité pour réaliser de tels accords.

25X1

Nous en sommes donc revenus au système des conditions militaires, qui ne peut assurer la Paix.

En ce qui concerne le problème allemand, l'orateur constate que, divisée artificiellement, l'Allemagne ne peut que tendre à sa réunification, par tous les moyens. Mais il est clair que celui qui provoque le réarmement des deux parties recherche le choc entre elles. La cause première du conflit de Corée, c'est la rupture de l'unité du pays et la formation d'armées adverses. Un même ennemi de la Paix cherche à recréer cette situation en Allemagne.

L'unification de ce pays doit se faire. Il faut s'en tenir, pour cela, au principe du droit international incarné par la Cour internationale de Justice de l'O.N.U.

Mr. BRIGANTE fait ensuite différentes suggestions pour que cet organisme donne à tous les pays des garanties d'impartialité : désignation de juges par tirage au sort, révisibilité des jugements, de façon que la Cour de justice soit fondée sur les principes de l'égalité en droit et de l'auto-décision des peuples.

.
. .
.

Mr. Léon KRUCZKOWSKI - (Pologne) -

Analysant la portée des conséquences graves des accords récemment signés à Bonn, l'orateur indique que les peuples ont parfaitement compris la signification et le danger qu'ils représentent pour la Paix.

Parlant au nom du peuple polonais, Mr. KRUCZKOWSKI fait état de l'émotion et de l'indignation de ce peuple si cruellement frappé par la dernière guerre mondiale, devant la signature des accords consacrant la reconstitution de l'armée allemande. C'est un nouveau pas vers la guerre, une atteinte à la sûreté des autres nations et, en particulier, des nations voisines de l'Allemagne. C'est aussi un acte dirigé contre la souveraineté nationale et l'intérêt élémentaire du peuple allemand lui-même.

L'orateur constate ensuite l'ardente volonté de paix de la grande majorité du peuple allemand.

Le grand changement intervenu, c'est l'identité et la concordance de la lutte du peuple allemand soucieux de son indépendance et de son unité avec la lutte des autres peuples aspirant à la sauvegarde de la Paix.

[Redacted]

25X1

-5-

25X1

L'orateur rappelle ensuite que les possibilités de règlement pacifique de la question allemande sont contenues dans les propositions soviétiques formulées dans les notes de mars et de mai 1952. Ces propositions assurent les garanties qui peuvent préserver le monde d'une nouvelle agression. Elles reconnaissent les droits fondamentaux du peuple allemand à sa souveraineté nationale et sa participation effective à la vie internationale. Sur ces propositions, tous les intéressés devraient se prononcer clairement.

M. KRUCZKOWSKI poursuit : sept ans après la victoire remportée en commun contre l'impérialisme et le militarisme hitlérien, le peuple allemand, dans sa grande majorité, se dresse contre les tentatives faites pour l'entraîner dans les nouveaux plans de l'impérialisme américain. "C'est le résultat le plus précieux, poursuit l'orateur, de notre victoire commune si chèrement conquise mais qui est aussi l'apanage du peuple allemand lui-même uni aujourd'hui à tous les peuples dans sa volonté de maintenir la Paix".

Les relations sincèrement amicales, de bon voisinage et de coopération, unissant la République Démocratique Allemande et la Pologne Populaire, sont aussi un gage essentiel de Paix et de bonheur.

"Nous sommes convaincus que les accords de Bonn ne répondent pas aux espoirs inavouables qu'y attachent leurs auteurs."

Unifier l'Allemagne sur la base d'une démocratie véritable, c'est la seule voie juste qui, en même temps qu'elle sauvegarde la Paix, donne au peuple allemand les conditions normales d'existence nationale à la place qui lui est due dans la famille des autres nations.

L'orateur conclut en assurant que "le peuple polonais est résolu à lutter pour cette cause, de concert avec le peuple allemand, la main dans la main avec les patriotes allemands et tous les partisans de la Paix".

• •
•

Mme Elin APPEL - (Danemark)

Mme APPEL considère que le plus grand obstacle à l'unité allemande est d'ordre psychologique: C'est le manque de confiance à l'égard des autres et une confiance exagérée en soi qui caractérisent l'attitude des pays théoriquement intéressés à l'unité allemande.

L'oratrice se prononce pour des négociations à quatre comme les a proposées l'Union Soviétique; ces négociations

-6-

doivent être entreprises avant la ratification des accords de Bonn.

En ce qui concerne les mesures prises de part et d'autre en Allemagne, pour le réarmement, Mme APPEL pense qu'elles sont le résultat d'une opposition d'idéologie. La solution serait facilitée si les pays voisins aidaient au renforcement du neutralisme en Allemagne. La tâche du Conseil Mondial doit être de calmer l'excitation des sentiments.

Les quatre grandes puissances devraient se préoccuper de créer une Allemagne unifiée, neutre, démilitarisée et sans alliance. A ce propos, Mme APPEL fait remarquer qu'elle n'est pas d'accord avec la partie de la note du gouvernement soviétique relative à une armée nationale allemande; elle considère qu'une Allemagne désarmée serait une première étape pour le désarmement des autres pays. Le problème, en Allemagne, c'est d'aboutir à une synthèse des systèmes idéologiques.

L'oratrice pense que des contacts pacifiques des populations devraient se nouer dans les régions frontalières de l'Allemagne. Elle propose également la constitution d'organismes allemands afin d'apaiser les incidents de frontières.

• •
•

Arnold ZWEIG - (Allemagne) -

M. ZWEIG indique que les pays voisins ont des raisons historiques de se méfier d'une nouvelle Allemagne unitaire.

Avant 1871, la volonté d'unité du peuple allemand constituait une force efficace mais qui, sous l'effet d'autorités réactionnaires, fut contrainte d'abolir la division politique en ayant recours à la guerre. De 1871 à 1914, le développement industriel de l'Allemagne concrétise la volonté pacifique de son peuple.

En 1914, une minorité impérialiste entraîne le pays à la conquête de nouveaux débouchés économiques par une nouvelle guerre. Mais, même à cette époque, le peuple allemand n'était pas mû par un esprit de conquête.

En 1918, il voulait la Paix avec l'espoir de pouvoir s'assurer une République Démocratique. Mais son manque de maturité politique le soumit à la domination du fascisme, à la guerre et à une nouvelle défaite.

Aujourd'hui, le peuple allemand a tiré les

-7-

enseignements de ces faits.

Il a conscience de ses droits à un Etat unitaire, mais animé d'un élan unanime dans la reconstruction, vers la Paix. Il cherche à établir son unité, non plus par la guerre, mais par des rencontres pacifiques, mais il est aussi décidé à lutter contre toutes les influences qui voudraient l'écartier de cette voie.

• •
•

M. ZACHARESCO - (Roumanie) -

L'orateur rappelle l'importance des questions économiques dans le dilemme : paix ou guerre.

Les relations commerciales entre les pays du Sud-Est européen et l'Allemagne devraient s'améliorer pour l'avantage mutuel des parties et pour la cause de la Paix. Il rappelle l'importance de ces échanges avant la deuxième guerre mondiale.

Depuis 1945, la vie économique des pays du Sud-Est européen se transforme et se développe; cela constitue un terrain plus propice aux échanges qu'une économie arriérée. Il fut prouvé à la Conférence de Moscou que la Roumanie par exemple pouvait acheter beaucoup de marchandises allemandes et lui vendre, entre autres, des produits pétroliers et agricoles. En général, ces échanges permettraient un développement constructif et pacifique de l'économie allemande.

M. ZACHARESCO montre, par des chiffres, que le volume des échanges augmente entre les pays du Sud-Est européen et la République Démocratique Allemande.

Par contre, et malgré des désirs réciproques de relations, les échanges entre ces mêmes pays et l'Allemagne occidentale ont baissé, par suite de l'attitude des puissances d'occupation.

La division de l'Allemagne nuit donc également au commerce international et au développement de l'économie allemande, que certains considèrent comme un concurrent dangereux. Les dirigeants des Etats-Unis veulent maintenir l'économie allemande dans un état de vassalisation.

D'importantes personnalités économiques de l'Allemagne de l'Ouest protestent contre cette situation et considèrent que le développement du commerce Allemagne-Europe de l'Est est préférable à la course aux armements, pour le maintien de la Paix.

Le caractère "stratégique" des produits à échanger

25X1



-8-

n'est qu'un prétexte inconsistant.

L'orateur cite la liste des produits demandés à l'Allemagne de l'Ouest, qui en fait foi. Par contre, la Roumanie par exemple, ne refuse pas de vendre du pétrole à l'Allemagne de l'Ouest.

Nous, Roumains, dit ensuite l'orateur, avons connu avant la guerre, l'agressivité économique de l'Allemagne. Et nous comprenons qu'une attitude semblable des Etats-Unis à l'égard de l'Allemagne ne peut mener qu'à la guerre.

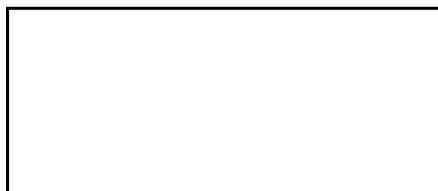
Nous sommes convaincus que des relations économiques fondées sur le respect absolu et les avantages réciproques entre les pays du Sud-Est européen et l'Allemagne serviraient au contraire la cause de la Paix. Cela correspondrait aux désirs de paix de nos peuples et au désir du peuple allemand, et ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur leur niveau de vie.

L'orateur salue en terminant, la lutte du peuple allemand pour la réunification de son pays et contre le traité général de Rome.

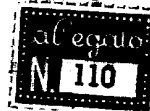
Communication de M. G. PENCOAL/PEA

Le Bureau propose la désignation de trois Commissions :

- 1^o.-- Commission pour la solution pacifique du problème allemand et japonais-
Présidence de Mme Isabelle BIJME
- 2^o.-- Commission pour la cessation immédiate de la guerre en Corée-
Présidence de Yves FARGE
- 3^o.-- Commission pour la rédaction d'un appel pour la convocation du 3^{ème} Congrès Mondial-
Présidence de M. Pietro NENNI.



25X1



Session extraordinaire du

CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX

(Berlin : 1er - 5 juillet 1952)

Madame Wanda WASSILIEWSKA, (U.R.S.S.)

Il s'est écoulé un peu plus d'un an depuis le moment où notre Conseil Mondial de la Paix a siégé ici, à Berlin, et où nous avons parlé de la possibilité d'une solution pacifique et juste du problème allemand, de la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne et du droit du peuple allemand à se réunir au sein d'un Etat uni, démocratique et indépendant.

Mais le problème allemand qui préoccupe toute l'Europe - et pas seulement l'Europe - n'est pas résolu jusqu'à ce jour. Il y a plus : au cours des derniers mois, des événements se sont produits provoquant l'inquiétude de tous ceux qui ont soif de paix, qui aspirent à la paix et luttent pour elle.

Au lieu d'un traité de paix avec l'Allemagne, qui aurait apporté la solution définitive des problèmes douloureux, au lieu de l'unification de l'Allemagne qui aurait supprimé le foyer d'anxiété en Europe, nous avons eu les traités de Bonn et de Paris.

Il faut voir la réalité telle qu'elle est. Il faut expliquer sans crainte ce qu'est ce "traité général" dont Monsieur Eden a dit qu'il "ouvre une fenêtre sur l'avenir et donne à toute l'Europe une chance de libération".

Il faut dire franchement que c'est purement et simplement un pacte de guerre qui s'inscrit dans le cadre d'un pacte agressif plus vaste, le Pacte Atlantique. Le préambule du traité de Bonn l'indique clairement puisqu'il fixe comme objectif "l'intégration de la République Fédérale d'Allemagne dans la Communauté Européenne, laquelle doit être, à son tour, intégrée à la Communauté Atlantique".

Le sens du traité de Bonn est parfaitement clair même pour les gens peu avertis. Et d'ailleurs les auteurs du traité ne s'appliquent pas trop à le dissimuler. Le traité prétend "rendre la souveraineté à l'Allemagne de l'Ouest et lui accorder le droit de résoudre les problèmes politiques intérieurs et extérieurs". Cela semble fort intéressant. Mais cette phrase a une suite : "les trois Etats de l'Ouest ne se réservent pour l'avenir que des droits limités". Quels sont ces droits ? Ils concernent premièrement le cantonnement des forces armées en Allemagne et la sécurité de ces forces. Deuxièmement Berlin et, troisièmement, l'Allemagne dans son ensemble.

Madame Wanda WASSILIEWSKA.

2.

Suit un paragraphe encore plus intéressant, à savoir: à quel moment les forces armées alliées, cantonnées en Allemagne peuvent-elles et doivent-elles agir ? Il se trouve qu'elles doivent commencer d'agir :

- 1) Au cas où la République Fédérale serait attaquée,
- 2) Au cas où l'ordre démocratique libre serait violé par la force,
- 3) Au cas d'une infraction à la sécurité et à l'ordre social.

Il semble donc que ces "droits", loin d'être limités sont, au contraire, assez vastes et qu'ils rayent, au fond, tout ce qui est dit au sujet de la prétendue souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest. Mais l'essentiel n'est pas là. Ce paragraphe comporte une réserve et notamment celle-ci :

" En cas de danger d'apparition d'une des trois situations sus-indiquées, les trois puissances de l'Ouest peuvent proclamer l'état d'urgence". Or l'état d'urgence leur donnera l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour maintenir ou rétablir l'ordre, ou pour assurer la sécurité des forces armées.

En un mot, les forces armées des alliés de l'Allemagne de l'Ouest jouissent d'une liberté d'action totale. Qui donc décidera s'il existe ou non un "danger d'apparition" ? Ce seront, bien entendu, les "alliés" eux-mêmes. Or nous savons qu'ils ont les nerfs plutôt faibles : le Ministre Forrestal n'a-t-il pas vu de ses propres yeux les troupes de l'Armée Rouge à Washington ? Il ne sera pas plus difficile pour Ridgway de découvrir à n'importe quel moment "le danger d'apparition" d'une des trois situations sus-indiquées. A la lumière de ces préambules et réserves, que signifient les affirmations dénuées de tout fondement du traité prétendant que "les forces armées alliées, cantonnées en territoire de la République Fédérale, ne sont plus des troupes d'occupation ? Si, au lieu de la Commission de Contrôle, il y a désormais le "Conseil des Ambassadeurs" qu'est-ce que cela change quant au fond des choses ? Monsieur Acheson ne s'est pas gêné pour rassurer les émetteurs américains qui redoutent une indépendance "exagérée" d'Adenauer, en leur disant que le "Conseil des Ambassadeurs" n'est qu'un changement de forme : le contrôle demeure. Bref, l'Allemagne de l'Ouest devient une base militaire des alliés et les Allemands de l'ouest deviennent des soldats. Personne n'a plus de doutes à ce sujet ; l'organe de l'Union démocrate chrétienne de l'Allemagne de l'Ouest "Reinische-Post" constate mélancoliquement : "le sens du Traité Général se résume à ceci : il faut aux alliés des soldats allemands".

Cela ressort clairement des traités de Bonn et de Paris, des clauses de ces traités rendues publiques, sans parler des annexes secrètes qui font apparaître la resurrección complète du militarisme allemand. Déjà le congrès de la Paix à Varsovie mettait en garde contre ce danger les peuples du monde.

Monsieur Adenauer n'a pas hésité à vendre son peuple comme chair à canon, à vendre le sol de son pays pour y installer des bases militaires, à laisser le champ libre aux revanchards qui, dès aujourd'hui, ne cachent plus leurs rêves de noyer une nouvelle fois le monde dans le sang.

25X1


Madame Wanda Wassilewska

3.

Mais les alliés jouent avec le feu. Les appétits des revanchards sont énormes et comme on dit "l'appétit vient en mangeant". Il est peu probable qu'ils acceptent de se laisser mener jusqu'au bout en laisse par les conquérants américains qui rêvent d'agression contre l'Union Soviétique. Nous avons connu l'expérience amère des efforts en vue de pousser les hordes hitlériennes contre l'Est : Hitler ne renonça pas à la campagne contre l'URSS - à quoi il était poussé par les Américains et pas seulement par les "américains" - mais chemin faisant, il a investi la France et a détruit des quartiers entiers de Londres. Des Américains n'ont pas péri dans le camp de la mort et n'ont pas vu s'effondrer et brûler leurs villes et villages, mais les gouvernants de France auraient du se souvenir des années terribles de l'invasion hitlérienne ; mais les gouvernants de Grande Bretagne auraient du se souvenir des bombardements de Londres. Ces gouvernants signataires du traité de Bonn qui est un complot contre la paix.

Nous entendons ce qu'on dit à ce sujet dès aujourd'hui, Monsieur Hallstein, Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères du gouvernement de Bonn, a dit lors de son récent voyage en Amérique, que l'objectif de l'unification de l'Europe s'étend jusques et y compris à l'Oural. Mais que les gouvernants français ou britanniques n'en soient pas rassurés : l'ex-général nazi Friesner, occupé d'ores et déjà à la création de l'armée de l'Allemagne de l'Ouest ne s'est pas gêné pour déclarer publiquement : "Lorsque nous auront vingt divisions, nous parlerons un autre langage à "Messieurs les Français". Certes, alors qu'on ressuscite le militarisme prussien, hitlérien, alors qu'on arme les hommes dont le cœur recèle de la haine et le cerveau l'idée de la revanche, il serait naïf de penser qu'on parviendra à canaliser cette force comme on voudra. L'expérience de la dernière guerre doit être un enseignement pour tous ceux qui gardent encore des illusions à ce sujet. Le militarisme allemand ressuscité, qui a subi à deux reprises une défaite terrible ne se contentera pas forcément de l'expansion vers l'Est : il songera également à régler ses comptes avec l'Ouest.

Que le militarisme allemand ressuscite et prenne toujours plus de force et d'ampleur, c'est évident pour chacun. Il n'est pas nécessaire de connaître pour cela les annexes secrètes au traité de Bonn. Sept hommes sont déjà choisis parmi les ex-généraux hitlériens pour diriger l'armée de l'Allemagne de l'Ouest. Les criminels de guerre sont relaxés en masse et leur expérience et leur science sont appliqués dans l'armée en formation. Le chargé de pouvoirs du gouvernement fédéral Lank a parlé dans un meeting public d'une armée de cinq cent mille hommes, pour commencer.

25X1

Mme Wanda Wassilewska

4.

Les usines de guerre fonctionnent à nouveau. "L'institut de Recherches pour l'étude de l'aéronavigation" est ressuscité à Essen-Mulheim, cet Institut, dont les ruines des centaines de villes sont l'oeuvre de l'Europe. Les entreprises qui préparent la guerre microbienne développent une activité fébrile : par exemple "Bernhardt-Nocht Institut" à Hambourg ; l'Institut de l'hygiène I.G. Farbenindustrie à Wuppertal, la Direction d'Etat pour la recherche en médecine à Lunebourg, le Laboratoire Freiburg Breisgau. Dans les entreprises de la I.G. Farbenindustrie à Mannheim 12.000 ouvriers sont occupés à fabriquer les armes toxiques. Une énorme usine est en construction à Waldeshutte : elle produira le phosphore blanc, élément des bombes incendiaires. A Neumunster 5.000 grenades sont fabriquées toutes les heures. A Allach les usines de tanks de Krupp ont repris leur activité. A Augsburg le travail bat son plein dans les usines "Messerschmidt". En vérité, les gouvernants américains de l'Europe, pareils au pêcheur d'un conte oriental, mettent en liberté un esprit, mais c'est un esprit terrible qui est déjà passé en tourbillon de la mort sur l'Europe, a jonché la terre d'os humains et a plongé dans le deuil des millions et des millions d'hommes et, malheureusement, ce n'est pas un conte mais une réalité qui nous menace tous, qui menace le monde entier.

Comment se présente à la lumière du traité de Bonn, la chose principale si longtemps attendue et revendiquée par tous les peuples pacifiques : le traité de paix avec l'Allemagne ? Comment se présente la chose que les peuples attachés à la paix ont depuis longtemps reconnue comme parfaitement juste, comme le seul moyen de supprimer le foyer de la fièvre guerrière en Europe, c'est-à-dire l'unification de l'Allemagne au sein d'un seul et même Etat démocratique et pacifique ?

Le 16 mars, Adenauer déclarait à Ziegen que la reconstitution de l'unité allemande devait être obtenue par l'institution d'un ordre nouveau en Europe de l'Est. Nous connaissons suffisamment cette terminologie empruntée sans aucune modification au vocabulaire de Hitler. Nous savons parfaitement ce que veut dire "l'ordre nouveau" en Europe de l'Est. C'est la guerre, le sang, la fin de la civilisation. Il serait bon que Mr. Adenauer, lorsqu'il répète les paroles de Hitler comme les siennes propres, songeât quelque peu au destin de son maître.

Adenauer parle d'ordre nouveau en Europe, mais qu'en pensent les autres participants du traité de Bonn ? Un de ses paragraphes nous en fournit la réponse non équivoque : "les quatre parties conviennent également que l'Allemagne unifiée bénéficiera des droits et sera liée par les engagements que le présent accord prévoit pour la république fédérale".

Donc les auteurs du traité de Bonn ne se contentent pas de faire ce qu'ils font en Allemagne de l'Ouest : leur rêve et leur plan est de transformer toute l'Allemagne en un camp militaire géant, en une base armée jusqu'aux dents pour l'agression contre l'Union Soviétique. Ils ne se donnent même pas beaucoup de peine pour cacher ces projets. Le substitut du haut commissaire américain en Allemagne de l'Ouest a dit dans un milieu restreint que sur la demande d'Adenauer effrayé par l'indignation que le

Mme Wanda Wassilewska

5.

traité a soulevée parmi les Allemands, les alliés ont consenti d'ajouter au traité cette formulation: le traité peut être révisé au cas où "l'unité de l'Allemagne" serait établie. Mais le substitut du Haut-Commissaire a exprimé clairement son opinion à ce sujet: "Notre tâche sera précisément de ne donner aucun sujet de révision du Traité Général". "Le Traité Général", a-t-il dit, doit entièrement remplacer le traité de paix avec l'Allemagne et doit jouer le même rôle que le traité de paix séparée avec la Japon. Que le traité de Bonn et le traité de paix séparée avec le Japon jouent le même rôle, il est difficile de le contester: les deux traités constituent un nouveau pas vers la guerre. Les cartes de la République Démocratique Allemande, publiées par les autorités de Bonn pour l'armée d'Allemagne de l'Ouest en formation, peuvent illustrer cette affirmation.

Tel est l'état des choses. Mais parce qu'il existe une issue dans la voie pacifique pour régler le problème allemand. C'est la voie que nous avons montrée il y a un an à Berlin, que nous avons montrée en Automne au Conseil Mondial de la Paix de Vienne. Cette voie, c'est la discussion immédiate par les quatre gouvernements des questions qui concernent l'Allemagne, ce sont les élections libres en Allemagne, c'est la formation d'un gouvernement de toute l'Allemagne, c'est la conclusion du Traité de Paix.

Il y a encore des gens qui demandent : Une Allemagne qui ne serait pas une menace pour la paix, est-elle possible? Nous savons qu'elle est possible. De grands changements se sont opérés sous nos yeux dans le peuple allemand. Nous voyons le travail constructif et la démocratie véritable dans la République démocratique allemande. Nous sommes témoins d'une tempête de protestations contre le retour à la vie des complices et des idées de Hitler, d'une tempête de protestations des grandes masses de la population de toute l'Allemagne, y compris de l'Allemagne de l'Ouest contre le traité de Bonn. Nous sommes témoins de leur lutte pour une cause juste, pour la Paix. Le sang du jeune garçon mort à Essen atteste aux yeux du monde la volonté du peuple allemand, qu'il habite d'un côté ou de l'autre de la frontière qui le divise. Dans l'intérêt de la Paix, pour que soit supprimée la menace de la guerre, nous répétons aujourd'hui notre revendication, la revendication des centaines de millions d'hommes à travers le monde: conclure le traité de Paix avec l'Allemagne, donner au peuple allemand la possibilité de vivre une vie normale, dans un Etat normal. Nous demandons que l'Allemagne cesse d'être une menace pour la Paix, mais une telle Allemagne ne peut être qu'une Allemagne véritablement démocratique, sans héritage fasciste, sans généraux hitlériens, sans militarisme et sans occupants étrangers. A une telle Allemagne, nous reconnaissons le droit à la souveraineté pas celle dont parle le traité de Bonn, et qui impose au pays les chaînes de l'étranger, mais le droit à la souveraineté effective. A une telle Allemagne nous reconnaissons également le droit d'avoir une armée, une armée démocratique qui soit capable de défendre le pays mais qui ne puisse devenir une armée d'agression et de conquête.


Mme Wanda Wassilewska

6.

possibilité d'une solution pacifique du problème allemand parce que nous avons foi dans la force, la bonne volonté et l'intelligence des peuples. La lutte pour la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne intéresse tous les voisins de l'Allemagne, toute l'Europe, et pas seulement l'Europe. Nous avons vu plus d'une fois des gouvernements et des cliques dirigeantes céder devant la volonté des peuples. Nous avons foi dans la voix de tous les hommes épris de paix dans le monde, qui fera s'écrouler, tel un château de cartes, les machinations de ceux qui voudraient faire de l'Allemagne un tremplin d'agression. Et nous avons foi que, dans cette lutte, nous serons secondés, en premier lieu, par le peuple allemand lui-même.

Je m'associe à la proposition de notre président pour que la session extraordinaire du Conseil de la Paix adresse aux gouvernements des Etats Unis, de Grande Bretagne, de France et de l'U.R.S.S. cette proposition: réunir une conférence des représentants des quatre puissances pour discuter l'octroi au peuple allemand de la possibilité de faire des élections libres pour toute l'Allemagne et de former le gouvernement de toute l'Allemagne, la conclusion la plus promptement possible du Traité de Paix avec l'Allemagne et le retrait de toutes les troupes d'occupation de son territoire.

-000-